

Mémoire

Auteur : Voumo Azobou, Arsene Marcelle

Promoteur(s) : Tychon, Bernard

Faculté : Faculté des Sciences

Diplôme : Master en sciences et gestion de l'environnement, à finalité spécialisée pays en développement

Année académique : 2021-2022

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/15855>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Université de Liège

Faculté des Sciences

Département des Sciences et Gestion de l'Environnement

2021-2022

**REVUE SCIENTIFIQUE ET OPÉRATIONNELLE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU CAMEROUN**



Mémoire rédigé par

Arsène Marcelle VOUMO AZOBOU

**EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLÔME DE
MASTER EN SCIENCES ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT A FINALITÉ PAYS EN
DÉVELOPPEMENT**

Rédigé sous la direction du Pr BERNARD TYCHON

« Toute reproduction du présent document, par quelque procédé que ce soit, ne peut être réalisée qu'avec l'autorisation de l'auteur et de l'autorité académique* de l'Université de Liège. * L'autorité académique est représentée par le(s) promoteur(s) membre(s) du personnel enseignant de l'Université de Liège. »

"Le présent document n'engage que son auteur"

« Auteur du présent document :

VOUMO AZOBOU Arsène Marcelle, marcellevoumo@gmail.com »



ULiège

Faculté des Sciences

Département des Sciences et Gestion de l'Environnement

ÉTATS DES LIEUX DU SUIVI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU CAMEROUN

Arsène Marcelle VOUMO AZOBOU

**MÉMOIRE RÉDIGÉ EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLÔME DE
MASTER EN SCIENCES ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT À FINALITÉ
PAYS EN
DÉVELOPPEMENT**

ANNÉE ACADÉMIQUE 2021-2022

Promoteur : Pr BERNARD TYCHON

Comité de lecture :

BAKARY DJABY

EMILIENNE NGAHANE

DÉDICACE

Je dédie ce travail :

✚ Au Seigneur tout puissant

✚ À la famille AZOBOU

✚ À mon fiancé Mr TCHOMBA Martin

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait été réalisé sans la participation de plusieurs personnes auxquelles je ne pourrais m'empêcher d'adresser mes sincères remerciements.

- Tout d'abord, j'aimerais exprimer ma profonde gratitude **l'unité de recherche Eau-Environnement-Développement (EED) de l'université de Liège** qui m'a permis de faire 3 mois de stage au sein de son équipe, où j'ai eu l'occasion d'apprendre les outils de prévision de rendements et d'avoir une vision claire de mon sujet de mémoire et du monde du travail.
- Ensuite, je remercie du fond du cœur mon promoteur **Pr Bernard Tychon**, responsable de la finalité Pays en développement et par ailleurs professeur en système d'avertissement et d'analyse précoce de la sécurité alimentaire à l'université de Liège, pour sa confiance à mon égard et son engagement sans faille dans la direction de ce travail.
- Je tiens également à témoigner toute ma reconnaissance au **Dr Djaby Bakary**, spécialiste des questions de sécurité alimentaire en Afrique, pour sa disponibilité et ses précieux conseils qui ont contribué à alimenter ma réflexion dans l'élaboration de ce travail.
- Ma gratitude va aussi à l'endroit du **Dr Emilienne Ngahane** pour sa disponibilité à faire partie du comité de lecture de ce travail.
- J'adresse mes sincères remerciements au **Dr Hamid Sallah** pour ses encouragements et ses conseils.
- J'adresse également mes sincères remerciements à ma famille en or qui a toujours été là pour moi et qui s'est donnée corps et âme pour que je puisse suivre ce brillant master
- Je remercie également mon fiancé, Mr Tchomba Martin, pour son soutien multiforme et ses encouragements.
- Je remercie aussi mes amies Djeunang Bruna, Rosalie Mbeubia et Liliane Solasa pour leurs encouragements, leurs prières et la lecture du travail
- Je ne peux terminer sans remercier grandement tous mes camarades de classe de promotion, Éloïse, Madina, Laura, Marine, Cécile, Julien, Ornella et Maélig pour leur humour et pour leurs soutiens et encouragements.

RÉSUMÉ

La sécurité alimentaire permet aux ménages et aux individus de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Au Cameroun, le niveau d'insécurité alimentaire s'accroît de jour en jour malgré la multiplicité d'intervention des organismes nationaux et internationaux. L'objectif de ce travail était de comprendre et d'analyser le système de suivi existant et le niveau de coordination de la sécurité alimentaire au Cameroun. Pour ce faire, une étude qualitative sur la base de la lecture des rapports et articles relatifs au suivi de la sécurité alimentaire a été menée. Différents aspects tels que l'aspect spatio-temporel, coordination et composante ont été analysés et il en ressort que le système de suivi actuel au Cameroun présente quelques défaillances et qu'il n'existe aucune structure étatique qui coordonne les activités opérationnelles et scientifiques de la sécurité alimentaire. En revanche, différentes structures étatiques, nationales et internationales travaillent en collaboration dans les régions dites vulnérables pour récolter les données sur les indicateurs d'insécurité alimentaire qui seront analysées par les experts du CILSS grâce à l'outil Cadre Harmonisé. Les dispositifs nationaux et internationaux de suivi de la sécurité alimentaire ne sont focalisés que dans certaines régions et les autres régions sont délaissées alors qu'elles ne sont pas exemptées de l'insécurité alimentaire. À la fin de cette étude, nous suggérons au Cameroun de mettre sur pied un organisme national qui va coordonner toutes les interventions opérationnelles et scientifiques de la sécurité alimentaire.

Mots clés : sécurité alimentaire, structures d'intervention, suivi opérationnel et scientifique, Cameroun

ABSTRACT

Food security allows households and individuals to meet their food and nutritional needs. In Cameroon, the level of food insecurity is increasing daily despite the multiplicity of interventions by national and international organizations. The aim of this work was to understand and analyze the existing monitoring system and the level of coordination of food security in Cameroon. To do this, a qualitative study based on the reading of reports and articles relating to food security monitoring was conducted. Different aspects such as the spatio-temporal aspect, coordination and component were analyzed and it emerged that the current monitoring system in Cameroon has some shortcomings and that there is no Government structure that coordinates the operational and scientific activities of food security. On the other hand, various Governmental, national and international entities work in collaboration in the so-called vulnerable regions to collect data on food insecurity indicators that will be analyzed by CILSS experts using the Harmonized Framework tool. National and international food security monitoring mechanisms are focused in certain regions, while other regions are neglected, even though they are not free of food insecurity. At the end of this study, we suggest that Cameroon set up a national entity that will coordinate all operational and scientific interventions in food security.

Key words : food security, intervention structures, operational and scientific monitoring, Cameroon

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Schéma récapitulatif des objectifs de travail	2
Figure 2: Continuum analyse-intervention-réponse du Cadre Harmonisé (CILSS/CEDEAO/UEMOA, 2019)	15
Figure 3: Cadre institutionnel du cadre Harmonisé (CILSS, 2014)	16
Figure 4: Échelle de classification de l'insécurité alimentaire (IPC et CH) (CILSS, 2014a) .	18
Figure 5: Méthodologie de la recherche employée	21
Figure 6 : Présentation géographique du Cameroun (Embassy of the Republic of Cameroon in Japan, 2018).	22
Figure 7 : Situation climatique du Cameroun (Climat Cameroun, s. d.).....	23
Figure 8: Zones agroécologiques du Cameroun, source : (Ngom et al., 2014).....	25
Figure 9: Définition des domaines d'activité du Minader.....	30
Figure 10: L'état et ses institutions dans la gestion de la sécurité alimentaire	32
Figure 11 : Schéma de collaboration entre les ministères du Cameroun en matière de gestion de la sécurité alimentaire	34
Figure 12: Collaboration entre l'État et les organismes des Nations unies.....	37
Figure 13 : Récapitulatif des actions opérationnelles des ONG internationales dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun	42
Figure 14 : Panorama des interventions du SAILD (source (SAILD, 2020)	44
Figure 15: Méthodologie Few's Net (Few's Net, 2018).....	53
Figure 16 : Zones de moyens d'existence au Cameroun.....	56
Figure 17: Présentation du SMIAR (FAO, 2022b)	58
Figure 18: Suivi spatial de la sécurité alimentaire (source : Hungermap live du 06/08/2022)71	
Figure 19 : Collaboration entre les structures d'intervention.....	74
Figure 20 : Composantes prises en compte dans le suivi de la Sécurité alimentaire au Cameroun	75
Figure 21 : Système de suivi proposé.....	76

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs de la sécurité alimentaire.....	7
Tableau 2: Groupes d'aliments et leur poids pour le calcul du score de consommation alimentaire. Source : (Wiesmann et al., 2009)	47
Tableau 3: Groupe d'aliments pour le calcul du Score de Diversité alimentaire dans les ménages. Source : (Kennedy et al.,2013).....	48
Tableau 4 : Études scientifiques menées pour la lutte contre l'insécurité alimentaire	62
Tableau 5 : Fréquence de publication des bulletins de suivi	73

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 : sondage probabiliste	39
Encadré 2 : Exemple d'action menée par CARE INTERNATIONAL	40
Encadré 3 : Explication des indicateurs issus des enquêtes de terrain pour l'analyse du CH (SEYE et al., 2021)	46
Encadré 4 : Indice de Proteus.....	50
Encadré 5: Description de la méthodologie de Fews-Net	53

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Bulletin de suivi de la sécurité alimentaire de Fews Net	f
Annexe 2 : Bulletins de suivi de la sécurité alimentaire du PNVRSA	g
Annexe 3: Rapports du SAILD.....	i
Annexe 4: Exemples de Projets menés l'IRAD	k

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACF	Action Contre la Faim
ACFM	Alliance Contre La Faim Et Mal Nutrition
AGEPD	Agriculture, Elevage et Produits Dérivés
ANCFM	Alliance nationale contre la faim et la Malnutrition
ASI	Agricultural stress index
CATI	Computer Assisted Telephone Interviewing
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Inter-État de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIRAD	Centre de coopération internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CH	Cadre Harmonisé
CNA	Cellule nationale d'Analyse
COSADER	Collectif des ONG pour la Sécurité alimentaire et le Développement Rural
EED	Eau-Environnement-Développement
EM-DAT	Emergency Events Database of the Centre for Research on the Epidemiology of Disasters
ENSPM	Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua
FAO	Food and Agriculture Organization of the United States
FASA	Faculté d'Agronomie et des Sciences agricoles
FCFA	Franc des Colonies Françaises d'Afrique
FCS	Score de consommation alimentaire
FEWS NET	Famine Early Warning Systems Network
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FIDA	Fonds International de Développement agricole
HDSD	Score de diversité alimentaire des ménages
HEA	Analyse de l'économie des ménages
HHS	Échelle de la faim dans les ménages
IPC	Integrated Food security phase Classification

IRAD	Institut de Recherche agricole pour le Développement
IRF	International Road Federation
ISAME	Indice de Stratégies d'Adaptation basées sur les Moyens d'Existence
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINCOMMERCE	Ministère de Commerce
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINSANTE	Ministère de la Santé
NDVI	Normalized Difference Vegetation Index
NOSO	Nord-ouest et Sud-ouest
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OFSAD	Organisation des Femmes pour la Santé, la Sécurité alimentaire et le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PCP-ACEFA	Programme de Consolidation et de Pérennisation du conseil agropastoral
PD_CVA	Projet de Développement des Chaînes de Valeurs agricoles
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNVRSA	Programme national de Veille et de Renforcement de la Sécurité alimentaire
PPA	Dollars internationaux constants
PRESNAP	Projet de Renforcement du Système national de surveillance d'Alerte précoce
PRODEL	Projet de développement de l'élevage
RDD	Random-Digit Dialling
RESILAC	Redressement Economique et Social Inclusif du lac Tchad
SAILD	Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement

SCA	Score de Consommation alimentaire
SMIAR	Système mondial d'Information et d'Alerte rapide
TE	Trading Economics
UCDP	Uppsala Conflict Data Program
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés,
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
URD	Urgence Réhabilitation Développement
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	US Department of Agriculture (ministère américain de l'agriculture)
WB-MR	World Bank database on Migration and Remittances
WB-WDI	World Bank's World Development Indicators

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	ii
RÉSUMÉ	iii
ABSTRACT	iv
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ENCADRÉS	vi
LISTE DES ANNEXES	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTÉRATURE	4
I- GÉNÉRALITÉS	4
I.1) Contexte mondial.....	4
I.2) Évolution du concept de sécurité alimentaire.....	6
I.3) Les Indicateurs de la sécurité alimentaire.....	6
II- ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	10
II.1) évaluer l'insécurité alimentaire : qu'est-ce que c'est ?.....	10
II.2) L'« Integrated Food Security Phase Classification » (IPC) comme outil de la sécurité alimentaire.....	11
II.3) Le Cadre Harmonisé comme outil d'analyse.....	13
CHAPITRE II : MÉTHODOLOGIE ET ZONE D'ÉTUDE	20
I- DESCRIPTION DE LA MÉTHODOLOGIE	20
II- ZONE D'ÉTUDE	22
II.1) Situation géographique.....	22
II.2) Situation climatique.....	23
II.3) Situation démographique et sociologique.....	23
II.4) Agriculture Au Cameroun.....	24
II.5) Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun.....	26
CHAPITRE III : RÉSULTATS ET DISCUSSION	28
I- RÉSULTATS	28
I.A) Suivi Opérationnel	28

1) Structures d'intervention dans la gestion de la Sécurité Alimentaire au Cameroun	28
a) L'Etat et ses Institutions	29
b) Les Organismes des Nations Unies	34
c) Les Organisations Non Gouvernementales	37
2) Outils D'intervention dans la gestion de la sécurité alimentaire au Cameroun ...	45
a) Le Cadre Harmonisé	45
b) Le hungermap	48
c) Le Fews net.....	51
d) Le Système mondial d'Information et d'Alerte rapide.....	57
I.B) Revue des Articles Scientifiques dans la Gestion de la Sécurité Alimentaire au Cameroun	58
1) Structures d'intervention	59
a) Les Institutions étatiques	59
b) Les institutions universitaires	63
2) Collaboration entre les universités.....	65
I.C) La Gestion de la Sécurité Alimentaire au Cameroun.....	65
I.D) La Gestion en Situation de Crise Sociopolitique : Exemple Nord-Ouest Et Sud-Ouest	67
II) DISCUSSION	68
II.1) Analyse de suivi dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest	68
II.2) Analyse Spatio-Temporelle du Suivi de La Sécurité alimentaire Au Cameroun .	70
a) Analyse spatiale.....	70
b) Analyse temporelle	72
c) Coordination entre structures d'intervention	73
d) Composantes de la sécurité alimentaire prises en compte dans le suivi de la sécurité alimentaire.....	74
e) Système de suivi proposé pour un meilleur suivi de la sécurité alimentaire.....	75
CONCLUSION.....	78
PERSPECTIVES.....	79

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	a
ANNEXES	f

INTRODUCTION

Le Cameroun subit une forte pression au niveau économique et au niveau sécuritaire, en plus du changement climatique que subissent certaines régions. Ces facteurs engendrent une forte influence sur la sécurité alimentaire au Cameroun avec de nombreux dommages qui affectent les moyens d'existence des ménages. Le taux de malnutrition dans certaines régions est élevé et le taux d'insécurité alimentaire augmente dans toutes les régions du Cameroun. Au regard de cette situation, la communauté nationale et internationale se mobilisent activement pour juguler cette situation de crise. Avec cette croissance de l'insécurité alimentaire, les organismes internationaux en partenariat avec l'État, les ONG nationales et internationales se mettent à pied d'œuvre pour apporter de l'assistance aux populations en détresse. Plusieurs outils sont ainsi mis en œuvre à travers les différentes institutions, avec des approches et des solutions différentes pour la même cause, celle de vaincre l'insécurité alimentaire à tout prix. La présente étude tente de présenter le mode d'action opérationnel du suivi de la sécurité alimentaire de différentes institutions au Cameroun. Elle permettra à la fin de proposer un axe d'amélioration du système de suivi déjà mis en place et adapté au contexte du Cameroun. Il s'agira donc pour nous tout au long de cette étude de répondre à la question de recherche « Comment se fait le système de suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun du point de vue opérationnel et scientifique », et de chercher à savoir si ce système est adapté au contexte camerounais.

HYPOTHÈSE

Une meilleure connaissance du système de suivi opérationnel de la sécurité alimentaire au Cameroun permettrait de proposer un système de suivi plus adapté au contexte.

OBJECTIFS

Objectif général

Analyser le système de suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun et proposer des améliorations.

Objectifs spécifiques

- Recenser les structures et les outils impliqués dans le suivi de la sécurité alimentaire et analyser leurs modes opérationnels

- Recenser les structures de recherche scientifique impliquées dans le suivi de la sécurité alimentaire et analyser leurs modes d'action
- Proposer un système de suivi de la sécurité alimentaire adapté au contexte du Cameroun

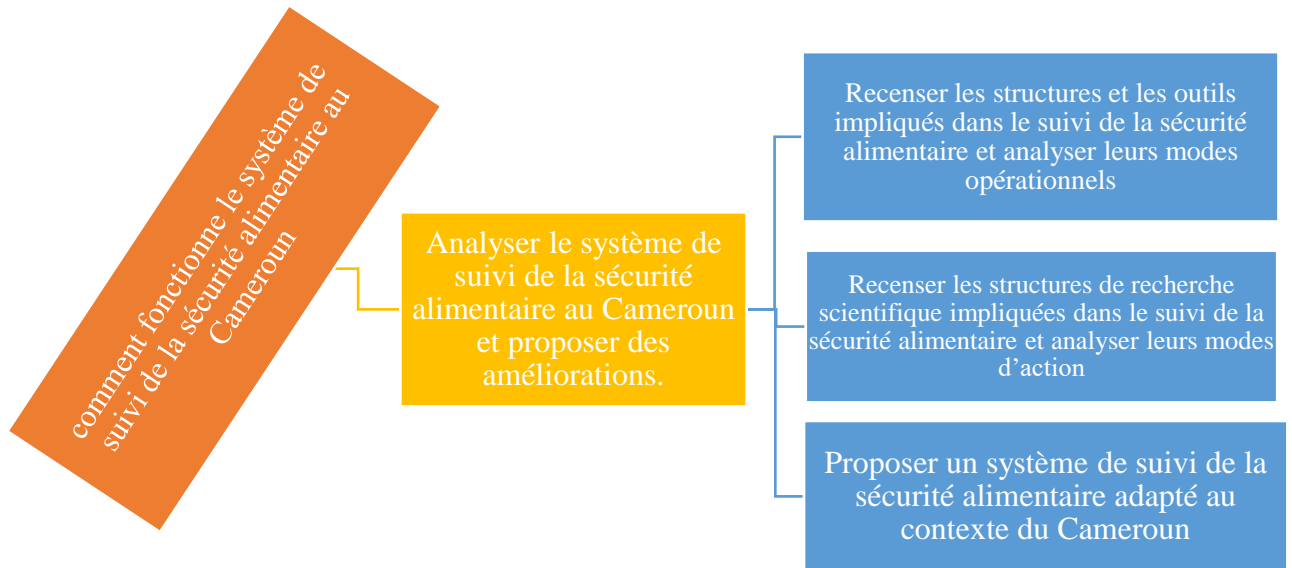


Figure 1: Schéma récapitulatif des objectifs de travail

CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTÉRATURE

CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTÉRATURE

I- GÉNÉRALITÉS

I.1) Contexte mondial

"La sécurité alimentaire existe lorsque toutes les personnes, à tout moment, ont un accès physique et économique à une nourriture suffisante, sûre et nutritive qui répond à leurs besoins et préférences alimentaires pour une vie active et saine" (FAO, 1998). D'après cette définition de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la sécurité alimentaire paraît comme un droit universel de chaque être humain d'avoir une nourriture suffisante et de bonne qualité pour sa survie. Or, dans plusieurs régions du monde, on constate que la faim et l'insécurité alimentaire sont encore la cause de nombreuses mortalités infantiles ou adultes (PIETERS *et al.*, 2012). En 2015, l'Organisation des Nations Unies (ONU) inscrit la lutte contre la faim comme deuxième objectif de développement durable avec pour défi la faim zéro d'ici 2030. À travers cet objectif, l'ONU doit pouvoir fournir à chaque individu « un accès à une alimentation saine, nutritive et adéquate » pour éradiquer non seulement la malnutrition, mais aussi les crises de famine. Pour ce faire, l'ONU doit doubler la productivité, augmenter les revenus agricoles, et accroître la résilience des systèmes de production (ONU, 2018).

Cependant, on se rend compte qu'avec les tendances actuelles qui sont en augmentation du nombre de personnes touchées par la faim, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre cet objectif de Faim Zéro d'ici à 2030. Avec cette évolution, L'ONU estime que le nombre de personnes touchées par la faim dépasserait 840 millions d'ici à 2030 (ONU, 2018).

En 2021, environ 193 millions d'individus dans plus de 53 pays ont connu les phases 3 à 5 de l'insécurité alimentaire aiguës selon la classification du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et du Cadre Harmonisé (l'IPC/CH). Ce chiffre est en nette augmentation de près de 40 millions de personnes par rapport à l'année 2020 qui avait déjà atteint un niveau supérieur d'insécurité alimentaire (FAO, 2022d), les pays comme l'Éthiopie, Madagascar, Soudan du Sud et Yémen étant largement touchés par cette situation, car ils ont connu la phase catastrophique qui correspond à la phase 5 de l'IPC/CH soit le niveau le plus grave d'insécurité alimentaire aiguë qui a nécessité des interventions d'urgence pour éviter davantage la mort des individus (FAO, 2022d).

L'Afrique de l'Ouest et même l'Afrique Centrale ne sont pas en reste de cette augmentation du nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire. L'analyse du Cadre Harmonisé de mars 2022 révèle que le nombre de personnes et ce entendu les femmes, les hommes et les enfants touchés par une crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et Centrale devrait atteindre un nouveau record en juin 2022, ceci passant de 10,7 millions en 2019 à 41 millions en 2022 si des mesures appropriées ne sont pas prises de toute urgence (PAM/FAO/IFAD, 2022). D'après le directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale, la situation devient incontrôlable, car les besoins augmentent de façon exponentielle par rapport à la capacité à y répondre. Pour cela, comme solution, chaque gouvernement devrait s'attaquer aux causes sous-jacentes de la faim et de la malnutrition.

D'après la FAO en 2022, cette explosion d'insécurité alimentaire est inéluctablement due aux conflits, aux changements climatiques, au niveau de pauvreté des populations, et à la récente crise sanitaire. Les conflits sont vus comme facteur principal de l'insécurité alimentaire dans le monde. Nous le voyons précisément avec le conflit Russo-Ukrainien qui a mis en évidence l'interdépendance et la fragilité des systèmes alimentaires mondiaux, ayant de graves répercussions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale (FAO, 2022d). À cause de leurs fortes dépendances aux importations aux intrants agricoles de l'Europe de l'Est, les pays dans le monde connaissent des crises alimentaires aiguës à cause des flambées importantes de prix des denrées alimentaires de première nécessité. Les conflits, les phénomènes météorologiques extrêmes et les chocs économiques apparaissent donc comme principaux facteurs à l'origine de la hausse de l'insécurité alimentaire aiguë en 2021.

Comme perspectives de solution de cette situation alarmante et préoccupante face à l'insécurité alimentaire, l'UE, la FAO, le PAM, l'USAID et la Banque Mondiale proposent un déploiement à grande échelle des mesures qui relèvent des approches de prévention, d'anticipation, et de meilleur ciblage, surtout des approches qui apportent des solutions durables à la pauvreté rurale, à la croissance démographique, à la marginalisation et à la fragilité des systèmes alimentaires qui représentent les causes des crises alimentaires. Mettre sur pied ces solutions durables proposées par ces organismes, revient à chaque gouvernement de bien définir sa stratégie de gestion de crises alimentaires et sa stratégie de gestion de la sécurité alimentaire adéquate au contexte de son pays.

I.2) Évolution du concept de sécurité alimentaire

Comme le souligne Maxwell en 1996, la sécurité alimentaire a beaucoup évolué au cours de ces dernières années en termes de définitions et de nouveaux paradigmes qui sont : a) du mondial et du national au ménage et à l'individu (b) de la perspective de l'alimentation à celle des moyens de subsistance, et (c) des indicateurs objectifs à la perception subjective " (Maxwell, 1996). En effet, la définition la plus largement acceptée de la sécurité alimentaire remonte à 1996, lorsque le Sommet mondial de l'alimentation a convenu d'un concept holistique et multidimensionnel (FAO, 1996). Dans son commentaire, Coates en 2013 décrit comment cette multi dimensionnalité de la définition de la sécurité alimentaire a lentement émergé. Dans les années 1970, l'attention était largement portée sur la disponibilité alimentaire, et dans les années 1980, grâce au travail de pionnier de Sen, le manque de droits, plutôt que le manque de nourriture, est devenu un facteur nécessaire pour comprendre l'insécurité alimentaire (Sen, 1981). En effet, Sen montre comment les crises alimentaires peuvent subvenir même si la production alimentaire est suffisante, et ceci en raison d'inégalités dans la répartition des aliments ou alors à cause des défaillances dans l'accessibilité aux aliments. Au début des années 1990, le concept de sécurité alimentaire s'est élargi pour inclure la manière dont les aliments sont utilisés, transformés et stockés (USAID, 1992), incluant éventuellement les vulnérabilités associées au risque de perdre des droits (office of food for peace, 2005). Ces domaines sont désormais appelés les quatre piliers de la sécurité alimentaire : Disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité, dont « la dimension nutritionnelle fait partie intégrante du concept de sécurité alimentaire » (FAO, 2009). De cette définition, on peut déduire que tous les piliers sont également importants pour atteindre la sécurité alimentaire, de sorte qu'aucun n'a une priorité plus élevée que les autres.

I.3) Les Indicateurs de la sécurité alimentaire

De même que la définition a largement évolué, une série d'indicateurs pour mesurer la sécurité alimentaire a aussi été proposée par plusieurs auteurs. Mais jusqu'à nos jours, il n'existe pas un meilleur choix d'indicateurs pour mesurer la sécurité alimentaire. Les indicateurs devraient être choisis en fonction du contexte et des résultats qu'on attend. Un indicateur caractérise une réalité ou un phénomène qui serait trop difficile à quantifier de façon directe. Donc plus une situation est complexe, plus il faut choisir plusieurs indicateurs qui seront combinés en fonction du contexte pour matérialiser l'image réelle de la situation appréhendée. La FAO et d'autres organismes des Nations unies ont tout de même sélectionné un certain nombre d'indicateurs

qui couvrent 185 pays entre 1990 et 2017 et qui contribuent positivement ou négativement à la mesure de la sécurité alimentaire. Le Tableau 1 présente ces différents indicateurs.

Tableau 1 : Indicateurs de la sécurité alimentaire

Piliers	Sous-piliers	Indicateurs	Sources
Disponibilité		Adéquation moyenne de l'apport énergétique alimentaire (%) (moyenne sur 3 ans)	FAO
		Apport moyen en protéines (g/habitant/jour) (moyenne sur 3 ans)	FAO
Accessibilité	Physique	Routes revêtues sur le total des routes (%)	IRF
		Densité routière (pour 100 km ² de surface terrestre)	IRF
		Densité des lignes ferroviaires (par 100 km ² de superficie)	FAO
	Économique	Inflation alimentaire (inflation globale lorsqu'elle n'est pas disponible) (% annuel)	FAO
		PIB, PPA (dollars internationaux constants de 2011), par habitant	WB-WDI
		Flux d'envois de fonds, PPA (dollars internationaux constants de 2011), par habitant	WB-MR
		Prévalence de la sous-alimentation, part de la population	FAO
Utilisation		Personnes utilisant au moins les services d'assainissement de base (% de la population)	WB-WDI
		Personnes utilisant au moins les services de base d'eau potable (% de la population)	WB-WDI
Stabilité	Économique	Rapport stock-utilisation des céréales	USDA
		Balance des comptes courants (BoP, US\$ courants), part du PIB	WB-WDI
		Taux de change effectif réel	FAO
		Valeur des importations de produits alimentaires par rapport aux exportations totales de marchandises	FAO
	Socio-politique	Stabilité politique et absence de violence/terrorisme (index)	FAO
		Décès (violence bilatérale, unilatérale et non étatique), en proportion de la population totale	UCDP
		Personnes d'origine préoccupante (réfugiés), part de la population totale	UNHCR
		Personnes relevant de la compétence du conseil accueilli (réfugiés), en pourcentage de la population totale	UNHCR
	Risques naturels	Personnes touchées par des catastrophes (pondérées sur 10 ans), part de la population totale	EM-DAT
		Dommages causés par des catastrophes en US\$ (pondérés sur 10 ans), part du PIB	EM-DAT

Source : (Caccavale & Giuffrida, 2020)

➤ **La disponibilité alimentaire**

Dans un pays, la disponibilité alimentaire est le résultat de la production alimentaire de ce pays, du stock alimentaire, des importations, des exportations et de l'aide alimentaire que peut recevoir ce pays des différentes organisations internationales. Une fois que les aliments destinés aux animaux et les pertes alimentaires sont pris en compte dans le bilan alimentaire, l'offre restante détermine la quantité disponible pour la consommation humaine (Becker & Gillin, 2001). Cette réflexion de Gillin est correcte, mais je pense qu'on devrait aussi déduire du bilan alimentaire la quantité utilisée dans la semence des aliments. Les bilans alimentaires servent de base au calcul des deux indicateurs choisis dans le pilier de la disponibilité alimentaire à savoir l'énergie quotidienne moyenne et l'approvisionnement en protéines par habitant. Ces deux indicateurs sont conçus pour déterminer le niveau de disponibilité alimentaire dans un pays, à condition qu'ils ne changent pas de manière significative à court terme.

➤ **L'accessibilité**

De façon simple, l'accessibilité alimentaire se définit comme le moyen par lequel les gens peuvent se procurer de la nourriture qui est disponible. Elle est garantie lorsque les ménages ou les communautés disposent des ressources adéquates (argent, routes, etc.) pour se procurer des aliments qui sont nécessaires à une alimentation équilibrée. Ce pilier de la sécurité alimentaire comporte des aspects physiques et économiques. Une bonne accessibilité alimentaire dans un pays peut être obtenue en facilitant la circulation des biens et des personnes à l'intérieur même du pays et en améliorant la situation socio-économique des ménages. Trois indicateurs d'accessibilité physique sont considérés par la FAO à savoir le pourcentage de routes pavées au total, la densité routière et la densité des lignes ferroviaires (FAO et al., 2012, FAO et al., 2013, FAO et al., 2014, FAO et al., 2015). Pour ce qui est de l'accessibilité économique, l'inflation des produits alimentaires mesure l'évolution des niveaux de prix des produits alimentaires, tandis que le PIB par habitant est l'indicateur le plus largement accepté des performances économiques d'un pays. Les envois des fonds annuels par habitant peuvent améliorer le revenu des ménages. Selon Weiss Fagen et Bump en 2005, ces envois s'avèrent particulièrement importants après une catastrophe naturelle, des conflits ou alors à la suite des situations d'urgence complexe. L'indicateur de la prévalence de la sous-alimentation est une estimation de la prévalence des personnes ayant un accès insuffisant à la nourriture dans une population. Elle est calculée en utilisant les informations sur la disponibilité alimentaire destinée à la consommation humaine, les besoins énergétiques de la population et l'inégalité

d'accès à la nourriture (Cafiero et al., 2014). L'accessibilité alimentaire est liée à la stabilité sociopolitique d'un pays. Elle peut être restreinte par l'insécurité physique liée à une situation de conflit, par la fermeture des frontières ou par la disparition de la protection sociale des personnes à faibles revenus (FICR, 2005)

➤ **L'utilisation**

Ce pilier n'est pas facile à mesurer. La WB-WDI propose néanmoins de le mesurer en tenant compte du pourcentage de la population qui utilise les services de base d'assainissement et d'eau potable. Les indicateurs de résultats relatifs à l'insécurité alimentaire tels que le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance, d'émaciation (faible rapport poids/taille selon l'OMS) ou de surpoids ; la prévalence de l'anémie ; ou la prévalence de la carence en vitamine A et en iode ont été inclus dans la dimension de l'utilisation avec l'amélioration des sources d'eau et de l'assainissement (FAO, FIDA et PAM, 2015) ou regroupés avec d'autres résultats liés à l'accès (FAO, FIDA et PAM, 2013), ce qui met en évidence "la gymnastique mentale nécessaire pour considérer l'utilisation à la fois comme un élément de la sécurité alimentaire et comme un résultat beaucoup plus étroitement lié à l'état nutritionnel" (Coates, 2013).

➤ **La stabilité**

La stabilité est liée à la capacité d'un pays à faire face à divers chocs économiques et sociaux au niveau national. Ce pilier implique également la résilience des populations aux catastrophes naturelles. Les indicateurs de ce pilier sont variables et peuvent subitement changer d'une année à une autre. Par conséquent, ils sont adaptés à la détection soudaine des chocs qui peuvent subvenir.

Le suivi de la sécurité alimentaire dans un pays devrait reposer sur sa capacité à analyser tous les indicateurs de ces piliers afin de mettre sur pieds des mesures propres et appropriées aux besoins des ménages. La capacité à résister aux turbulences mondiales et locales démontre la solidité des fondements macroéconomiques d'un pays et sa capacité à amortir les marchés intérieurs et le pouvoir d'achat des ménages. Les chocs sociopolitiques et naturels peuvent compromettre à court terme la production nationale et les importations des aliments de base comme les céréales. L'analyse de tous ces piliers permet donc de mettre sur pieds des solutions à court terme et à long terme afin d'éviter d'éventuelles crises alimentaires dans un pays.

En situation d'insécurité alimentaire, les populations développent les stratégies d'adaptation pour survivre. Ces stratégies d'adaptation représentent les solutions que les individus mettent sur pied pour survivre lorsque les circonstances particulières comme le changement climatique ou les conflits compromettent leur mode de vie et leurs moyens de subsistance habituels. L'évaluation de la sécurité alimentaire dans un pays devrait donc toujours prendre en compte ces stratégies d'adaptation mises sur pied par les ménages ou les communautés.

En dehors de la compréhension de la stratégie d'adaptation des communautés, il est important, afin de mettre sur pied des interventions efficaces et ciblées contre l'insécurité alimentaire, de développer aussi une meilleure compréhension des différents facteurs, en ce compris les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire au niveau communautaire. Comme sus-cité, il existe plusieurs indicateurs proposés par les Organismes des Nations Unies pour évaluer l'insécurité alimentaire au niveau national, mais ils ne permettent pas d'identifier les sous-populations vulnérables et les plus impactées par l'insécurité alimentaire. D'où l'importance pour chaque pays d'adapter les indicateurs choisis en fonction des causes de l'insécurité alimentaire dans les communautés vulnérables.

II- ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

II.1) évaluer l'insécurité alimentaire : qu'est-ce que c'est ?

L'objectif global de l'évaluation de l'insécurité alimentaire est de mesurer le degré de cette insécurité alimentaire et de comprendre la véritable cause, puis définir une intervention adéquate ou adaptée pour permettre à la population de retrouver une sécurité alimentaire suffisante (FICR, 2005). Plusieurs outils peuvent être utilisés pour mesurer ce degré d'insécurité alimentaire. À ce sujet, plusieurs réflexions et des tentatives de développement des méthodologies et d'outils pour mesurer l'insécurité alimentaire ont été mises sur pied dans les années 1990 (Dilley & Boudreau, 2001). Ces différentes réflexions se basent sur l'approche en termes de vulnérabilité de la population. En ce, elles se conçoivent à la fois comme un état des lieux de la situation réelle et une analyse des risques auxquels s'expose la population. La vulnérabilité d'une population est la tendance de cette population à être affectée de manière négative par une situation à laquelle elle est exposée. Elle prend en compte les caractéristiques intrinsèques de la population ainsi que sa capacité à s'adapter ou à faire face à la situation (Campos et al., 2014). Pour donc mesurer la vulnérabilité d'une communauté, il faut identifier les caractéristiques propres de cette communauté et identifier les facteurs qui peuvent causer des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire de cette communauté (Dilley & Boudreau, 2001). En tenant compte de cette approche, plusieurs cadres analytiques ont été mis sur pieds

par différents organismes de sécurité alimentaire pour formaliser et harmoniser la gestion et l'évaluation de la sécurité alimentaire même s'ils ne sont pas parvenus à un réel consensus (Scaramozzino, 2006).

L'analyse de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et dans les pays du sahel se fait à travers l'analyse de la vulnérabilité proposée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'analyse de l'économie des ménages (HEA) qui est une méthode mise en place lors de l'atelier de réflexion sur les outils d'évaluation de la sécurité alimentaire du PAM et d'Action contre la faim en 2012 (ACF&PAM, 2012). L'analyse de la vulnérabilité des populations permet de comprendre les causes de l'insécurité alimentaire dans cette population afin d'en proposer les solutions adéquates. L'analyse de l'économie des ménages qui permet d'anticiper les situations d'insécurité alimentaire se fait à travers les enquêtes de terrain auprès de la population afin de déterminer les moyens d'existence des ménages et leur niveau de vulnérabilité. Ces deux analyses présentent une méthodologie différente et peuvent avoir des résultats différents pour une même population concernée par l'insécurité alimentaire (ACF&PAM, 2012). L'analyse de la sécurité alimentaire peut donc prendre des formes différentes en fonction des objectifs définis, les indicateurs choisis, le lien qui existe entre ces indicateurs, et les données sur la population à disposition. Par conséquent, il faut bien étudier les caractéristiques de la population, bien choisir les indicateurs et définir le lien entre les indicateurs en fonction des résultats qu'on attend.

II.2) L'« Integrated Food Security Phase Classification » (IPC) comme outil de la sécurité alimentaire

Afin d'harmoniser la compréhension de l'insécurité et de la vulnérabilité alimentaire et de rendre uniformes les stratégies de réponses aux crises, la FAO a mis sur pied en 2004 le cadre analytique IPC (*Integrated Food Security Phase Classification*) dans le but de mesurer l'insécurité alimentaire en Somalie. En 2007, plusieurs partenaires ont rejoint la FAO dans son travail acharné pour rendre l'outil international et pour implémenter l'outil à large échelle. Utilisé aujourd'hui dans plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, l'objectif de ce cadre analytique est d'harmoniser l'analyse de l'insécurité alimentaire et de proposer le même langage aux gestionnaires de sécurité alimentaire et aux décideurs politiques des différents pays qui l'utilisent afin de faire face aux crises alimentaires (FAO, 2022c). En utilisant la classification de l'IPC, toutes les parties prenantes (gouvernements, ONG, agence des Nations unies, etc.) travaillent ensemble pour déterminer la gravité de l'insécurité alimentaire dans un pays (FAO, 2022).

L'outil IPC a été conçu pour décrire la sévérité de la situation alimentaire et nutritionnelle d'un pays. L'IPC classifie en 5 phases de gravité la zone étudiée (minimale, sous pression, crise, urgence et famine) afin de mieux comprendre la crise et prendre des décisions efficaces. De plus, cette classification est effectuée pour deux périodes : la situation actuelle et la situation projetée pour les trois prochains mois (FAO, 2012). La situation projetée permet une alerte précoce et une prise de décision proactive. Pour mieux comprendre l'analyse de l'IPC, la FAO en 2012 a décrit une série d'étapes qui définit un « continuum analyse intervention » et qui permet une intervention plus efficace. Il s'agit de :

- L'analyse de la situation actuelle et projetée qui permet de comprendre les aspects fondamentaux en termes de causes et de sévérité de la situation actuelle et projetée pour une intervention efficace.
- L'analyse de l'intervention pour définir la meilleure stratégie qui pourrait être plus efficace et effective afin de diminuer les résultats négatifs.
- La planification de l'intervention pour mettre en place les systèmes opérationnels plus efficaces.
- La mise en œuvre de l'intervention pour mettre sur pied les différents systèmes opérationnels et le suivi et évaluation pour détecter le changement dans la mise en œuvre des systèmes opérationnels et la détermination de l'impact souhaité.

Plutôt que d'utiliser les modélisations mathématiques comme certains outils, l'IPC se base sur deux conditions majeures pour sa classification que sont : la convergence des preuves et le consensus des experts (FAO, 2012). En plus de ces conditions majeures, il présente quatre grandes fonctions que sont la formation d'un consensus technique, la classification de la sévérité et des causes de l'insécurité alimentaire, la communication pour l'action et l'assurance de qualité des informations. Ces fonctions se soutiennent mutuellement et sont dotées d'un ensemble d'outils et procédures bien définis. La fonction de communication est très importante et même capitale, car elle permet d'améliorer les prises de décision après la diffusion des résultats de l'analyse. Il est important cependant de noter que les organismes impliqués peuvent continuer d'utiliser leur propre cadre analytique et transférer les résultats dans l'outil l'IPC, car l'existence de ce cadre analytique ne rend pas invalides les autres cadres d'analyses.

II.3) Le Cadre Harmonisé comme outil d'analyse

❖ Historique

Dans les années 80, le suivi de la sécurité alimentaire dans les pays du Sahel s'effectuait à travers les campagnes agricoles et les bilans céréaliers. Avant les années 2000, ce suivi a inclus les paramètres comme la nutrition, les données sur l'économie des ménages et sur les marchés (Subsol, 2019) avec une prise en compte progressive de la production agricole et de la situation nutritionnelle. Ce suivi se faisait à travers les groupes de travail pluridisciplinaires créés au sein de chaque pays du Sahel. Soutenus par les organismes internationaux, ces groupes participaient activement aux systèmes d'alerte précoce de la sécurité alimentaire.

En 1990, il y a eu une mise sur pied de la charte pour la prévention et la gestion des risques alimentaires par les pays membres du CILSS (Comités Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) dont le Cameroun fait partie. Dans cette charte, les pays membres s'engagent à collecter, organiser et traduire les données nécessaires au suivi de la sécurité alimentaire. Cependant la taille et les réalités des différents pays n'étant pas les mêmes, la mise en application devient difficile et on observe une non-cohérence dans le système de suivi. Dans l'optique, d'uniformiser cette gestion, les pays membres du CILSS ont mis sur pied un outil commun appelé Cadre Harmonisé pour la caractérisation de l'insécurité alimentaire dans les pays du Sahel. Cet outil intègre les données socioéconomiques, nutritionnelles et de la sécurité alimentaire. À l'entame de cet outil qualitatif de la sécurité alimentaire, tous les pays ne sont pas directement impliqués parmi lesquels le Cameroun qui est d'abord intervenu comme membre observateur. C'est dans les années 2016 que les experts du CILSS ont commencé à former les experts nationaux sur cet outil du CH même si l'analyse reste sous l'égide des organismes internationaux.

Aujourd'hui, plus de 17 pays suivent l'analyse du cadre harmonisé de façon régulière. Pour le Cameroun, en tant que pays observateur, l'implantation du cadre harmonisé y est faite de manière progressive (Kinet, 2019). Les autres pays de l'Afrique de l'Ouest comme Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal sont capables de mener l'analyse du Cadre Harmonisé sans l'appui technique contrairement aux pays de l'Afrique de l'Ouest comme le Bénin, le Cap vert, le Togo, etc. qui ont toujours besoin d'un appui technique.

❖ Définition et fonctionnement de l'outil

Le Cadre Harmonisé est un outil d'analyse de l'insécurité alimentaire conçu en Afrique de l'Ouest avec pour objectif de classer tout comme l'IPC, la sévérité de l'insécurité alimentaire

et nutritionnelle en phase courante et projetée dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et principalement ceux faisant partie du Sahel (CILSS, 2019). Cet outil d'alerte précoce s'appuie sur le système d'information des pays membres, pour informer de façon claire et simple les différentes prises de décision des résultats d'analyse afin de faire face aux crises et de mettre en œuvre des actions concrètes de renforcement de la résilience (CILSS, 2019). Les résultats du Cadre Harmonisé sont orientés vers les décideurs pour une prise de décision efficace. Ceux-ci permettent aussi de faire des appels humanitaires à l'échelle internationale. Tous les partenaires nationaux (les responsables du suivi de la sécurité alimentaire dans chaque pays) doivent partager de manière transparente l'ensemble des données sur les indicateurs agroécologiques (climat, agriculture, hydrologie, élevage), les indicateurs d'insécurité alimentaire (l'économie des ménages, les modes consommation alimentaires, l'indice de stratégie de survie, etc.) et la situation conflictuelle, sanitaire et nutritionnelle du pays afin de faire une analyse de l'état d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité de la population et classer la sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle du pays (CILSS/CEDEAO/UEMOA, 2019). Le cadre Harmonisé se base sur une convergence de preuves pour aboutir à des résultats consensuels selon l'approche holistique d'analyse utilisée. La version 2.0 du Cadre Harmonisé qui correspond à la version 3.0 de l'IPC, présente plusieurs changements dans le processus d'analyse (changements dans le seuillage de certains indicateurs comme rCSI, HEA, HDDS, etc.) par rapport à la première version. Cette version 2.0 a développé des indicateurs des facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire tels que danger et vulnérabilité, disponibilité, accessibilité aux aliments, et utilisation des aliments et de l'eau potable.

Le cadre Harmonisé est une plateforme qui facilite les réponses aux crises alimentaires et nutritionnelles en s'insérant dans le continuum : l'analyse des interventions, la planification des interventions, la mise en œuvre des interventions et le suivi et l'évaluation (CILSS/CEDEAO/UEMOA, 2019) comme l'indique la figure 2.



Figure 2: Continuum analyse-intervention-réponse du CH (CILSS/CEDEAO/UEMOA, 2019)

Selon le manuel 2.0 du Cadre Harmonisé, l'analyse du Cadre Harmonisé, permet de fournir les éléments pertinents et cohérents sur la sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, l'analyse des interventions est une étape qui permet d'identifier les zones prioritaires et formuler des recommandations claires en cohérence avec la cause afin de mieux répondre aux crises. La planification de la réponse est une étape qui permet l'identification et la mise en œuvre des actions efficaces et efficientes. Quant à la mise en œuvre des interventions, c'est une étape qui permet d'opérationnaliser les réponses planifiées en rapport avec les besoins identifiés. La phase de suivi et évaluation permet de faire une collecte de données de terrain pour s'assurer de la mise en place effective des actions, de s'assurer aussi si les cibles et les résultats attendus ont été atteints.

Dans chacun des pays du sahel où l'analyse du Cadre Harmonisé y est effective, il existe une Cellule nationale d'analyse (CNA) qui permet de collecter les données qui seront utiles pour la réalisation de l'analyse du Cadre Harmonisé. Le personnel (considéré comme experts techniques) de cette cellule nationale d'analyse de chaque pays doit provenir des services et organisations travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (services chargés du système d'alerte précoce, des statistiques agricoles et de l'horticulture, etc.) bref de tous les services du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche du pays ainsi que des représentants des ONG nationales et internationales et des représentants pays des organismes

de l'ONU tels la FAO, le PAM, UNICEF, etc. (CILSS, 2014b). Selon le Manuel 1.0 du CILSS en 2014, il doit y avoir une bonne collaboration une communication efficace entre les acteurs impliqués compte tenu de la multiplicité des informations recueillies lors des enquêtes.

Dans la réalisation de leur tâche, les cellules nationales des pays sont soutenues par le comité technique (CT) du Cadre Harmonisé qui a pour rôle d'assurer la bonne mise en œuvre du Cadre harmonisé tant au niveau régional que national avec pour but d'améliorer les aspects méthodologiques. Le comité technique est lui-même sous la direction du comité de pilotage du Cadre Harmonisé qui joue le rôle de partenaire technique et financier. Ce comité de pilotage composé de l'USAID, l'UE, Coopération française et canadienne, etc. est là pour mobiliser et orienter le financement nécessaire à la mise en œuvre du Cadre Harmonisé (CILSS, 2014b). Le comité de pilotage est l'organe supérieur de prise de décision qui définit les orientations stratégiques, politiques et techniques entre les instances des États concernés par les enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CILSS, 2019). La figure ci-contre montre le cadre institutionnel du cadre harmonisé.

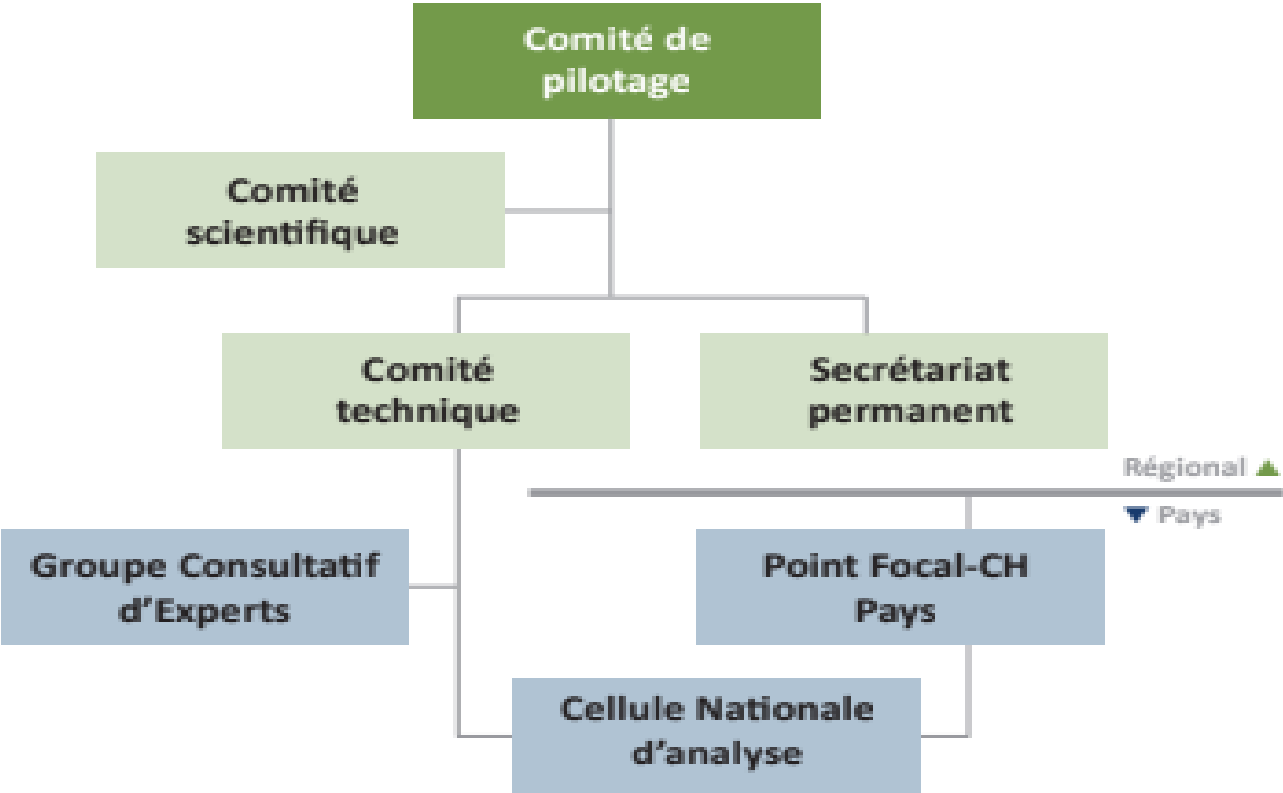


Figure 3: cadre institutionnel du cadre Harmonisé (CILSS, 2014)

Au niveau national de tous les pays membres, les acteurs techniques, étatiques et non étatiques sont impliqués dans la mise en œuvre du Cadre Harmonisé.

Au niveau régional, le comité technique constitué des organismes régionaux (CILSS, UEMOA, CEDEAO etc.) et organisations internationales participent à l'analyse et à l'appui à la mise en œuvre du Cadre Harmonisé

Au niveau international, les partenaires onusiens et les ONG internationales qui constituent le comité de pilotage aident aux financements de la mise en œuvre du Cadre Harmonisé.

❖ **Classification de l'insécurité alimentaire selon l'IPC et le CH**

L'analyse du cadre harmonisé par les experts du CILSS a pour but la classification des zones administratives de niveau 3 en fonction de la sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (CILSS, 2014a). Cette classification est aussi celle utilisée par l'IPC. Elle est constituée d'une succession de cinq phases de gravité de la sécurité alimentaire indiquée par les couleurs différentes allant de la phase minimale (phase 1) à la phase de famine (phase 5). Chaque phase correspond à une description précise qui indique les conditions de classification dans ladite phase, et des objectifs d'actions concrètes d'intervention. La figure ci-dessous nous montre les différentes phases de sévérité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que leur description et des objectifs d'intervention.

Phase	Description	Objectifs d'intervention prioritaires
Phase 1 : Minimale	Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.	Action requise pour développer la résilience et réduire les risques de catastrophe.
Phase 2: Sous pression	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.	Action requise pour réduire les risques de catastrophe et protéger les moyens d'existence
Phase 3 : Crise	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : les déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; ou marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.	Protéger les moyens d'existence, prévenir la malnutrition, et prévenir les décès.
Phase 4 : Urgence	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.	Sauver les vies et les moyens d'existence.
Phase 5 : famine	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classifier en famine).	Prévenir les décès à grande échelle et éviter l'effondrement total des moyens d'existence.




Figure 4: échelle de classification de l'insécurité alimentaire (IPC et CH) (CILSS, 2014a)

CHAPITRE II : MÉTHODOLOGIE ET ZONE D'ÉTUDE

CHAPITRE II : MÉTHODOLOGIE ET ZONE D'ÉTUDE

I- DESCRIPTION DE LA MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée est une recherche qualitative basée sur l'analyse des rapports qui renseignent sur le niveau de fonctionnement du système de suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun. La lecture de ces rapports nous permettra d'analyser les outils utilisés au Cameroun, de regrouper un certain nombre d'informations qui vont nous permettre de vérifier si certains aspects comme l'aspect spatial, temporel, composante de la sécurité alimentaire, sont inclus dans le système de pilotage de sécurité alimentaire et s'il existe une certaine coordination entre toutes les structures impliquées dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun.

Pour ce faire, nous allons énumérer les structures qui interviennent dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun, et à partir de celles-ci, nous allons décrire leurs approches et les méthodologies utilisées. Ensuite, nous décrirons les outils d'analyse utilisés, analyserons les aspects spatio-temporels ainsi que les différentes composantes prises en compte, et définirons le type de communication qui existe entre tous les organismes impliqués. À la fin, les résultats seront discutés et les pistes d'amélioration proposées en fonction du contexte camerounais (économique, géographique, agroécologique, sociopolitique, etc.).

Un autre pan de la recherche sera basé sur l'analyse des rapports des centres de recherche agronomiques du Cameroun dans le but de faire une synthèse des recherches scientifiques sur l'amélioration de la gestion des cultures et des semences, de la sélection variétale et de vérifier si ces recherches améliorent le suivi de la sécurité alimentaire et si elles sont adaptées au contexte agroécologique du Cameroun.

Il est important de noter que, pour ce qui est de l'énumération des structures d'intervention, la liste n'est pas exhaustive. Nous avons pris en compte celles qui avaient des sites internet fournis en rapports d'activités et/ou bulletin d'activités d'actions concrètes sur le terrain qui nous permettaient de faire l'analyse des domaines et régions d'intervention vue que nous n'avons pas été sur le terrain pour faire des enquêtes sur la question.

Quant aux ONG nationales qui traitent la question de la sécurité alimentaire, elles sont nombreuses, mais leur site internet étant presque inexistant ou non fourni, nous n'avons pas pu avoir plus d'informations sur leurs domaines d'action et régions d'intervention. Seule la

description des activités d'une ONG nationale a été faite, car comporte un site internet bien fourni en rapports d'activités annuelles.

De façon récapitulative, le schéma ci-dessous définit de manière claire la méthodologie qui sera utilisée.

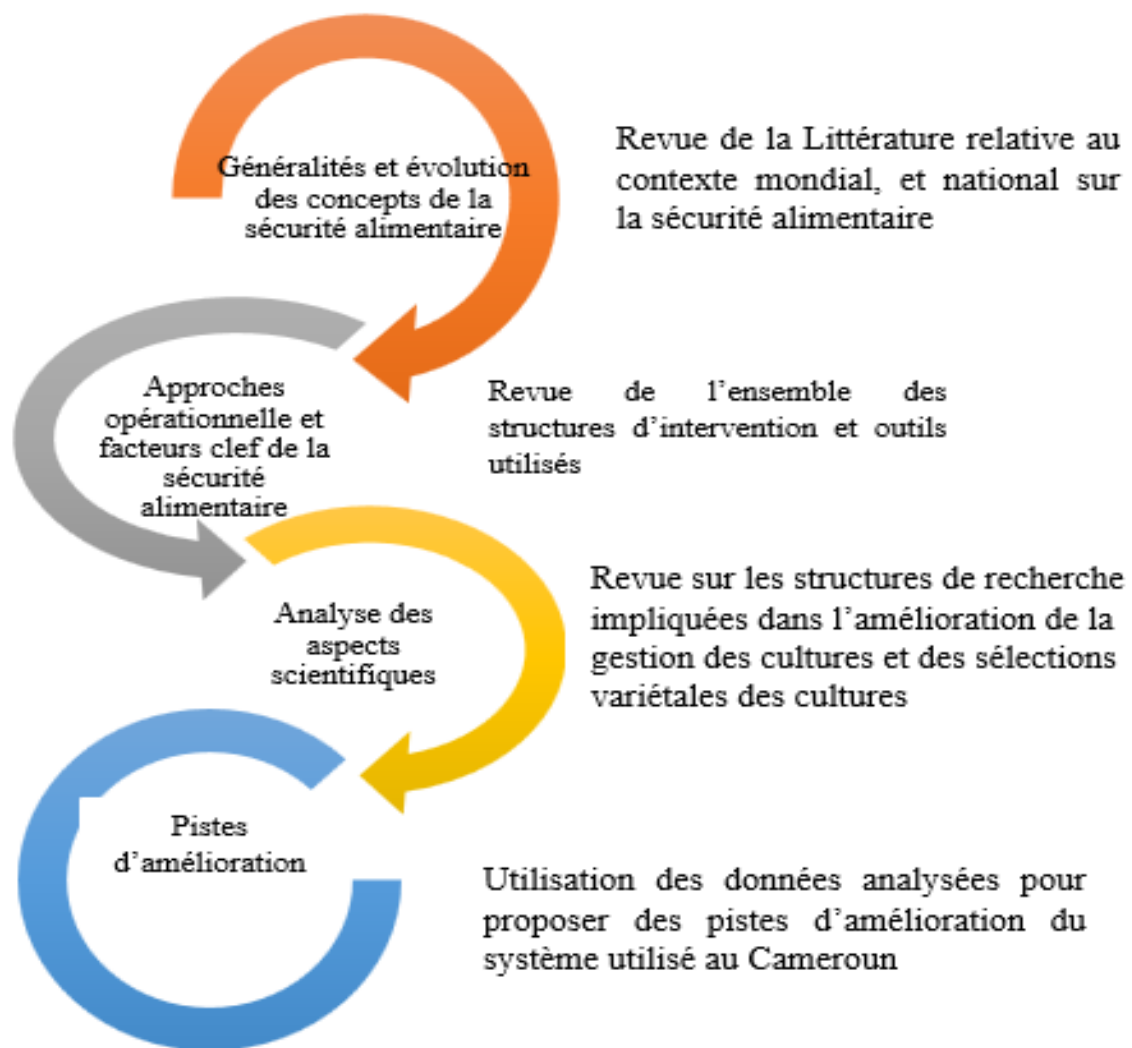


Figure 5: Méthodologie de la recherche employée

II- ZONE D'ÉTUDE

II.1) Situation géographique

Surnommé Afrique en miniature en raison de sa diversité culturelle, linguistique, humaine, climatologique et géographique, le Cameroun est un pays de l'Afrique Centrale qui couvre une superficie de 475 650 km² dont la superficie continentale compte pour 466050 km² et la superficie maritime de 9600 km² (Embassy of the Republic of Cameroon in Japan, 2018). C'est un pays qui est situé en plein cœur de l'Afrique et sert de jonction entre l'Afrique équatoriale au sud et l'Afrique tropicale au Nord. Il est entouré par le Nigéria à l'ouest, le Tchad au Nord-est, la République centrafricaine à l'est, et le Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale au Sud (Embassy of the Republic of Cameroon in Japan, 2018). Administrativement, le Cameroun est divisé en 10 régions et chaque région est divisée en départements puis en arrondissements.

Sa grande diversité géographique est caractérisée par les forêts, les savanes, les montagnes et par une grande variété de végétations. Ainsi, au Nord-ouest nous avons une longue chaîne volcanique qui s'étend à la suite du mont Cameroun, à l'Ouest nous avons des collines boisées, au centre des pâturages d'altitude, au Nord, nous avons un paysage et une végétation de savane ainsi qu'une chaîne de montagnes à la frontière du Nigéria, et enfin au sud nous avons une forêt tropicale et des marécages.



Figure 6 : présentation géographique du Cameroun (Embassy of the Republic of Cameroon in Japan, 2018).

II.2) Situation climatique

Pour ce qui est du climat, le Cameroun présente une diversité climatique importante. Au Nord, nous avons le climat tropical et semi-aride. Au Sud, le climat équatorial, et une alternance des saisons sèches et pluvieuses dans le Centre qui jouit d'un climat tempéré. La région du Sud-ouest et de l'Ouest sont les régions les plus humides du Cameroun avec une bonne végétation qui s'y développe. En effet, la partie septentrionale du Cameroun près des rives du lac Tchad est la plus aride où les précipitations n'atteignent pas 600 mm par an. C'est la région qui appartient au Sahel et qui subit plus les conséquences du changement climatique du fait de ses températures hautes, la sécheresse et les vents secs qui soufflent le long de la région. La partie côtière (Littoral) est celle dont les précipitations dépassent 3000 mm par an (*Climat Cameroun*, s. d.). La figure ci-dessous présente les précipitations des différentes régions du Cameroun.



Figure 7 : situation climatique du Cameroun (*Climat Cameroun*, s. d.)

II.3) Situation démographique et sociologique

Situé à l'ouest de l'Afrique centrale, le Cameroun est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PAM, 2022). Avec sa population estimée à plus de 25 millions d'habitants en juillet 2020, répartis dans 10 régions, il fait face de manière récurrente aux chocs climatiques et aux problèmes environnementaux dans la partie Nord du pays faisant partie du Sahel, et aux crises sécuritaires qui accentuent le problème d'insécurité alimentaire.

Le Cameroun est classé 156^{ème} sur 189 pays selon l'indice de développement humain (PNUD, 2021). Le niveau de pauvreté est évalué à 39% et il est beaucoup plus observé dans les régions de l'extrême nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est et depuis ces dernières années dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Ces régions représentent les régions où résident plus de 90% des personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire.

Le Cameroun est aujourd'hui frappé par 3 principales crises sécuritaires. Il s'agit notamment de la crise de Boko Haram dans la région de l'extrême Nord, la crise sociopolitique depuis 2016 dans les régions du Sud-ouest et Nord-ouest, et les réfugiés de la République centrafricaine dans la région de l'Est. Chaque conflit a favorisé les déplacements internes et externes des populations, et accentué l'instabilité et l'insécurité alimentaire dans le pays (PAM, 2021).

Les conflits compromettent la durabilité des systèmes alimentaires et la mise sur pied des programmes d'aide alimentaire dans certaines régions où l'insécurité est grandissante. Selon le PAM, bien que la situation globale du Cameroun se soit légèrement améliorée en 2021, les différents conflits dans le pays restent l'une des causes principales de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun.

En 2021, l'indice de la faim dans le monde classe le Cameroun à la 74^{ème} sur les 116 pays évalués. La situation étant passée de l'état de gravité à l'état modéré même si l'analyse du cadre harmonisé de mars à mai 2021 montre que 2,62 millions de personnes étaient en situation de crise, urgence ou de famine en termes d'insécurité alimentaire (PAM, 2022).

Pour une meilleure gestion et dans le but d'améliorer ce niveau d'insécurité alimentaire, et améliorer les conditions de vie des populations, plusieurs organismes nationaux et internationaux se mettent à pied d'œuvre pour aider le gouvernement à faire face à ces crises dans les régions.

II.4) Agriculture Au Cameroun

En Afrique, chaque gouvernement essaie de placer l'agriculture en tête du développement de son pays, car ce secteur joue un rôle fondamental et même primordial dans l'économie d'un pays. Au Cameroun, la part de l'agriculture représentait 22,9% de son PIB en 2013 (ministère français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2015) et 17,38% en 2020 (Banque Mondiale, 2020) et toujours dans les années 2013, elle représente environ 23% des exportations totales du pays (ministère français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2015). L'agriculture est à majorité familiale et se pratique beaucoup dans les zones rurales, mais malgré cela, elle parvient à assurer son autosuffisance alimentaire. La diversité climatique et la

pédologie que l'on rencontre dans les différentes régions du Cameroun lui confèrent un potentiel agricole très riche et varié ; ainsi les gammes de produits cultivés sont très diversifiées en fonction des zones agroécologiques du pays.

Le Cameroun compte 5 zones agroécologiques caractérisées par leur climat, leurs types de sols et leur répartition des cultures principales. D'après la Banque mondiale, les cultures vivrières au Cameroun sont le mil, sorgho, manioc, ignames, banane plantain, maïs, macabo/taro et pommes de terre tandis que les cultures d'exportation sont les fruits comme le melon, la mangue, la mandarine, le pamplemousse, l'avocat et l'ananas, et les légumes comme le haricot sec, la tomate, le haricot vert l'ail, l'oignon, café, cacao, l'huile de palme et le coton et la banane. Ces produits sont exportés vers les pays voisins et représentent une part importante de l'économie du pays. La figure 8 présente les différentes zones agroécologiques du Cameroun.

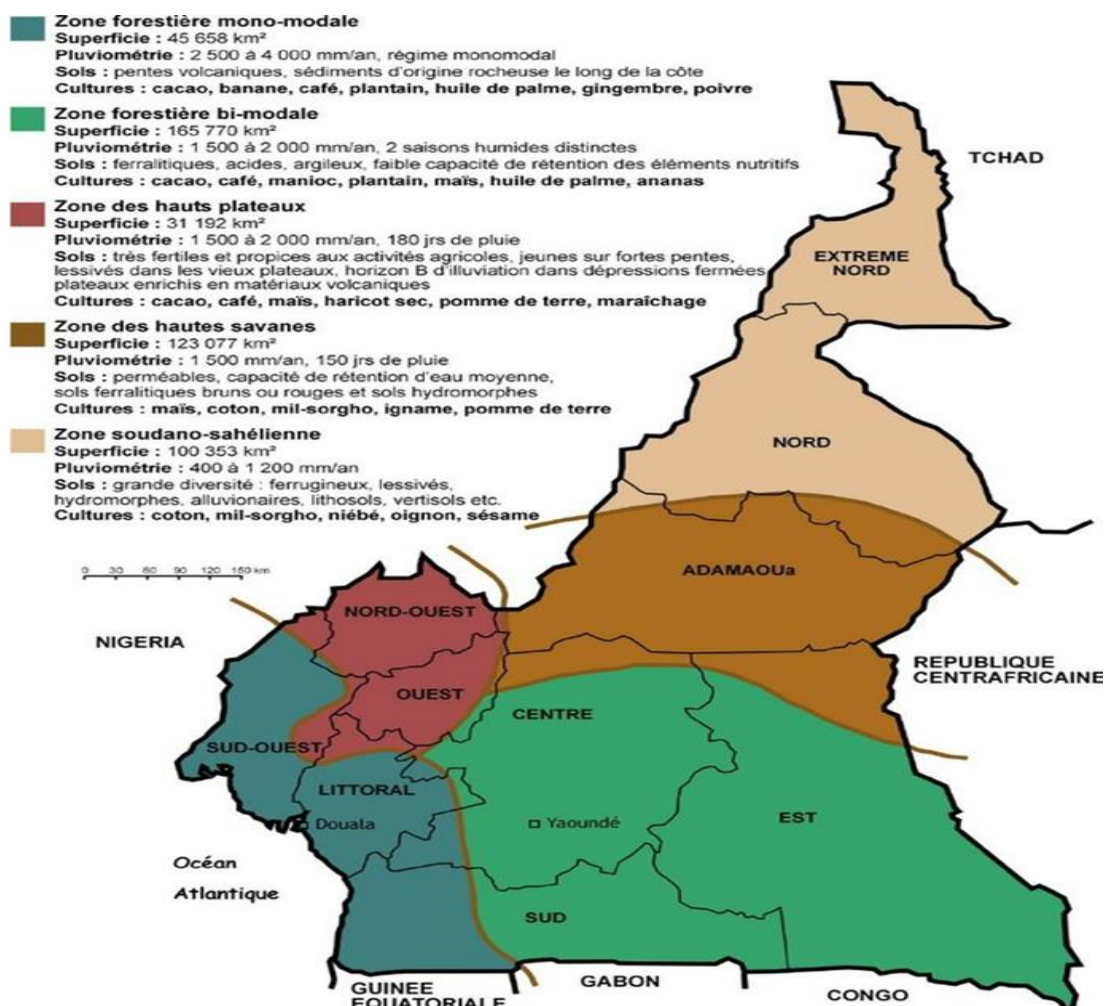


Figure 8: Zones agroécologiques du Cameroun, source : (Ngom et al., 2014)

Bien que seulement 15,4% des terres soient arables au Cameroun, l'agriculture en 2012 est la principale occupation pour plus de 62% de personnes (Étudiants du Monde, s. d.). Toutefois, le

secteur souffre de fragmentation, avec des exploitations d'environ 1,5 hectare en moyenne et une faible productivité malgré une quantité considérable de terres arables. Selon la Banque mondiale, son taux de croissance annuel de 2008 à 2011 était d'environ 4 %.

II.5) Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun

Bien que le Cameroun ait un potentiel agricole très riche et varié, et que les campagnes agricoles sont globalement bonnes, les ménages camerounais continuent de faire face à l'insécurité alimentaire. Selon le PAM en 2020, près d'un ménage sur quatre est en situation d'insécurité alimentaire au Cameroun. L'enquête nationale de 2020 faite par le PAM et la FAO avec pour partenaires techniques le PNVRSA et les ONG internationales montre que la situation d'insécurité alimentaire connaît une forte détérioration passant de 12,8% en 2019 à 20,4% en 2020 (PAM/PNVRSA/FAO, 2021). Ce même rapport montre que plus de 2,7 millions de personnes sont en insécurité alimentaire aiguë soit en phase 3 à 5 d'après l'analyse du cadre harmonisé de 2020 (PAM/PNVRSA/FAO, 2021), les régions en situation de crises humanitaires étant celles les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Il s'agit notamment des régions du Nord-ouest (40%), du Sud-ouest (30,7%) malgré qu'elles présentent les conditions climatiques favorables à l'agriculture. Le Littoral représente 25.1%, l'Extrême-Nord (24.8%), l'Adamaoua (22.1%) et l'Ouest (20.5%) (PAM/PNVRSA/FAO, 2021). Les facteurs expliquant cette situation d'insécurité alimentaire aiguë dans les régions suscitées sont notamment les conflits, les déplacés internes et le covid19. Parmi les populations touchées par l'insécurité alimentaire, les enfants de moins de 6 mois ne sont pas en reste, car 35,1% des enfants de cet âge reçoivent autre chose que l'allaitement maternel alors que l'OMS préconise l'allaitement maternel exclusif aux enfants de moins de 6 mois.

CHAPITRE III : RÉSULTATS ET DISCUSSION

CHAPITRE III : RÉSULTATS ET DISCUSSION

I- RÉSULTATS

I.A) Suivi Opérationnel

1) Structures d'intervention dans la gestion de la sécurité alimentaire au Cameroun

Le suivi de la sécurité alimentaire se fait à plusieurs niveaux d'intervention. Les interventions se font par priorité en fonction de l'urgence de la vulnérabilité. Depuis des années, la région de l'Extrême Nord et la région de l'Est sont les régions qui ont toujours eu un niveau d'insécurité alimentaire critique. La région de l'extrême Nord, sujette aux conditions climatiques, socio-économiques et sécuritaires rudes se retrouve toujours dans une situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée. La région de l'Est, avec son nombre croissant de réfugiés centrafricains est aussi une région prioritaire pour les actions des Organismes internationaux. Depuis 2016, avec la crise sociopolitique dans la partie anglophone du pays, les deux régions (Nord-Ouest et Sud-ouest) ont aussi intégré le lot des régions dans l'insécurité alimentaire en phase 3 selon les analyses du FEWS-NET en 2021. Cependant, l'intervention des ONG locales et des organismes internationaux reste limitée à cause de la situation sécuritaire qui y règne. Pour preuve, le 16 octobre de chaque année marque la journée internationale de l'alimentation, pour ce faire, en guise de célébration, les ONG qui luttent pour éradiquer la faim dans le monde en collaboration avec les ONG locales organisent généralement quelques actions qui visent à sensibiliser la population sur un certain nombre de pratiques alimentaires. À cause de la situation sécuritaire, aucune action n'a été réalisée dans les régions anglophones en guise de célébration de cette journée par les ONG ou le gouvernement camerounais le 16 octobre dernier, pourtant ce n'est un secret pour personne que ces deux régions sont les plus touchées actuellement au Cameroun en matière d'insécurité alimentaire. Aussi, L'USAID en septembre 2019, en vue de faire face à la crise alimentaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest (NOSO), a favorisé la plantation de certaines cultures comme l'igname, le maïs, et le plantain dans les centres urbains des deux régions, mais avec les blocus sécuritaires, les récoltes n'avaient pas pu avoir lieu. Les mouvements sécessionnistes empêchaient les échanges entre les zones rurales et les centres urbains dans lesquels étaient concentrés les déplacés internes. Ceci a eu comme conséquence la hausse des prix en entravant la mise en œuvre de l'assistance avec pour corollaire un nombre de déplacés internes importants et l'accentuation de la pauvreté dans les zones urbaines qui sont restées en phase 3 de l'IPC d'insécurité alimentaire.

Tout ceci montre à suffisance que jusqu'à nos jours, les interventions concrètes en termes d'aide alimentaire restent centrées dans la partie septentrionale et dans l'Est du pays. Cependant, les études prospectives et les enquêtes de terrain pour mesurer le niveau de la situation d'insécurité continuent de se faire par l'organe de l'État en partenariat avec les organismes internationaux.

La suite de cette partie définira donc les différentes structures qui interviennent dans la gestion de la sécurité alimentaire tout en spécifiant leurs zones d'intervention.

a) L'État et ses Institutions

L'État camerounais à travers ses institutions s'érige en acteur incontournable dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Il met sur pieds des programmes et projets dans différents ministères pour venir en aide aux populations en situation d'insécurité alimentaire.

LE MINADER

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER) est la structure étatique principale qui s'occupe des questions de sécurité alimentaire au Cameroun. Il est chargé d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer la politique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural (MINADER, 2016). Comme son nom l'indique, à la base il s'occupait de tout ce qui est agriculture et cherchait les solutions pour booster les productions agricoles dans les zones rurales. Le Minader est représenté dans chaque région par une délégation régionale qui abrite une ou plusieurs directions des programmes de mise en œuvre des domaines d'activité de celui-ci. Dans un but d'efficacité dans la mise en œuvre des actions, il met sur pied des programmes spécifiques pour le suivi de ses activités. C'est dans cette optique qu'il a mis sur pieds le 15 avril 2005, le programme national de veille et de vulgarisation de la sécurité alimentaire (PNVRS) qui est chargé d'évaluer le niveau d'insécurité alimentaire et de production agricole des ménages dans le pays afin de prévoir les aides humanitaires ciblées. Au cours de l'année et pendant les campagnes agricoles, les acteurs de ce programme mènent donc des actions concrètes pour assurer la disponibilité physique des aliments. À travers les relations de partenariats avec les organismes internationaux, le PNVRS joue le rôle de partenaire technique lors des enquêtes d'évaluation du suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun. Au travers de ses missions, le MINADER sous l'égide du PNVRS œuvre pour l'amélioration de la sécurité alimentaire à travers les piliers de disponibilité et d'accessibilité. Ainsi, les missions relatives au domaine agricole comme *l'Appui à la production des semences améliorées, le renforcement des capacités des agriculteurs sur les pratiques culturales, la lutte contre les ennemis des cultures, fléau du vivrier, le relèvement et*

mise à disposition des données pluviométriques font référence à la disponibilité alimentaire et les missions relatives au développement rural font référence au pilier de l’accessibilité alimentaire (*désenclavement des pistes agricoles dans les bassins de production, construction des magasins de stockage, des greniers communautaires dans les marchés, des centres d’achat, relèvement et mise à disposition des prix des denrées alimentaires sur les marchés*). La figure ci-dessous présente les domaines d’activité et les missions du PNVRSA.

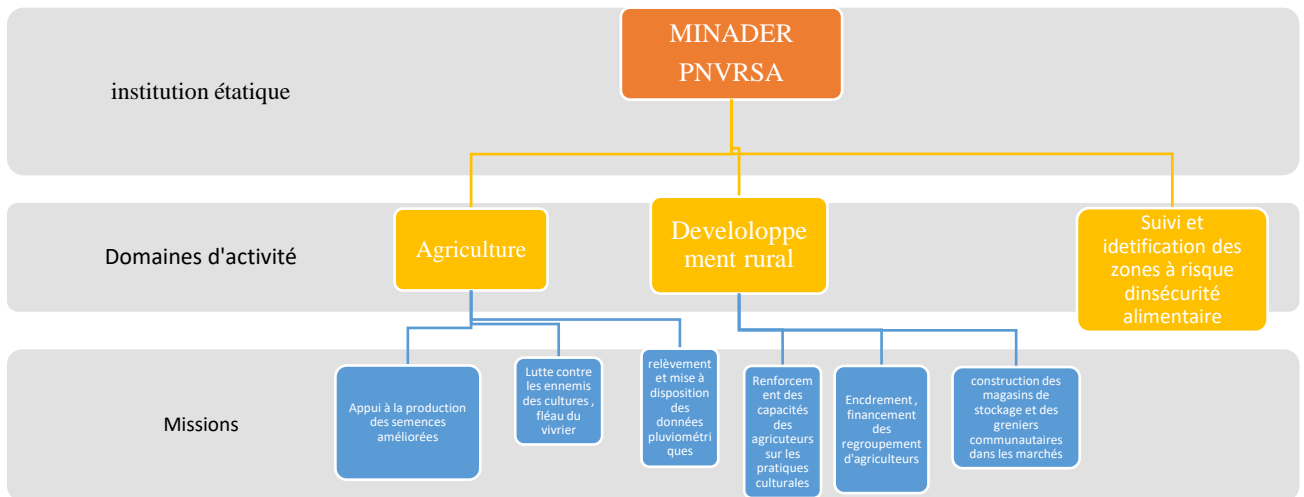


Figure 9: Définition des domaines d’activité du Minader

LE MINEPIA

Le ministère de l’élevage, des Pêches et des Industries animales joue un rôle important dans la lutte contre l’insécurité alimentaire au Cameroun. Non seulement il promeut la production des denrées alimentaires d’origine animale et halieutique, mais aussi il s’occupe d’assurer la qualité de ces denrées en mettant sur pied des programmes et projets de surveillance et de lutte contre les maladies. Pour être plus efficace sur le terrain, il a mis sur pied des projets et programmes dirigés par des experts nationaux dans plusieurs régions qui l’aident dans la collecte de certaines données sur le terrain et dans la résolution des problèmes rencontrés. Quelques-uns parmi ces programmes sont les suivants (MINEPIA, 2022) :

- PRODEL (Projet de développement de l'élevage) qui a pour mission d'identifier les ménages pauvres et ceux qui sont affectés par les conflits comme potentiels bénéficiaires des dons
- Programme national de prévention et de Lutte contre les zoonoses émergentes
- Projet de développement des chaînes de valeur d'élevage et de pisciculture
- PCP-ACEFA (Programme de Consolidation et de Pérennisation du conseil agropastoral) dont la mission est d'encadrer financièrement les microprojets et le suivi des producteurs animaliers
- Programme de développement de la pêche, de l'aquaculture et des industries halieutiques qui a pour objectif d'accroître la production halieutique.

La mise sur pied de ces projets et programmes montre à suffisance que le Minépia participe activement à l'amélioration de la sécurité alimentaire au Cameroun. Il agit donc ainsi sur les piliers de la disponibilité et de la qualité des aliments en produisant les produits animaliers de qualité.

LE MINSANTE

Améliorer la santé de la population est la mission première du ministère de la Santé (MINSANTE). Dans le cadre de la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun, il joue un rôle très important dans le pilier de l'utilisation (le volet nutritionnel), en l'occurrence, il lutte contre la malnutrition infantile, propose et améliore les pratiques de nutrition au sein de la population et spécifiquement la population en insécurité alimentaire critique. Au travers de ses actions concrètes sur le terrain, il agit dans la prévention des maladies, la prévention des carences en micronutriments chez les personnes vulnérables (femmes enceintes, enfants de moins 5ans, etc.), et la prise en charge intégrée de la malnutrition.

Dans plusieurs régions et notamment dans les régions à risque, le Minsanté a mis sur pied plusieurs subdivisions abritant des comités qui luttent contre la malnutrition et qui proposent un plan d'action pour promouvoir une alimentation équilibrée.

LE MINMIDT

Le ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique s'occupe de la bonne gestion des ressources naturelles au Cameroun. Son rôle c'est d'élaborer et mettre en œuvre les politiques minières et les stratégies de développement industriel et technologique du Gouvernement dans différents secteurs. Dans le secteur alimentaire, ses missions sont

notamment la transformation locale des produits agricoles en liaison avec le MINADER, et du suivi des normes alimentaires et de la qualité en liaison avec les administrations concernées comme l'ANOR (Agence des normes et de la qualité). À travers sa direction qui s'occupe de la sécurité sanitaire des aliments, il participe dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en élaborant des politiques qui améliorent la qualité alimentaire.

✚ Le MINCOMMERCE

Le ministère de Commerce (MINCOMMERCE) est l'institution de l'état qui est chargé d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer les stratégies de promotion des produits camerounais. Pour les produits qui sont destinés au marché local et à l'exportation, il promeut et défend aussi leur label de qualité (MINCOMMERCE, s. d.). Il travaille donc en collaboration avec d'autres ministères tels Minader, Minépia, etc. pour valoriser les produits locaux tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, il intervient dans le pilier de l'accessibilité à travers le contrôle et la régulation des prix des aliments sur le marché.

Au regard de ce qui précède, on constate que l'État camerounais, pour plus d'efficacité, a assigné à chacune de ses institutions un pilier de la sécurité alimentaire. La figure 10 fait un récapitulatif des institutions étatiques impliquées dans la gestion de la sécurité alimentaire et leur pilier d'intervention.

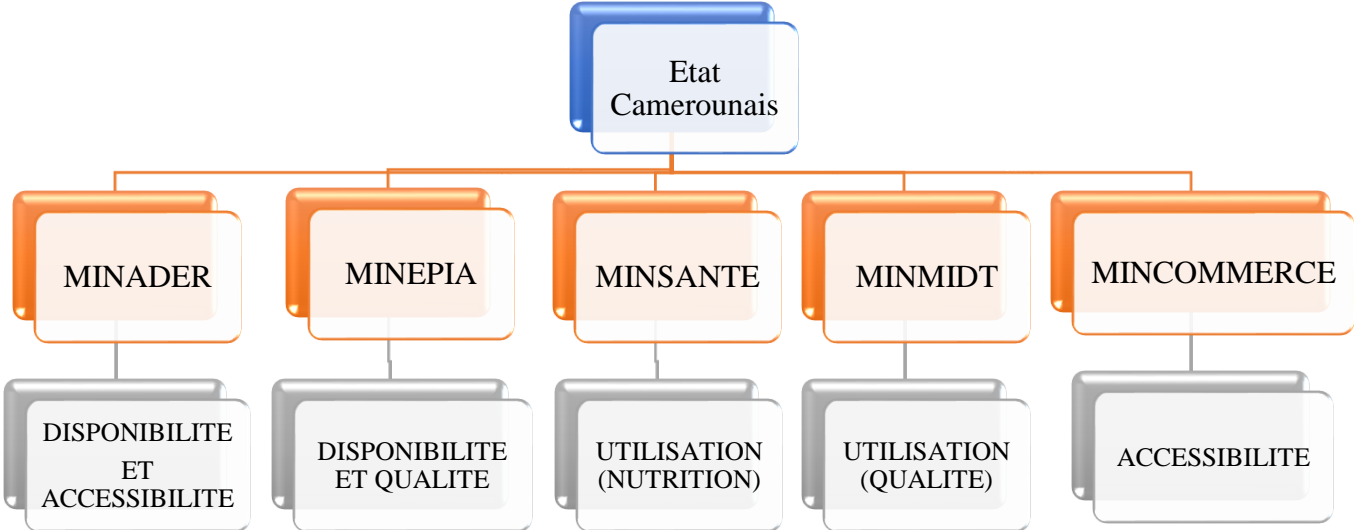


Figure 10: L'état et ses institutions dans la gestion de la sécurité alimentaire

D'après la figure 10, on constate que l'Etat camerounais intervient dans trois piliers de la sécurité alimentaire, le pilier de la stabilité n'est pas mis en exergue. Or, d'après la définition de la sécurité alimentaire en 1998, tous ces piliers ont une importance égale dans la gestion efficace du suivi de la sécurité alimentaire.

La stabilité alimentaire fait référence à la stabilité de production et d'accès aux aliments. Elle peut non seulement être menacée par les chocs climatiques, économiques et sanitaires, mais aussi par des conflits. Il est donc important pour chaque état de définir des stratégies nationales pour assurer la stabilité des aliments dans son territoire.

En effet, la sécurité alimentaire faisant partie des préoccupations mondiales et plus encore des préoccupations prioritaires au Cameroun, tous les ministères devraient s'impliquer dans la gestion de la sécurité alimentaire en y créant au sein de leur ministère un département qui traite les questions liées à l'amélioration du niveau d'insécurité alimentaire au Cameroun. En exemple, nous avons :

Le ministère de la Défense (MINDEF) qui a pour rôle d'élaborer des politiques de défense pour la sécurité des personnes pourrait étendre ses actions en s'impliquant dans la gestion de la sécurité alimentaire et en travaillant sur le pilier de la stabilité. Pour ce faire, il devrait mettre en place des stratégies d'amélioration de la sécurité dans les régions conflictuelles pour favoriser les aides alimentaires. Il pourrait aussi créer un département au sein de son ministère qui va jouer le rôle de tampon entre les régions en guerre et qui va définir des moyens de dialogue afin que les organismes internationaux puissent distribuer aisément les aides alimentaires.

Le ministère de l'Environnement au Cameroun est chargé d'élaborer, de mettre en œuvre et de suivre la politique environnementale et la protection de la nature. En coopération avec les organismes régionaux et sous régionaux, il est chargé du suivi des interventions en matière d'environnement. La mise en œuvre de cette mission comprend l'identification des mesures d'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la sensibilisation de la population pour favoriser leur participation à la gestion, à la protection et à la restauration de l'environnement, la négociation et le suivi de l'application des conventions internationales relatives à la gestion de l'environnement et au traitement de toutes les formes de la pollution (Kamerpower, 2016). À travers le rôle du ministère de l'Environnement, on constate qu'il est indirectement impliqué dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun, car ses activités sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et sur la restauration de l'environnement à l'instar de la restauration

des terres dégradées arables (comme c'est le cas dans l'Extrême Nord, le Nord et l'Adamaoua) sont des activités qui favorisent fortement la disponibilité et la qualité alimentaire.

Quelle collaboration entre les ministères ?

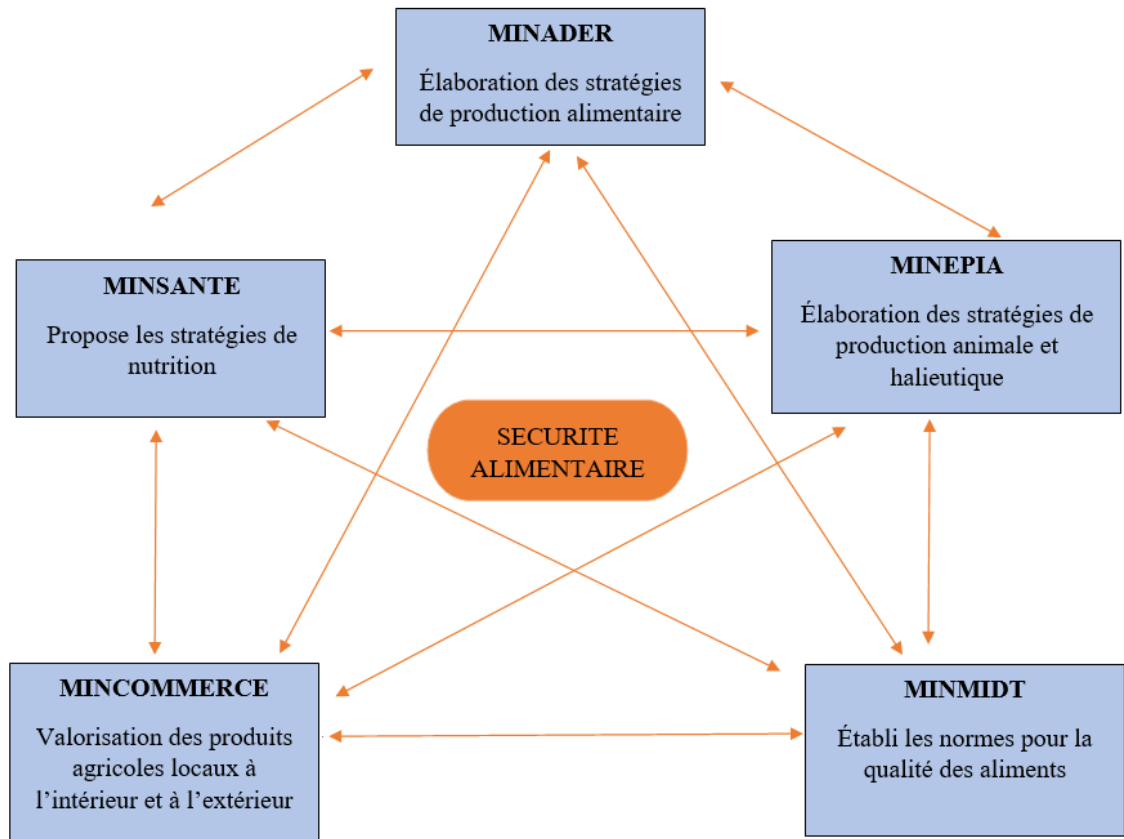


Figure 11 : schéma de collaboration entre les ministères du Cameroun en matière de gestion de la sécurité alimentaire

La figure 11 montre une bonne collaboration entre tous les ministères impliqués dans la gestion de la sécurité alimentaire au Cameroun. Cette collaboration devrait s'étendre au niveau des autres ministères comme le ministère de la Défense qui peut se charger de jouer le rôle de médiation entre l'Etat ou les organismes internationaux et la population vulnérable afin de distribuer les aides alimentaires dans les zones de conflits.

b) Les Organismes des Nations Unies

Le Cameroun étant membre des Nations unies, il bénéficie des services des organismes des Nations unies dans plusieurs domaines parmi lesquels le domaine de la sécurité alimentaire à

travers les organes spécialisés sur la sécurité alimentaire et qui sont présents sur le territoire Camerounais. Il s'agit notamment du PAM et de la FAO.

LA FAO

En abrégé FAO, Le Fond des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a pour principal objectif l'amélioration de l'état nutritionnel, du niveau et des conditions de vie, et de la production agricole dans un pays. Plus spécifiquement, la FAO dans un pays lutte contre la faim et la pauvreté en œuvrant pour le développement de l'agriculture, elle fournit aussi une aide directe aux populations vulnérables. Elle travaille en partenariat avec les structures étatiques pour le développement des politiques agricoles.

Depuis 1960, le Cameroun est membre de la FAO avec une ouverture de la représentation dans les années 1978 (FAO, 2018b). En matière de sécurité alimentaire, la FAO participe à la mise en œuvre du programme spécial pour la sécurité alimentaire et le renforcement des capacités nationales pour la formulation des politiques et des projets relatifs à l'alimentation et à l'agriculture (FAO, 2018). L'une des caractéristiques majeures de la coopération Cameroun FAO est le renforcement de la résilience des populations qui vise à faire face aux aléas climatiques, à l'afflux des réfugiés de pays voisins et aux crises sécuritaires que subit le pays (FAO, 2018a). Tous les niveaux d'expertise du Fond des Nations Unies ont été mis à la disposition du Gouvernement camerounais pour développer la production et assurer la protection des cultures et des élevages (FAO, 2018).

Les 3 domaines prioritaires de la FAO au Cameroun sont les suivants :

- ***Appuyer la mise en œuvre des stratégies nationales porteuses d'une croissance forte et durable dans le secteur rural, en facilitant la transition du pays vers un secteur agricole plus intensif, plus productif et plus compétitif grâce à l'introduction de nouvelles techniques de production, comme l'irrigation améliorée, la protection des végétaux et la santé animale***
- ***Promouvoir les opportunités d'emplois agricoles et l'accès aux ressources en milieu rural notamment pour les jeunes et les femmes, avec un secteur agricole mieux organisé tout au long de la chaîne de valeurs***
- ***Élaborer et mettre en œuvre des politiques et stratégies visant à renforcer la résilience des populations rurales faces aux catastrophes et aux crises en particulier les sécheresses, inondations, urgences alimentaires, menaces transfrontières, crises socio-économiques et conflits***

On peut très vite se rendre compte que la FAO axe ses domaines de priorités beaucoup plus sur la population rurale qu'urbaine. Cette population étant non seulement la moins aisée en matière de ressources matérielles, mais la plus productrice de ressources alimentaires du fait de son agriculture familiale. La FAO veut donc intensifier cette agriculture à travers de nouvelles techniques de production et de ce fait, créer de nouveaux emplois pour développer la partie rurale du Cameroun.

Dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun, la FAO travaille en partenariat avec les organismes étatiques en occurrence le Minader via le PNVRSA, les ONG internationales et nationales ainsi que les communautés locales. Elle joue le rôle de partenaire technique dans les enquêtes nationales sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et participe aussi à l'élaboration des stratégies qui visent à renforcer la résilience des populations face aux crises alimentaires.

LE PAM

Faisant partie d'un des organes des Nations Unies en charge des questions alimentaires, le Programme alimentaire mondial (PAM) a été créé en 1963 avec pour objectif principal « *de fournir de l'aide alimentaire en priorité aux pays dont les ressources alimentaires sont insuffisantes et à apporter son assistance à la mise en place des projets de développement économique et social* »(PAM/UNHCR, 2008). La vision plus large du PAM est de sauver des vies, diminuer la pauvreté et l'insécurité alimentaire au sein des populations vulnérables, mais lorsque survient un sinistre dans un pays, ou une situation d'urgence, le PAM distribue des denrées alimentaires aux populations victimes de sinistre pour éviter que ces dernières ne meurent de famine. C'est à la vue de ces missions du PAM à court et à long terme que le Cameroun a signé avec lui un accord de partenariat le 03 avril 1968, et depuis lors, il a installé ses représentativités dans plusieurs départements du Cameroun.

Le PAM fonctionne par des programmes quinquennaux, le programme pays définit plusieurs projets et composantes en droite ligne avec le document du plan-cadre des Nations Unies incluant les axes de recherche comme l'appui à l'éducation de base, à la sécurité alimentaire et au développement rural (ESSIMI BILOA, 2010).

Le PAM travaille en étroite collaboration et en partenariat avec les institutions étatiques, ONG nationales et d'autres organismes internationaux et son but c'est d'éliminer la faim dans le monde d'ici 2030, raison pour laquelle il intervient autant dans les villes du Nord que du Sud. Pour atteindre cet objectif, il travaille aussi dans les activités de prévision de rendements.

Le PAM a mis sur pied un outil magnifique qui est le HungerMap qui permet de donner en temps réel l'évolution de la sécurité alimentaire dans plus de 90 Pays dans le monde et dans lequel il est basé. Sa stratégie c'est de connaître la situation d'insécurité alimentaire en temps réel de ces pays afin de faciliter les interventions et de mieux organiser les aides alimentaires. Il émet même des prévisions pour les endroits où l'accès aux données est limité. Pour ces zones, l'outil utilise une fonction intelligente pour fournir les prévisions immédiates qui sont les estimations en temps de situation de crise de sécurité alimentaire. On peut donc modéliser les informations pour avoir les liens existants entre différents phénomènes pris en compte dans l'application. Le Cameroun ayant signé un accord avec le PAM, il n'est pas en reste quant à l'application de cet outil.

Pour l'élaboration de ses stratégies, le PAM bureau du Cameroun collabore avec le gouvernement et les parties prenantes comme les entités locales, les autres organisations des nations unies et les bénéficiaires. Cette collaboration permet de mieux comprendre les priorités et les difficultés réelles des populations.

La figure 12 montre l'interconnexion et la relation de collation entre les organismes étatiques et les organismes des Nations unies présents au Cameroun et responsables du suivi de la sécurité alimentaire.

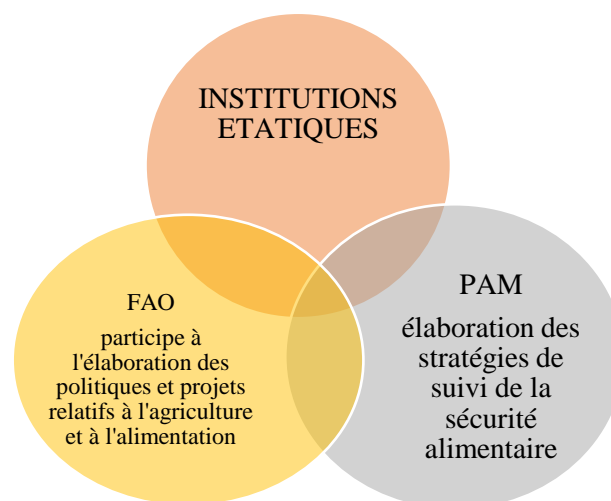


Figure 12: collaboration entre l'Etat et les organismes des Nations unies

c) Les Organisations Non Gouvernementales

Au cours des 20 dernières années, la persistance de l'insécurité alimentaire grave dans le monde au niveau des familles a incité à réfléchir sur de nouvelles stratégies de gestion de la sécurité

alimentaire (Jacques Arnauld, s. d.). Les programmes gouvernementaux étant généralement conçus dans un cadre globalisant et très bureaucratique, avec des initiatives inadaptées au contexte local, il fallait créer un relais entre les familles et les communautés locales avec les administrations centrales des pays. La création des ONG à caractère humanitaire et apolitique a pour objectif de promouvoir les actions décentralisées, adaptées au contexte local et incluant la participation des bénéficiaires. Les ONG existent donc pour travailler auprès des populations locales et leur apporter des solutions adéquates à leur contexte. Nous avons les ONG internationales et les ONG nationales qui interagissent au Cameroun auprès des communautés défavorables.

✓ **Les ONG Internationales**

Pas mal d'organisations non gouvernementales présentes au Cameroun, interviennent dans le suivi de la sécurité alimentaire. Elles sont là pour aider de manière opérationnelle le gouvernement dans cette lourde tâche grâce à leur expertise et leur multidisciplinarité. Elles viennent en appui dans le processus de relèvement de la population vulnérable. Elles mènent leurs actions préférentiellement dans les régions prioritaires à l'insécurité alimentaire comme l'extrême Nord et l'Est. Après évaluation du niveau d'insécurité alimentaire dans la région, elles apportent de l'aide (formation, octroi des semences pour la remise des semis, des petits ruminants aux éleveurs, distribution du transfert monétaire, construction des points d' eaux, ou des latrines améliorées dans les villages hôtes (Njiembokue, 2021)), en fonction du besoin urgent de la région. Nous avons entre autres :

❖ **ACTION CONTRE LA FAIM**

Les conflits, les dérèglements climatiques et les inégalités étant les principales causes de la faim dans le monde, Action contre la Faim vient en aide aux populations les plus vulnérables pour les aider à prévenir, détecter et traiter la malnutrition. ACF est une ONG internationale présente au Cameroun depuis 2013 ayant pour axe d'intervention eaux, assainissement et hygiène, santé et nutrition, et sécurité alimentaire et moyens d'existence. Au Cameroun, sa stratégie est basée à la fois sur des interventions d'urgence pour faire face à l'impact des crises, notamment dans le Nord-ouest et le Sud-ouest et la guerre contre Boko Haram, et sur des opérations à moyen terme pour améliorer la résilience de la population, lutter contre les causes profondes de la malnutrition et promouvoir la cohésion sociale.

Au Cameroun, en termes de sécurité alimentaire et d'alerte précoce, ACF mène ses actions surtout dans la région de l'Extrême Nord en produisant de façon mensuelle des Bulletins de

surveillance et d'alerte précoce de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour la région de l'extrême Nord du Cameroun. C'est une enquête de terrain auprès des ménages qui utilise les indicateurs de ses trois axes d'intervention. Dans la sécurité alimentaire, les indicateurs utilisés comme le niveau de consommation alimentaire, l'indice de stratégie d'adaptation réduit, l'indice de l'échelle de faim font référence à la disponibilité et l'accessibilité alimentaire.

La méthodologie utilisée consiste à faire un sondage probabiliste à deux degrés. Le 1^{er} degré consiste à sélectionner aléatoirement un certain nombre de départements et un certain nombre de sites par département dans la région et le 2^{ème} degré consiste à choisir au hasard les ménages dans les sites sélectionnés. À la fin de l'enquête, les résultats sont publiés donnant les pourcentages des indicateurs susmentionnés. Les enquêtes sur le terrain sont faites en partenariat avec les organismes des Nations unies, l'Union européenne, l'Etat à travers le PNVRSA et les autres ONG internationales comme solidarité internationale.

Encadré 1 : sondage probabiliste

L'évaluation de la sécurité alimentaire dans un pays passe par le ciblage de la population vulnérable en vue d'y apporter les solutions adéquates pour cette population. La détection de ces groupes d'individus vulnérables passe par des enquêtes sur le terrain auprès de ces populations pour récolter un certain nombre d'informations spécifiques et caractéristiques de leur niveau de vie. Le recensement de l'ensemble de la population de la communauté concernée étant irréalisable, car population trop grande pour enquêter tout le monde, il convient de sélectionner un échantillon représentatif et présentant les mêmes caractéristiques que la population d'étude. La sélection de cet échantillon peut se faire de manière aléatoire ou non. Le choix d'un type d'échantillonnage repose sur plusieurs facteurs comme la précision, des estimations désirées, la nature de la population d'intérêt, les contraintes rencontrées sur le terrain et les informations connues sur la population (gouvernement du Canada, 2021). Action contre la faim dans sa méthodologie, utilise le sondage probabiliste qui repose sur le principe de la sélection aléatoire sur le nombre de départements dans la région de l'extrême Nord et le nombre de ménages dans les sites choisis. Les ménages choisis répondent à un questionnaire soigneusement formulé par les experts d'analyse de l'ONG. L'avantage c'est que tous les ménages répondent aux mêmes questions, ce qui permet à la fin de faire une bonne analyse de la situation et présenter les résultats selon les réalités de la population.

❖ CARE INTERNATIONAL

CARE International est l'une des principales organisations humanitaires internationales luttant contre la pauvreté dans le monde. Elle est présente au Cameroun depuis 1978 et aide à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables et des réfugiés d'Afrique centrale dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua.

À l'Est du Cameroun, ses interventions visent essentiellement les populations réfugiées, les retournés Camerounais de la Centrafrique ainsi que les populations locales les plus pauvres et vulnérables.

À ses actifs, CARE travaille avec le gouvernement, les organisations de développement et les communautés locales sur des programmes pour augmenter les revenus, protéger l'environnement, améliorer l'approvisionnement en eau, assurer la sécurité alimentaire et renforcer les soins de santé, les soins de santé primaires. Sur leur site internet, on note une inexistence des rapports des actions menées au Cameroun en lien avec la sécurité alimentaire.

Encadré 2 : Exemple d'action menée par CARE INTERNATIONAL

La Région du Lac Tchad étant une zone fortement affectée par les chocs climatiques et confrontée à une crise sécuritaire majeure, celle de Boko Haram, les ONG internationales comme Care international, Action contre la faim ont apporté une réponse urgente et relevant à travers le projet de redressement économique et social inclusif du Lac Tchad (RESILAC) en 2018 qui a reçu l'aide de l'Agence française de développement et de l'Union européenne.

Les attaques terroristes ont forcé plus de 2,4 millions de personnes à se déplacer dans les 4 pays concernés par les violences (Care International, 2018). La plupart des personnes déplacées ayant perdu leurs moyens de subsistance, elles se retrouvent dans les zones les plus pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. Face à ses aléas (conflits et chocs climatiques), la région du lac Tchad fait face à un certain nombre de défis que devraient relever les ONG. Notamment, développer de l'emploi à la jeunesse, favoriser la cohésion sociale et renforcer les liens entre les institutions des 4 pays concernés que sont le Cameroun, le Niger, le Tchad et le Nigéria.

Care international, Action contre la Faim et le groupe URD avec le projet régional Resilac qui a duré 4 ans, vise particulièrement (Care International, 2018) à :

-renforcer le capital humain par la cohésion sociale et la gestion collective et durable des ressources naturelles ;

-favoriser le redressement économique et la résilience des populations les plus exposées à travers un accès à l'emploi ;

-renforcer les capacités des différents acteurs ;

-et à proposer un recueil de connaissances sur les questions de qualité, suivi-évaluation et capitalisation.

À travers les actions spécifiques de Care international, nous constatons que Care agit principalement dans les zones de réfugiés où la population est vraiment vulnérable d'où sa présence dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua au Cameroun.

❖ SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Présente au Cameroun depuis 2017, Solidarité internationale est une ONG qui mène ses actions dans les régions les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire au Cameroun. Il s'agit notamment de la région de l'extrême Nord et de la Région de l'Est. En situation d'urgence, elle distribue les articles non alimentaires, alimentaires et parfois monétaires aux populations vulnérables. Sa logique d'intervention s'inscrit autour d'un objectif global qui est celui de sauver des vies menacées par un contexte sécuritaire tendu, les perturbations climatiques, et la détérioration des moyens d'existence des personnes déplacées.

Depuis mars 2019, Solidarité internationale participe au Projet de renforcement du Système national de surveillance d'alerte précoce (PRESNAP) de l'ACF qui collecte et analyse les données relatives à la sécurité alimentaire, la nutrition et autres secteurs dans l'Extrême Nord afin d'assurer une veille humanitaire et d'alimenter les analyses nationales du Cadre Harmonisé (CH) auxquelles Solidarité internationale contribue directement.

❖ ALLIANCE CONTRE LA FAIM ET MAL NUTRITION (ACFM)

Autrefois appelée Alliance internationale contre la faim, cette ONG a été mise sur pied en 2003 par la FAO, le PAM et le FIDA à la suite du sommet mondial de l'alimentation. Sa mission principale est de servir de plateforme de plaidoyer conjoint aux échelons international et national en vue de parvenir à un monde libéré de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté (FAO, 2022a). Dans plus de 40 pays aussi bien dans le Nord que dans le Sud, elle a mis en place des Alliances nationales contre la faim et la Malnutrition (ANCFM). Leur rôle c'est de contribuer à mettre en œuvre le droit à l'alimentation dans les pays respectifs. ANCFM dans

chaque pays se met à pied d'œuvre pour permettre aux gouvernements et organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre l'insécurité alimentaire de dialoguer sur les politiques efficaces pour atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national (FAO, 2022a).

La figure 13 fait un récapitulatif des domaines d'intervention, rôles et régions d'intervention des ONG internationales qui œuvrent pour l'amélioration de la sécurité alimentaire au Cameroun

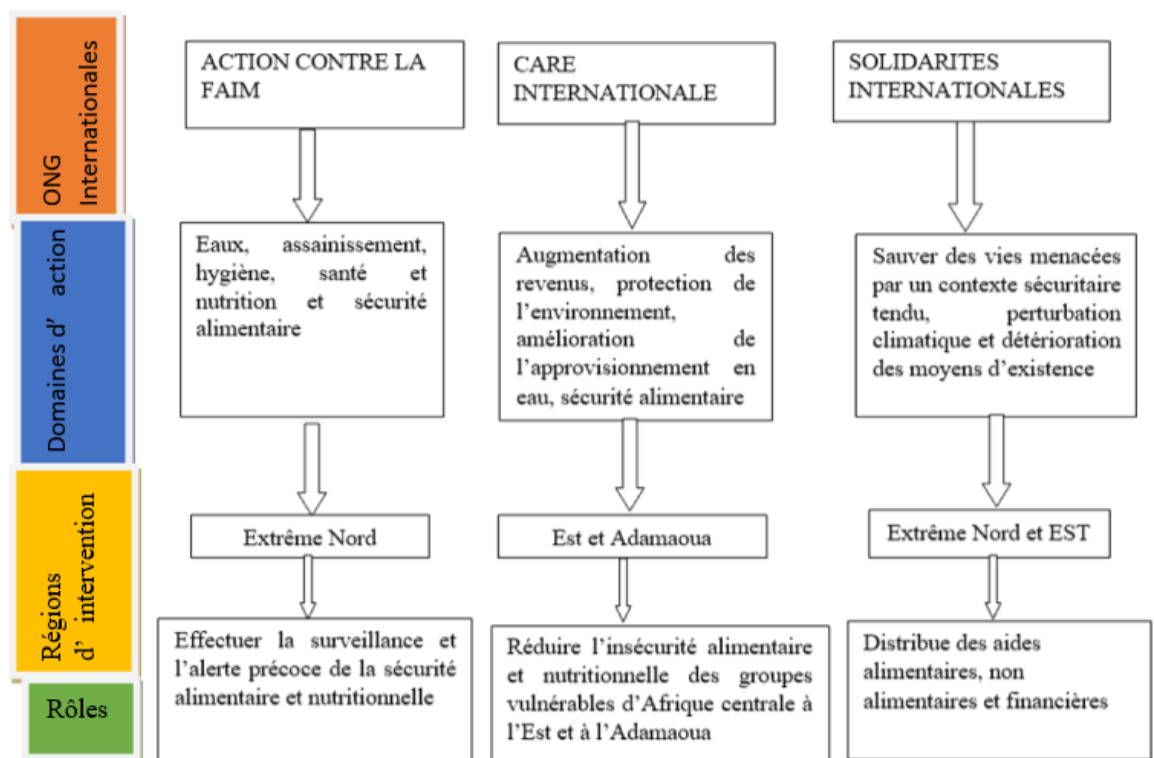


Figure 13 : Récapitulatif des actions opérationnelles des ONG internationales dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun

On constate que ces ONG interviennent dans les mêmes régions avec les domaines d'intervention presque similaires.

✓ Les ONG Nationales

De manière générale, en termes de sécurité alimentaire, les ONG locales mènent des actions de développement auprès des populations rurales. Elles agissent directement avec les

communautés rurales et les familles en menant des actions qui contribuent à leur autonomisation. Elles sont des partenaires de mise en œuvre sur le terrain des projets et programmes d'urgence et de résilience à l'endroit des populations pauvres et affectées par l'insécurité alimentaire (Njiembokue, 2021). Les ONG nationales obtiennent auprès des organismes des Nations unies et des organisations internationales les financements nécessaires pour la réalisation de leurs différents projets (Njiembokue, 2021).

Il est important de noter que d'autres bailleurs de fonds en dehors des organisations des nations unies et ONG internationales existent pour l'assistance et la réalisation des projets et programmes d'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables. Les fonds peuvent provenir de partout dans le monde, ils peuvent provenir des états, des indépendants, des organismes (Union européenne, Banque Mondiale, etc.), des Fondations des personnes privées (Fondation Bill et Amanda's Gates, Michèle Ferrero...) et des agences gouvernementales. Nous pouvons énumérer les ONG nationales comme :

- **Le Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD)**

Le SAILD est une ONG nationale créée depuis 1988, qui a pour domaines d'actions la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire et nutrition et la communication. Dans le cadre de ses activités de sécurité alimentaire, elle mène ses actions dans les régions à forte vulnérabilité d'insécurité alimentaire. Il s'agit notamment des régions de l'Extrême Nord et de l'Est.

En 2020, le SAILD a mis sur pied un projet de formation des exploitants agricoles sur l'acquisition des terres et sur la transformation de la production locale dans les régions de l'Extrême Nord et l'Est, notamment dans les départements de Mayo Tsanaga, Diamaré, Mayo Kani, Lom et Djerem, Haut nyong. Le projet s'est axé sur le pilier de la disponibilité alimentaire et financé par un organisme allemand Brot fur die welt. Les résultats de ce projet ont montré une nette amélioration du score de consommation alimentaire des ménages des régions en occurrence 50% des exploitants agricoles appliquent les méthodes améliorées de l'agriculture écologique 60% des ménages ont augmenté leur score de consommation alimentaire. En 2021, il a mis en œuvre le projet de renforcement de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la diversité alimentaire des familles des petits agriculteurs dans les régions de l'Extrême Nord et de l'Est Cameroun.



Figure 14 : Panorama des interventions du SAILD (source (SAILD, 2020))

- **Le Collectif des ONG pour la Sécurité alimentaire et le Développement rural (COSADER)**

Le COSADER est un collectif d'ONG nationales qui aide au développement rural des populations en matière de sécurité alimentaire.

- **L'Organisation des Femmes pour la santé, la sécurité alimentaire et le développement (OFSAD)**

L'OFSAD est une ONG locale qui a pour but de renforcer la lutte contre la maladie et l'insécurité alimentaire et favoriser l'autonomisation des femmes et des jeunes.

2) Outils D'intervention dans la gestion de la sécurité alimentaire au Cameroun

a) Le Cadre Harmonisé

Le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun a évolué depuis les années 80 à travers l'évolution des indicateurs utilisés, des campagnes agricoles et des bilans céréaliers, auxquelles se sont ajoutées les données nutritionnelles, les données sur le marché et les données sur la consommation des ménages pour déterminer à travers l'analyse des enquêtes, le niveau d'insécurité alimentaire du pays.

Aujourd'hui, le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun est fait à travers l'outil de CH en utilisant comme indicateurs le niveau de consommation alimentaire des ménages, l'indice de stratégie de survie réduit, le nombre de personnes vulnérables sur le plan économique, le profil des ménages en insécurité alimentaire, les campagnes agricoles (nombre de ménages qui pratiquent de l'agriculture) et la situation des marchés.

Ces enquêtes sont effectuées par le Minader à travers le PNVRSA en partenariat avec les ONG internationales (ACF, Solidarités internationales, première urgence) et les organismes de l'ONU dans les zones prioritaires de l'insécurité alimentaire.

Méthodologie

Les analyses du Cadre harmonisé sont faites par les experts du CILSS pour les pays du bassin du Lac Tchad. Les résultats de cette analyse sont issus des différentes analyses nationales faites dans chaque pays du bassin et au Cameroun par les cadres nationaux pour la facilitation du cadre harmonisé. Donc, chaque pays effectue des enquêtes de terrain de sécurité alimentaire, nutritionnelle et de vulnérabilité. Les données utilisées sont issues des indicateurs tels le score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, échelle de faim des ménages (HHS), indice de stratégie de survie réduit (rCSI), l'indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence (ISAME), des analyses d'économie des marchés, et des enquêtes nutritionnelles. Les analyses d'enquête de sécurité alimentaire peuvent être renforcées par les enquêtes sur la campagne agricole, et pastorale ainsi que le suivi de la situation pastorale de la zone d'intervention. Le prix des denrées alimentaires et le fonctionnement du marché peuvent aussi être analysés pour compléter l'analyse nationale.

Notons qu'au Cameroun, les difficultés d'accès dans certaines zones, en particulier celles touchées par l'insécurité comme le Nord-ouest et le Sud-ouest, limitent la couverture des enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Après cette analyse nationale, les résultats sont revus et validés par le comité technique régional du Cadre harmonisé lors des ateliers de consolidation dans un pays membre du CILSS (CILSS, 2022). Ceci dans le but non seulement d'assurer une certaine cohérence de résultats au niveau régional, mais également de contrôler la qualité des analyses nationales.

À la fin des analyses régionales, les difficultés rencontrées lors des analyses nationales sont énumérées et des recommandations sont proposées.

Encadré 3 : Explication des indicateurs issus des enquêtes de terrain pour l'analyse du CH (SEYE et al., 2021)

Le score de consommation alimentaire (SCA) est un indicateur d'insécurité alimentaire qui permet de mesurer la quantité de nutriment et l'apport énergétique. C'est l'estimation de la fréquence cumulée de 9 groupes d'aliments consommés pendant 7 jours au sein de chaque ménage enquêté (SEYE et al., 2021). La fréquence de consommation de chaque groupe d'aliments est pondérée en fonction de sa valeur nutritionnelle. Le score de consommation alimentaire est calculé selon la formule suivante :

$$SCA = \sum_{i=1}^9 x_i \cdot p_i$$

$x_i \in \{\text{Fréquence de consommation de chaque groupe d'aliments } i\}$, $p_i \in \{\text{Poids des groupes d'aliments}\}$

Les poids des groupes d'aliments pour le calcul du SCA sont donnés dans le tableau 2

Tableau 2: Groupes d'aliments et leur poids pour le calcul du score de consommation alimentaire. Source : (Wiesmann et al., 2009)

Groupe d'aliments	Poids
Céréales et tubercules	2
Légumineuses	3
Légumes et feuilles	1
Fruits	1
Protéines animales	4
Produits laitiers	4
Sucreries	0.5
Huiles	0.5
Condiments	0

Le score d'acceptabilité défini par le PAM est tel que : score acceptable >42, score limite (28-42) et score faible <28 (Wiesmann et al., 2009).

Le score de diversité alimentaire (SDA) : est un indicateur de fréquence et de la diversité de la consommation alimentaire davantage concentré sur la qualité nutritionnelle du régime alimentaire (SEYE et al., 2021). Il s'agit d'une estimation du nombre de groupes d'aliments consommés au cours des dernières 24h. il n'existe pas de consensus sur le nombre de groupe utilisé et leurs limites. Le PAM utilise le même groupe d'aliments que ceux utilisés pour le calcul du score de consommation alimentaire alors que la FAO utilise une classification de 12 groupes d'aliments (Kennedy et al., 2013). En effet, le choix de la classification dépend du contexte et des données qui sont disponibles. Selon la méthodologie de la FAO, le calcul du Score de diversité alimentaire est calculé selon la formule

$$SDA = \sum_{i=1}^{12} x_i$$

$x_i \in \{0 : \text{Aliment } i \text{ non consommé}, 1 : \text{Aliment } i \text{ consommé}\}$

Le groupe d'aliments pour le calcul du score de diversité alimentaire est donné dans le tableau 3

Tableau 3: Groupe d'aliments pour le calcul du Score de Diversité alimentaire dans les ménages. Source : (Kennedy et al.,2013)

Groupe d'aliments
Céréales
Racines et tubercules
Légumes
Fruits
Viandes
Œufs
Poissons et Fruits de Mer
Légumineuses, Noix et graines,
Produits laitiers
Huiles et matières grasses
Sucreries
Condiments, épices et boissons

L'indice de stratégie de Survie ou de stratégie d'adaptation est un indicateur qui a été mis sur pieds par Maxwell et al.,2008 et qui permet de comprendre la capacité d'adaptation des ménages face à la situation d'insécurité alimentaire. Ici, on analyse les stratégies de survie qu'ont développé les ménages pour faire face à l'insécurité alimentaire selon la fréquence et la gravité de la situation. On essaie aussi de comprendre le comportement des gens lorsqu'ils n'ont pas assez de nourriture ou pas assez d'argent pour s'acheter de la nourriture (Maxwell et Caldwell 2008). La formule proposée par le PAM pour le calcul de cet indice est la suivante :

Indice de stratégie de survie= $f_i * n_i / N$ où

f_i est la fréquence d'utilisation d'une stratégie. La fréquence d'utilisation d'une stratégie est notée selon un système de pointage. Ainsi,

Une stratégie utilisée chaque jour est notée à hauteur de 7 points, souvent : 4,5 points, rarement : 1,5 point et jamais : 0 points

n_i est la note attribuée à la sévérité ou à la gravité d'une stratégie. Elle est déterminée selon une échelle de 1 à 4

N est le nombre total des stratégies utilisées

b) Le Hungermap

La communauté internationale se base parfois sur les données du Hungermap pour déterminer le niveau d'insécurité alimentaire dans un pays.

HungerMapLIVE est le système de surveillance de la faim dans le monde du Programme alimentaire mondial (PAM). Il donne le niveau d'insécurité alimentaire en temps réels dans tous les pays où le PAM est représenté ainsi que la plupart des pays à faibles moyens selon la classification de la banque mondiale.

Pour avoir cet état d'insécurité alimentaire dans les pays en temps réel, il combine différents paramètres provenant de diverses sources de données. Il s'agit entre autres des informations sur la sécurité alimentaire, la météo, la taille de la population, les conflits, les risques, les informations sur la nutrition et les données macroéconomiques.

Méthodologie

Pour la mesure de la sécurité alimentaire, le hungerMap utilise comme indicateur, la prévalence d'un apport alimentaire insuffisant au niveau administratif 1 (représenté par les couleurs vertes, jaunes et rouges signifiant le niveau d'insécurité alimentaire dans le pays). Le deuxième indicateur est la densité de la population représentée par le degré de luminosité.

Dans les zones où les données de prévalence des personnes ayant un apport alimentaire insuffisant sont inexistantes, le PAM utilise l'indice de Proteus pour déterminer le niveau d'insécurité alimentaire.

Pour l'obtention des données, le PAM à travers les centres d'appel, effectue des appels téléphoniques assistés par ordinateur (CATI) pour le suivi de la sécurité alimentaire dans les pays. Les données collectées sont réparties uniformément sur les 28/30 derniers jours calendaires ou sur une période de 3 mois. Les données sont disponibles et traitées de façon quotidienne par les moteurs statistiques. Ce qui fait de cette approche un véritable avantage. De ce fait, les mises à jour sont produites de façon instantanée montrant la situation actuelle de la sécurité alimentaire au cours des 28/30 jours calendaires, mais avec un léger décalage de 2 à 4 jours pour assurer la qualité des données.

Les centres d'appels utilisent tous les fournisseurs des services mobiles. Ils sélectionnent de façon aléatoire les numéros de téléphone existant dans une base de données ou alors, ils génèrent des numéros de téléphone à l'aide de la méthode de numérotation aléatoire (RDD). Puis, pour que l'échantillon soit représentatif, le PAM utilise la méthode d'échantillonnage pré/post stratification. Cela se fait en pondérant les résultats par la population au premier et au dernier niveau administratif et par une variable démographique comme le niveau d'éducation, les sources d'eau, donc des variables qui ont un impact sur la sécurité alimentaire. Dans cette

méthode, le risque c'est que les ménages qui n'ont pas de téléphone n'ont aucune chance d'être sélectionnés. Or dans les pays africains et notamment au Cameroun, avec l'exode rural, nous avons des régions qui sont majoritairement des personnes âgées qui n'ont pas de téléphones et on se demande comment le PAM fait pour avoir les données de ces zones.

Aussi, avec cette approche, il y'a un risque que ce soient toujours les jeunes ou les personnes aisées (dans les zones urbaines) qui reçoivent les appels téléphoniques, car ils sont disponibles à cause du chômage, et de fait, je pense qu'ils ne pourront pas être assez concentrés ou assez disponibles pour répondre aux questions de façon objective.

Le questionnaire téléphonique comprend les questions sur la démographie des ménages, la consommation alimentaire, la stratégie d'adaptation utilisée, l'accès à la nourriture, aux marchés et aux services de santé. Puis le partage d'expérience sur la situation alimentaire dans la communauté à laquelle appartiennent les répondants.

Pour les zones où le PAM ne parvient pas à avoir les données avec cette approche, ils effectuent une analyse prédictive qui est faite pour les zones administratives où les données d'enquête ne sont pas disponibles. Pour ces zones, si la prévalence des personnes avec une faible consommation alimentaire est élevée et la prévalence des personnes ayant une stratégie de survie réduite (rCSI) est supérieure ou égale à 19, un modèle prédictif est estimé. Ces modèles prédictifs sont construits à l'aide des données des indicateurs d'insécurité alimentaire tels le score de consommation alimentaire (FCS) et la stratégie de survie réduite (rCSI). Les variables d'entrée du modèle sont la densité de la population, les précipitations, l'état de la végétation, les conflits, les prix des marchés et les indicateurs macroéconomiques et la sous-alimentation.

Pour les zones où les mesures FCS/rCSI antérieures sont disponibles, le dernier point de données disponible est aussi inclus comme variable d'entrée.

Ce modèle va produire en sortie, les estimations actuelles de prévalence des personnes avec une faible prévalence alimentaire et une stratégie de survie réduite pour les zones où il n'existe pas de données sur la sécurité alimentaire. C'est une prévision immédiate.

Sur un échantillon de 100 modèles de données sur une distribution de prédictions, la médiane est notée pour un intervalle de confiance de 95% pour chaque limite administrative.

Encadré 4 : Indice de Proteus

L'indice de Proteus est un nouvel outil qui permet de mesurer le caractère multidimensionnel de la sécurité alimentaire. Il met bien en exergue la relation entre la sécurité alimentaire et les dimensions économiques et sanitaires du pays (Caccavale & Giuffrida, 2020). C'est un indice qui permet de suivre l'état de la sécurité alimentaire dans un pays et détecter les crises soudaines. Il reflète également les principaux facteurs qui peuvent affecter de manière significative la sécurité alimentaire d'un pays à court terme, offrant ainsi aux décideurs politiques des domaines d'intervention potentiels. Le calcul de l'indice Proteus prend en compte les 4 piliers de la sécurité alimentaire décrite par la FAO en 1996 que sont disponibilité, accessibilité, stabilité et utilisation qui sont eux-mêmes subdivisés en sous piliers.

La méthodologie d'obtention de cet indice utilisée par Caccavale & Giuffrida en 2020) consiste à l'imputation des valeurs manquantes, la normalisation des données, le schéma de pondération et la procédure d'agrégation.

Pour ce qui est de l'imputation des données, les valeurs manquantes sont traitées en utilisant une approche d'imputation multiple (Little et Rubin, 1989, Little et Schenker, 1995, Scheffer, 2002). Par opposition à l'approche d'imputation unique qui sous-estime la variance de l'imputation (Nardo et al., 2005), l'imputation multiple a l'avantage de refléter l'incertitude dérivée de différentes imputations. L'incertitude liée aux données manquantes est traitée en générant des ensembles de données où les valeurs imputées sont limitées par des limites logiques qui sont les valeurs les plus extrêmes que le modèle d'imputation peut attribuer à chaque indicateur.

Quant à la pondération, les 4 piliers de la sécurité alimentaire sont pondérés de façon égale, car ils ont tous la même importance. La pondération de chaque indicateur et sous pilier varie en fonction du nombre de variables sélectionnées dans chaque dimension.

L'étape finale de la construction de l'indice Proteus est l'agrégation qui consiste à attribuer des valeurs relatives aux éléments qui sont introduits dans l'indice (Stiglitz et al., 2009), ce qui permet d'obtenir le score et le rang du pays en matière de sécurité alimentaire. Casadio Tarabusi et Guarini en 2013 proposent une fonction d'agrégation qui peut prendre la forme d'une moyenne arithmétique et d'une fonction minimale, où la valeur d'indice Proteus reste entre la moyenne et la valeur normalisée la plus basse des indicateurs au sein d'un sous pilier.

c) Le Fews Net

En réponse aux famines dévastatrices en Afrique de l'Est et de l'Ouest, les États unis ont mis sur pieds un outil appelé FEWS NET (Famine Early Warning Systems Network) qui est spécialisé dans le domaine de prévention des famines et d'insécurité alimentaire à travers plusieurs indicateurs tels les précipitations, les pathologies végétales le prix sur le marché, etc.

Fews-Net est un outil d'alerte précoce et d'analyse de l'insécurité alimentaire créé en 1985 par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour aider les décideurs à planifier les crises alimentaires. Il fournit les analyses factuelles dans plus de 35 pays dans le monde. Il est présent au Cameroun et produit des rapports de perspectives sur la sécurité alimentaire sur les 6 prochains mois à travers sa méthode de développement des scénarios. Les analystes et les spécialistes de FEWS NET travaillent avec des scientifiques, des ministères, des agences internationales et des ONG nationales pour suivre et rendre compte publiquement des conditions dans les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire.

Méthodologie

Fews-Net utilise le développement des scénarios qui permet de prévoir les événements futurs. Cette méthode repose sur l'analyse de la situation actuelle, la création des hypothèses du futur, et la comparaison de leur effet sur la réponse des acteurs. La minimisation de l'incertitude représente un réel défi.

Pour estimer l'insécurité alimentaire dans les pays, Fews-Net collabore avec les partenaires locaux pour recueillir toutes les informations liées à la sécurité alimentaire dans les zones préoccupantes du pays puis il effectue un développement de scénarios tous les trois mois sur la période des 6 prochains mois. L'analyse des résultats se fait à travers le cadre intégré de classification de sécurité alimentaire IPC qui est un outil mondial de classification du niveau d'insécurité alimentaire. Cette méthode de Fews-Net permet d'orienter l'aide où elle est nécessaire.

La figure 14 présente les différentes étapes de la méthodologie du développement de scénarios de Fews-Net étape par étape

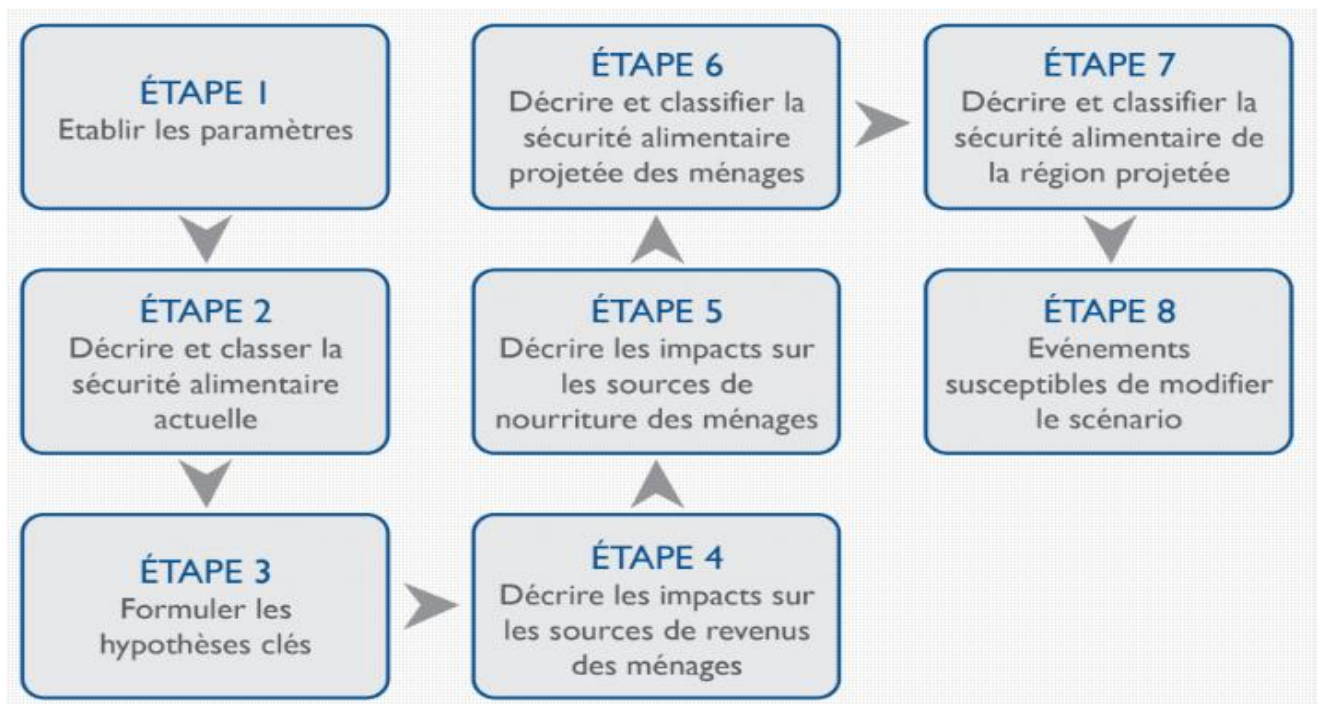


Figure 15: Méthodologie Fews Net (Fews Net, 2018)

Encadré 5: Description de la méthodologie de Fews-Net

Anticiper les crises alimentaires est une préoccupation majeure pour les décideurs des pays. Afin que ces derniers aient suffisamment de temps pour intervenir face à ces crises, il faut des résultats de prévision de la sécurité alimentaire plusieurs mois à l’avance. C’est le rôle de Fews-Net qui a mis sur pieds une méthodologie de développement des scénarios qui permet en fonction de certains paramètres de décrire un scénario fort probable de la situation future.

Cette élaboration de scénario se fait en 8 étapes (Fews Net, 2012):

1. Fixer les paramètres du scénario

Cette étape consiste à déterminer la zone géographique visée en examinant les anomalies et les chocs existants et indiquer le nombre d’habitants, déterminer le groupe de ménages visé et calculer sa proportion dans la population, choisir le type de scénario (le plus probable et les plus pessimistes en utilisant les analyses de l’IPC) et définir la durée et la chronologie du scénario.

2. Décrire et classer la sécurité alimentaire actuelle

Cette étape consiste à analyser toutes les données à disposition pour déterminer l’ampleur et la gravité de la situation actuelle de l’insécurité alimentaire. Il faut donc résumer les données concernant les facteurs actuels de la sécurité alimentaire, ainsi que les données sur la

consommation alimentaire actuelle des ménages et l'évolution de leur moyens d'existence. Puis avec les données précédentes, déterminer le niveau actuel de l'insécurité alimentaire en utilisant la classification de l'IPC 3.0

3. Formuler les hypothèses clés

Ici, il faut énumérer les facteurs de la sécurité alimentaire qui interviennent dans la période de scénario. L'objectif ici, c'est de mettre en exergue les événements liés à l'agro climatologie, aux tendances du marché, aux schémas des migrations, les possibilités d'emploi, et d'autres facteurs qui exerceront une influence sur la sécurité alimentaire durant la période du scénario.

Il faut aussi énumérer les événements inhabituels qui peuvent se produire et avoir une incidence considérable sur la sécurité alimentaire. On peut avoir en exemple, une décision politique, de faibles précipitations, les conflits persistants, etc.

À cette étape, il est aussi primordial de formuler des hypothèses sur l'assistance humanitaire attendue au cours de la période scénarios. Cette formulation se base sur les connaissances des programmes actuels et des programmes prévus.

4. Décrire les effets sur les sources des revenus des ménages

Ici, il faut utiliser les informations disponibles sur les moyens d'existence pour énumérer les sources de revenus des groupes de ménages pendant la période de scénarios. Il faut identifier aussi l'importance de chaque source de revenus pendant les mois de la période du scénario.

5. Décrire les effets sur les sources de nourriture des ménages

Cette étape est similaire à l'étape 4, mais ici on se concentre sur les sources de nourritures des ménages au lieu des sources de revenus. Ici, il faut savoir quelle est la principale source de nourriture des ménages sur la période du scénario. Est-ce par achat sur le marché ? si oui quelle quantité ? ou par production personnelle ?

6. Décrire et classer la sécurité alimentaire projetée des ménages

Pour classer la sécurité alimentaire projetée des ménages, Few-Net décrit l'évolution de la consommation alimentaire et des moyens d'existence des ménages pendant la période de scénario pour le groupe de ménage choisi. Cela se fait en examinant les hypothèses sur les sources de revenus et les sources de nourriture des ménages. Après cette description, Few-Net utilise l'échelle de classification 3.0 de l'IPC pour classer le groupe de ménages choisi dans la zone choisie.

7. Décrire et classer la sécurité alimentaire d'une zone

Cette étape consiste à classer la zone choisie pour le scénario en utilisant les analyses de classification des zones de l'IPC de l'insécurité alimentaire.

Ici, il faut faire une description susceptible de l'évolution de la malnutrition et de la mortalité dans la zone choisie pendant la période de scénario, puis sur la base de description, classer cette zone à l'échelle des zones de l'IPC 3.0

8. Recenser les évènements susceptibles de modifier le scénario

Cette dernière étape consiste à énumérer tous les évènements qui pourraient modifier les résultats du scénario. Cette énumération tient compte des évènements nationaux, régionaux et internationaux tout en décrivant leur impact. Le scénario décrit étant le plus probable, il est important de communiquer sur le degré d'incertitude des résultats de cette prévision en ce qui concerne la sécurité alimentaire.

L'alerte précoce de l'insécurité alimentaire étant une forme d'analyse de risques et catastrophe, il est important d'utiliser la fonction décrite à l'échelle internationale pour la réduction des risques et catastrophes (Fews Net, 2012). Cette fonction met en exergue les dangers et la vulnérabilité d'une population face à un danger ainsi que sa capacité à y faire face (Fews Net, 2012). La formule est la suivante :

$$\text{RISQUE} = f(\text{danger} \times \text{vulnérabilité/capacité à faire face})$$

Cette relation permet de différencier les causes et les effets dans la réduction des risques et catastrophes.

Dans le cas de la sécurité alimentaire, le risque ici désigne l'effet ou le résultat à mesurer notamment les risques d'insécurité alimentaire. Les deux facteurs pouvant engendrer ce résultat de risque d'insécurité alimentaire sont le danger qui est la cause externe et une combinaison de la vulnérabilité des personnes face à ce danger et leur capacité à y faire qui représente la cause interne.

FEWS-NET ne s'arrête pas seulement à développer les scénarios pour prévoir la sécurité alimentaire dans un pays. Il peut aussi déterminer les zones de moyens d'existence en établissant une cartographie des zones nationales en fonction des paramètres de classification bien identifiés.

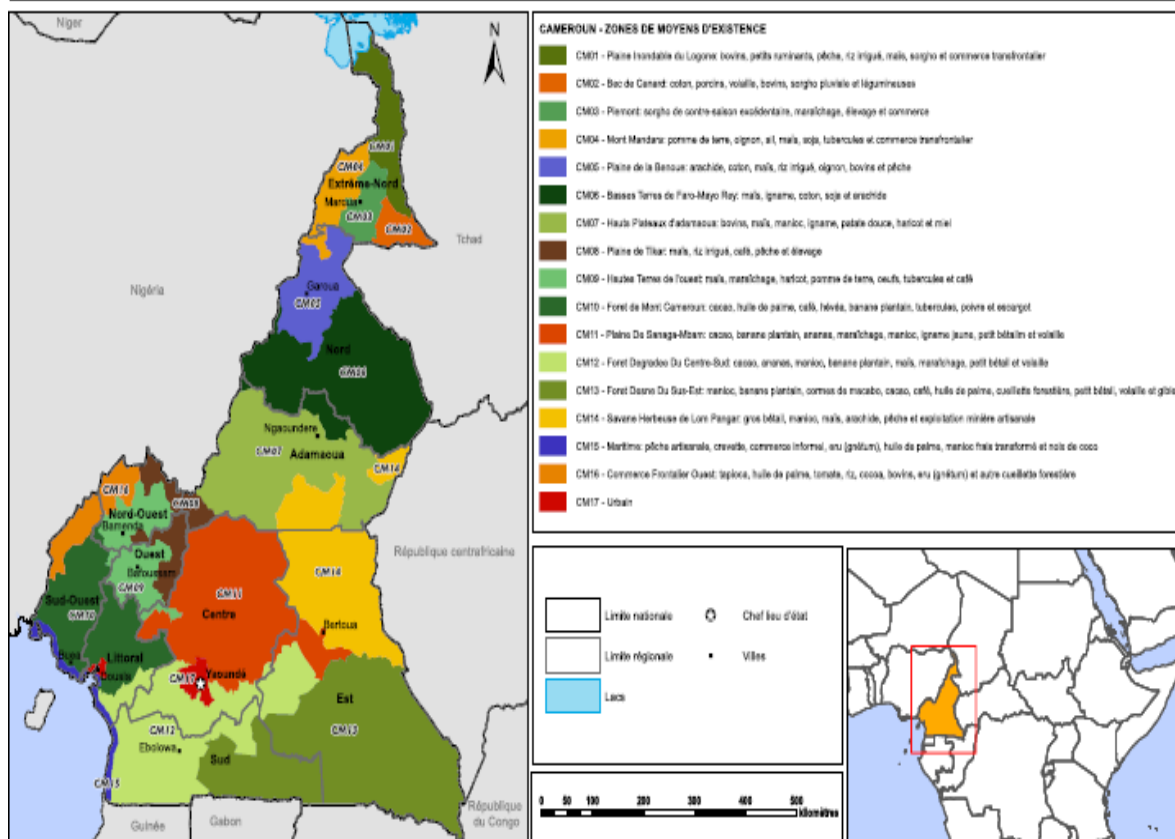


Figure 16 : Zones de moyens d'existence au Cameroun

Les zones de moyens d'existence sont des zones ayant la même écologie, les mêmes ressources naturelles, le même environnement économique général, l'utilisation des mêmes méthodes et mode de production et les mêmes possibilités de revenus monétaires. (FEWS-NET, 2019). Cela signifie que quand on passe d'une zone de moyens d'existence à une autre, on s'attend à avoir tous les paramètres sus-cités différents.

Pour cette cartographie, FEWS-NET se base sur : la pluviométrie des régions, le type de culture, les climats, les isohyètes et le régime de précipitations des régions, les zones agroécologiques, la densité de la population, la saisonnalité des cultures.

En novembre 2019, Fews Net a classifié avec la participation des parties prenantes, le Cameroun en 16 zones de moyens d'existence de CM01 à CM16.

La méthodologie utilisée a respecté plusieurs étapes parmi lesquelles

La première a consisté à identifier les zones de moyens d'existence sur la base des publications d'articles antérieurs qui ont permis de faire une projection ultérieure relative à l'analyse des résultats (effets des événements futurs).

La deuxième étape a consisté à dessiner une carte sur la base des éléments à disposition en respectant les limites administratives jusqu'au niveau de l'arrondissement. Puis des cartes thématiques (agroécologie, densité de la population, précipitation, etc.) ont été produites à titre de référence.

Après avoir suivi une formation sur les étapes finales de finalisation d'une carte de moyens d'existence donnée par les experts du FEWS-Net, les participants nationaux et les experts internationaux ont poursuivi avec la troisième étape qui a consisté à dessiner sur la carte de référence leurs premières propositions de zones de moyens d'existence au Cameroun tenant en compte les activités qui y sont effectuées et les produits qui en ressortent.

La quatrième étape a consisté à affiner les limites de chaque zone de moyens d'existence en respectant autant que possible les frontières des arrondissements.

L'étape de finalisation a permis d'obtenir 16 zones de moyens d'existence au Cameroun en fonction de leurs caractéristiques essentielles (agroécologie et climat, productions agricoles et animales, aliments consommés, cultures prédominantes, destination des produits en dehors de la zone, chronologie des événements affectant la sécurité alimentaire au cours des cinq dernières années, etc.).

d) Le Système mondial d'Information et d'Alerte rapide

Le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) est un outil qui a été mis sur pied par le comité de la sécurité alimentaire mondial en réaction à la crise alimentaire généralisée des années 1970 (FAO, 2020b). Ce système établit les rapports sur le suivi qu'il effectue de façon permanente en fonction de la demande des denrées alimentaires à travers le monde. C'est la principale source d'informations sur la production et la sécurité alimentaire au niveau des pays dans lesquels il est utilisé, des régions et au niveau mondial. C'est un outil qui permet aux décideurs nationaux et internationaux d'orienter leur prise de décision, car il fournit les informations approfondies sur les produits agricoles et soutient les initiatives nationales et régionales (FAO, 2020b). Au niveau national, le SMIAR

aide les pays à réunir les éléments concrets nécessaires pour leur prise de décision. Le SMIAR travaille sur le terrain conjointement avec le PAM. En cas de crise alimentaire imminente, le SMIAR émet des alertes rapides dans les pays ou les régions du monde. Il utilise les indicateurs en fonction des pays. Au Cameroun, il utilise les indicateurs de végétation (NDVI, l'ASI (Agricultural stress index)), les indicateurs de précipitations et les indices de prix des denrées et principalement des produits céréaliers comme le maïs pour déterminer l'état de la sévérité de l'insécurité alimentaire. De façon récapitulative, la figure 15 présente le rôle, les domaines d'intervention et les produits issus des services du SMIAR.



Figure 17: Présentation du SMIAR (FAO, 2022b)

En rapport avec l'accompagnement de la FAO, le Cameroun à travers le ministère de l'Agriculture avait mis sur pied le système national d'alerte rapide qui est devenu plus tard le SMIAR qui intervenait dans le suivi de la sécheresse au Cameroun et principalement dans la région de l'Extrême Nord. Au Cameroun, le SMIAR travaille en collaboration avec la FAO pour donner la situation des productions et des approvisionnements agricoles. Ils utilisent les données satellitaires et les données agrométéorologiques pour analyser l'état de la sécurité alimentaire au Cameroun.

I.B) Revue des Articles Scientifiques dans la Gestion de la Sécurité Alimentaire au Cameroun

En dehors des activités opérationnelles mises sur pieds par les différentes structures d'intervention sur le terrain, les scientifiques œuvrent aussi pour améliorer de façon quantitative

et qualitative les variétés culturelles adaptées au contexte agroécologique du Cameroun. Dans cette partie, tout comme la partie opérationnelle, nous allons essayer de comprendre s'il existe des structures étatiques ou des organismes qui sont consacrés à l'amélioration de la sécurité alimentaire en utilisant la recherche scientifique.

1) Structures d'intervention

Depuis les épisodes de crises alimentaires survenues il y a quelques années déjà en Afrique et au Cameroun, la sécurité alimentaire n'a cessé de préoccuper l'état camerounais et d'interpeller les scientifiques pour limiter les dégâts qu'elle entraîne. Pour ce faire, des institutions existent pour trouver de nouvelles méthodes scientifiques permettant de booster la productivité des cultures.

a) Institutions étatiques

L'Etat étant le garant de l'intégrité nationale, il s'érige en acteur incontournable dans l'amélioration de la sécurité alimentaire au Cameroun à travers ses institutions. Nous avons entre autres

❖ MINADER

« Produisons ce que nous consommons et consommons ce que nous produisons » tel est le slogan inscrit en première page du site du ministère de l'agriculture et du développement rural du Cameroun. Il axe des actions dans les domaines de l'Agriculture et du développement rural. Son rôle principal est d'élaborer, mettre en œuvre et évaluer la politique gouvernementale dans l'agriculture (MINADER, 2016), mettre sur pied de nouvelles stratégies pour booster la productivité des cultures.

En matière agricole, il est responsable (MINADER, 2016) :

- *De l'élaboration, de la planification et de la réalisation des programmes gouvernementaux relatifs à l'agriculture et au développement rural ;*
- *De l'élaboration de la réglementation et des normes, ainsi que du contrôle de leur application*
- *Du suivi et de la protection des différentes filières agricoles ;*
- *De la protection phytosanitaire des végétaux ;*
- *De la conception des stratégies et des modalités pour garantir la sécurité et l'autosuffisance alimentaires ainsi que du suivi de leur mise en œuvre ;*

- *De l'identification et de la promotion de nouvelles productions agricoles pour l'exportation*
- *de la collecte, de la production et de l'analyse des statistiques agricoles ;*
- *De la diffusion de l'information et des conseils agricoles auprès des producteurs ;*
- *De la coordination de la gestion des situations de crise en matière agricole ;*
- *Du suivi des organisations professionnelles agricoles ;*
- *De la promotion des investissements, de moyennes et grandes exploitations dans le secteur agricole ;*
- *De l'enseignement agricole et coopératif et du contrôle de l'enseignement agricole et coopératif et du contrôle de l'enseignement agricole privé, en liaison avec le ministère chargé de la formation professionnelle.*

C'est une institution décentralisée qui a sa représentativité dans chaque région du Cameroun sous l'appellation de délégation régionale de l'agriculture. Il est à la tête de plusieurs projets et programmes qui ont pour but d'améliorer la culture de certains aliments. En exemple nous avons le projet de développement de l'horticulture urbaine et périurbaine (pdhupu), le projet d'appui à la culture de l'okok (papco). Dans certains projets, en accord avec la vision du gouvernement camerounais qui est de le rendre première puissance agricole en Afrique centrale, le Minader collabore avec le ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation à travers l'institut de recherche agricole pour le développement qui intervient comme partenaire technique du projet. Il s'agit notamment d'un projet comme le Projet de Développement des Chaînes de Valeurs agricoles (PD_CVA) dont l'accord a été signé en 2018.

❖ **L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)**

L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) est une institution administrative publique du Cameroun à statut scientifique et technique, sous tutelle technique du ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation (MINRESI). C'est une institution de l'état camerounais spécialiste dans le développement agricole. Il est à la charge de la recherche scientifique et la promotion du développement agricole sur toute l'étendue du territoire camerounais (IRAD, 2021). Dans l'exercice de ses fonctions, il travaille techniquement en partenariat avec d'autres institutions étatiques, régionales et internationales avec comme partenaires financiers l'Union européenne, la Banque Mondiale, et la Banque africaine de Développement dont la participation a été particulièrement remarquable au cours de ces dernières années. L'IRAD demeure le centre de référence dans le domaine de la

recherche agricole dans la sous-région. Comme partenaire technique international, l'IRAD travaille en collaboration avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) qui est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes.

Missions et objectifs

Selon la réorganisation de l'IRAD du 18 février 2019 par le Décret N° 2019/075 du Président de la République, le centre de référence en recherche agricole assure la promotion du développement agricole dans les domaines de la production végétale, forestière, animale, halieutique et environnementale ainsi que la transformation agroalimentaire (IRAD, 2021). Il axe donc ses activités dans des domaines bien précis que sont la recherche agricole et la promotion du développement agricole. Pour ce qui est de la recherche agricole, il

- *Assure la recherche, la collecte, le traitement, la conservation et la diffusion des connaissances scientifiques, technologiques et innovantes, ayant un impact sur le développement des secteurs dans ses domaines de compétence ;*
- *Assure la valorisation et la vulgarisation des résultats de la recherche auprès des acteurs de développement, en liaison avec les ministères en charge du secteur rural (agriculture, industries animales, élevage, forêt, faune, environnement et développement durable) ;*
- *Élabore des stratégies de recherche nationale, et contribue à l'élaboration des stratégies de recherche sous-régionale, régionale et internationale, ainsi qu'au dialogue entre la science, la recherche et la société dans ses domaines de compétence*
- *Concours ou participe, en tant que de besoin, et sous quelque forme que ce soit, d'initiative ou sur commande, à la réalisation d'études ou de prestations en conformité avec son objet ;*
- *Assiste le conseil de l'Etat dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités se rapportant à son objet ;*
- *Assiste les autorités de l'Etat sur les questions relatives à la propriété intellectuelle, aux normes et à la qualité des produits agricoles, en liaison avec l'organisme en charge des Normes et de la Qualité ;*

Pour ce qui est de la promotion du développement agricole, il

- *Développe des technologies agroalimentaires et agro-industrielles ainsi que des modèles scientifiques pour la conservation de l'environnement, la gestion économique et durable des ressources agricoles ;*
- *Développe une coopération scientifique et technique avec les institutions spécialisées nationales, sous-régionales, régionales et internationales dans ses domaines de compétence ;*
- *Implémente une programmation scientifique autour des axes prioritaires pour le développement du pays, à partir des besoins réels des utilisateurs ;*
- *Valorise et mets à la disposition des utilisateurs des résultats de la recherche, les données fiables répondant à leurs besoins ;*
- *Assure le renforcement de capacité des chercheurs, techniciens et personnel des administrations sectorielles nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;*
- *Contribue à l'élaboration et à la mise à jour de la carte agricole du Cameroun ;*
- *Constitue des collections pour les recherches agricoles, végétales, animales, forestières, environnementales et halieutiques.*

Le Tableau 2 récapitule quelques études scientifiques menées dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun. La liste est loin d'être exhaustive.

Tableau 4 : Études scientifiques menées pour la lutte contre l'insécurité alimentaire

Études	Auteurs et Partenaires	Régions concernées	Cultures concernées
Intensifier la culture du maïs pour améliorer la sécurité alimentaire : le producteur du Nord Cameroun y a-t-il intérêt ?	Hervé Guibert, IRAD et CIRAD	Nord Cameroun	Maïs
Le maïs et le niébé dans la sécurité alimentaire urbaine des savanes d'Afrique centrale		Nord et Extrême Nord	Maïs et niébé
Booster la production locale du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun	Dp Folefack	Nord Cameroun	Riz

La crise de la filière cotonnière et sécurité alimentaire au Nord Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • DP Folefack • JN Bakwowi • PC Kpade 	Nord Cameroun	Coton
Instabilité du prix des produits vivriers et sécurité alimentaire urbaine au Cameroun	IRAD, CIRAD	Yaoundé, Douala	Plantain, macabo, igname, manioc, maïs, riz, tomate, oignon

Pour ce qui est de la lutte contre l'insécurité alimentaire, le constat est clair, les instituts de recherche développent des méthodes d'intensification des cultures de bases et de semences améliorées dans les zones prioritaires à l'insécurité alimentaire comme les régions de l'extrême nord, du Nord et l'EST. Les cultures résilientes au climat de ces régions prioritaires, car sujette aux sécheresses répétitives sont aussi développées dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire.

b) Les institutions universitaires

Au travers des facultés d'agronomie ou de sciences ayant en leur sein des filières en lien avec l'agriculture, le développement rural, etc., les institutions universitaires participent aussi à l'amélioration de la sécurité alimentaire avec les différents travaux de recherche de masters, de thèse et des différentes publications qui en ressortent. Nous allons énumérer quelques-unes en décrivant la faculté et/ou la filière concernée.

▪ L'Université de Dschang

Créée par décret du 19 janvier 1993, l'université de Dschang (Uds) est une institution publique située dans la ville de Dschang, département de la Menoua et dans la région de l'Ouest Cameroun. Bien qu'étant concentrée dans la ville de Dschang, elle est présente à travers les établissements et les antennes dans 06 autres régions du Cameroun notamment dans les régions du Centre, de l'Est, du Sud, de l'ouest ; de l'extrême Nord, et du Nord-Ouest ce qui fait d'elle l'université la plus nationale parmi les universités du Cameroun.

L'université de Dschang comporte plusieurs facultés parmi lesquelles la faculté d'agronomie et des sciences agricoles (FASA) qui est très réputée dans la sous-région en matière de recherche agricole. Cette faculté a pour principale mission de mettre en œuvre une politique de formation des ingénieurs et des techniciens supérieurs dans les domaines de la production agricole, de la sécurité alimentaire et du développement durable. C'est fort de cette mission qu'elle a installé ses campus dans les 5 zones agroécologiques du Cameroun, l'objectif étant de développer les

techniques d'agriculture, les méthodes de culture liées à la zone agroécologique et surtout les cultures résilientes à la zone agroécologique concernée.

L'analyse de la liste des publications des articles scientifiques faites par les enseignants-chercheurs de la FASA montre que ces derniers effectuent des recherches sur toute l'étendue du territoire et sur toutes les cultures possibles tenant compte du contexte agro climatique de la zone d'étude.

Aussi, l'université de Dschang à travers ses autres facultés comme la faculté de sciences économiques et de gestion, certains professeurs en partenariat avec d'autres institutions ou d'autres facultés des universités sœurs, orientent leur axe de recherche dans l'analyse des prix de certaines denrées sur le marché camerounais afin d'évaluer le niveau d'insécurité alimentaire au Cameroun. C'est le cas par exemple d'une étude sur les *déterminants de l'instabilité des prix alimentaires au Cameroun : une analyse institutionnelle de résultats économétriques* qui a été menée en 2009 par Mr Ali de l'université de Dschang en partenariat avec le Cirad, l'université de Yaoundé II et le Minader.

▪ **Université de Yaoundé I**

Première université du Cameroun créée en 1962, L'université de Yaoundé I compte plusieurs facultés dont chacune participe à son niveau à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Nous avons entre autres la faculté de sciences à travers son département de biologie et physiologie végétales qui est l'un des pôles d'excellence en matière de recherche sur la forêt tropicale africaine et sur les plantes cultivées (Université Yaoundé I, 2017). À travers ses filières professionnelles, ce département fournit une formation professionnelle en semences, forêts, environnement, biodiversité et agroforesterie, le but étant de former des experts dans le secteur agricole en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux.

▪ **Université de Maroua**

Créée en août 2008 par décret présidentiel, l'université de Maroua est une jeune université publique, située dans la région de l'Extrême Nord et précisément dans la ville de Maroua. Du fait de sa situation géographique, elle accueille les étudiants des pays voisins comme le Tchad et la République centrafricaine. Elle est organisée en plusieurs facultés et écoles.

L'école nationale supérieure polytechnique de Maroua (ENSPM) est l'une des écoles de l'université de Maroua. Elle comporte plusieurs domaines d'action parmi lesquels l'agriculture, la gestion des Mines, les énergies renouvelables, la météorologie et la climatologie. En son sein,

elle comporte plusieurs départements parmi lesquels le département de l'agriculture, de l'élevage et des produits dérivés (AGEPD). La pertinence de ce département repose sur le fait qu'il aborde les questions liées à l'agriculture dans le secteur rural de la zone soudano-sahélienne (ENSPM, s. d.). À travers ses enseignements très professionnalisants, ce département collabore avec l'institut supérieur du sahel de Maroua pour apporter une réponse aux défis d'insécurité alimentaire et de changement climatique que subit la zone sahéenne et principalement la région de l'Extrême-Nord. Pour ce faire, le département mène des recherches dans le but non seulement d'améliorer les systèmes de production en agriculture, élevage et agroforesterie, mais aussi de restaurer les sols. Les produits obtenus à la fin de la production sont valorisés dans les industries agroalimentaires de la zone soudano-sahélienne pour améliorer la sécurité alimentaire.

2) Collaboration entre les universités

Les universités collaborent entre elles, et même avec les instituts de recherche agronomiques à travers le co-encadrement des étudiants de master et de doctorat. Cependant, il est facile de trouver un étudiant d'une université qui travaille sur un sujet qui a déjà été traité par un autre étudiant d'une autre université, car au Cameroun, il existe ce problème de valorisation des travaux de recherche, que ce soit à travers une plateforme commune ou à travers d'autres plateformes déjà connues. Certains travaux de recherche sont valorisés à travers la publication dans des journaux scientifiques, mais d'autres ne le sont pas. Ce problème de communication et de valorisation des travaux de recherche peut constituer un réel problème dans la gestion de la sécurité alimentaire au Cameroun. Il serait donc intéressant d'en prendre compte dans le système de suivi mis en place.

I.C) La Gestion de la Sécurité Alimentaire au Cameroun

La gestion de la sécurité alimentaire au Cameroun est faite à travers plusieurs outils. Chaque outil utilise une méthodologie bien définie et des indicateurs précis. Le suivi opérationnel est fait de façon verticale. Tout commence par les acteurs de terrain des ONG nationales et du PNVRSA en collaboration avec le PAM et FAO, qui font des enquêtes auprès des ménages pour déterminer le niveau de la situation d'insécurité alimentaire des ménages. Ces enquêtes portent sur les indicateurs comme le niveau de consommation alimentaire des ménages, l'indice de stratégie de survie réduit, le nombre de personnes vulnérables sur le plan économique, le profil des ménages en insécurité alimentaire, les campagnes agricoles (nombre de ménages qui pratiquent de l'agriculture) et la situation des marchés. À la fin de cette enquête, les bulletins

annuels sont publiés donnant l'état de l'insécurité alimentaire au Cameroun en précisant les régions les plus touchées parmi les régions qui ont été enquêtées.

Ces résultats d'enquête sont ensuite récupérés par les experts du CILSS et analysés selon les principes du Cadre Harmonisé. Le CILSS est l'organe régional qui s'occupe de l'analyse de la sécurité alimentaire dans les pays du sahel. Le Cameroun faisant partie du sahel, il respecte le protocole établi par l'organisme régional de suivi de la sécurité alimentaire. Ce protocole fait état de ce que la gestion reste régionale et se base sur les plans nationaux pour l'établissement des plans régionaux. Chaque pays définit sa politique et sa stratégie nationale avec l'aide des organismes des nations unies installés dans le pays, et en fonction des politiques nationales de tous les pays membres, les experts du CILSS définissent la politique régionale, puis les organismes internationaux interviennent de façon opérationnelle dans les pays où ils sont installés, pour contribuer à l'atteinte des objectifs de la politique nationale et régionale.

Sachant que le Cameroun ne détient pas encore de véritables experts du Cadre Harmonisé comme dans d'autres pays du sahel, car c'est à partir de l'année 2016 que les experts du CILSS ont commencé à faire des formations sur le Cadre Harmonisé aux fonctionnaires Camerounais et que c'est maintenant que l'état commence à s'approprier l'outil cadre harmonisé, la gestion de la sécurité alimentaire au Cameroun ne peut consister qu'à faire des enquêtes par les experts du PNVRSA, en collaboration avec le PAM, FAO, et certaines ONG internationales comme ACF (Action contre la Faim), et SI (Solidarités Internationales), puis à les soumettre aux experts du CILSS pour analyse.

Les enquêtes réalisées sur le terrain auprès des ménages par le PNVRSA et ses partenaires et publiées de façon annuelle ne sont pas toujours nationales. En 2018 et 2019, elles ont été faites seulement sur 4 régions à savoir Adamaoua, Est, extrême Nord, Nord. En 2020, l'enquête a été faite dans 7 régions d'intervention à savoir : Adamaoua, Est, extrême Nord, Nord, Nord-ouest, ouest, sud-ouest et en 2021, elle a été faite sur toute l'étendue du territoire. Cette façon de réaliser les enquêtes traduit déjà une énorme défaillance au niveau du suivi de la sécurité alimentaire. En effet, ces résultats montrent qu'entre 2018 et 2020, les enquêtes sur le suivi de la sécurité alimentaire n'ont pas été réalisées dans les régions du Centre, du Sud et du Littoral. C'est seulement en 2021 qu'elles ont été prises en compte alors que ces régions constituent des zones ou des régions d'accueil prioritaires des déplacés internes à la suite de la guerre du NOSO depuis 2016.

Action Contre la Faim publie aussi chaque mois des bulletins sur le suivi de la sécurité alimentaire, mais seulement dans l'extrême Nord. C'est une ONG internationale qui mène ses actions uniquement dans la région de l'extrême Nord. Ce qui traduit aussi un délaissement des autres régions dans la gestion de la sécurité alimentaire.

I.D) La Gestion en Situation de Crise Sociopolitique : Exemple Nord-Ouest et Sud-Ouest

En situation de crise sociopolitique dans le pays, comme celle actuellement dans le Nord-ouest et le Sud-ouest, le Gouvernement en collaboration avec les Organisations des Nations unies, les ONG internationales et nationales, évaluent la situation des ménages et effectuent des opérations d'aides alimentaires. Depuis le début de la guerre en 2016, c'est seulement en 2020 et 2021 qu'une évaluation des indicateurs d'insécurité alimentaire a été faite à travers les enquêtes auprès des ménages pour connaître la situation réelle. En février et mars 2021, une étude menée par le PNVRSA, la FAO, l'ACF, le PAM, et l'ONG solidarités internationales sur le suivi de la sécurité alimentaire dans les régions de crises alimentaires au Cameroun, avait pour but d'évaluer l'état des lieux de la sécurité alimentaire dans les 10 régions du Cameroun. Pour ce faire une enquête a été réalisée auprès de 7320 ménages dans les régions et certaines données concernant la production agricole des régions ont été fournies par le MINADER. Des résultats de cette enquête, il en est ressorti que l'insécurité alimentaire est accentuée dans les régions du Nord-Ouest (44%), Sud-Ouest (41%), Littoral (36%), Est (32%), et Ouest (32%) (PNVRSA/PAM/FAO/ACF/SI, 2021). Dans les deux régions anglophones, 1 ménage sur 2 utilise les stratégies de moyens d'existence pour combler le manque de nourriture.

Sur la base des résultats, il a été recommandé de poursuivre l'aide alimentaire dans les régions où l'insécurité alimentaire est élevée (Nord-Ouest et Sud-ouest), développer les programmes de résilience aux populations en situation d'insécurité modérée pour pérenniser leurs moyens de subsistance et améliorer l'accès aux marchés en développant les infrastructures de transport (PNVRSA/PAM/FAO/ACF/SI, 2021). Cette enquête de 2021 effectuée sur tout le territoire national par le PNVRSA et ses partenaires, constitue une réussite pour le Cameroun, car le suivi n'a pas seulement été concentré dans les zones prioritaires comme d'habitude, mais sur toute l'étendue du territoire et même dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Le Cameroun pourrait très bien adopter le même système de suivi chaque année, mais en améliorant la coordination. Cette coordination peut être améliorée en considérant le PNVRSA comme organe

coordonnateur de toutes les activités d'intervention et d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun.

L'ONG OCHA en partenariat avec la FAO a aussi mené un projet en août 2021 pour évaluer la situation de précarité des populations de ces deux régions en situation de crise et il en est ressorti que plus de 284 535 personnes soit 30% avaient reçu une aide alimentaire d'urgence soit par les denrées alimentaires, soit par de l'argent ou des bons d'achat et malheureusement plus de 40 000 personnes n'avaient rien reçu en raison de l'insécurité et du blocage des voies d'accès dans les zones rurales.

En réponse à la détérioration de la situation humanitaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, l'ACF a distribué en 2021 des articles non alimentaires aux populations déplacées et a lancé des cliniques mobiles fournissant des soins de santé primaires et un soutien nutritionnel aux populations touchées dans les zones où les services de santé sont compromis ou inexistantes.

En 2018, le gouvernement camerounais a lancé un plan d'urgence humanitaire de près de 13 Milliards de FCFA, c'est dans cette optique que les organismes comme l'USAID et le PAM se sont associés pour distribuer les rations alimentaires aux personnes vulnérables dans les régions anglophones, de même que plusieurs associations locales et mouvements religieux.

II) DISCUSSION

Au regard des résultats précédents, nous allons analyser les différents aspects, nécessaires pour un meilleur suivi, et nous allons proposer des solutions d'amélioration y afférentes.

II.1) Analyse de suivi dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest

Pour ce qui est des régions du Nord-ouest et Sud-ouest, on se rend compte qu'actuellement, en dehors des aides alimentaires qui consistent à distribuer des denrées alimentaires aux populations urbaines du Nord-ouest et du Sud-Ouest, les ONG qui militent contre l'insécurité alimentaire dans le monde et représentées au Cameroun en collaboration avec le gouvernement, n'ont pas de projets particuliers dans lesdites régions qui pourraient améliorer les moyens d'existence ou les productions agricoles des populations rurales. On pourrait donc dire que c'est à la suite de la situation sécuritaire qui se vit dans ces régions tuant des centaines de personnes chaque jour et empêchant l'accès aux zones rurales. Cette crise anglophone au Cameroun a un grand impact sur tous les domaines tant sur l'éducation, la santé, la sécurité, que la sécurité alimentaire. Actuellement aucun projet concret qui nécessite la descente sur le terrain ne peut

être fait par peur de se faire kidnapper ou tuer, et même l'aide alimentaire ne peut pas arriver dans des villages laissant la population qui n'a pas pu se déplacer mourir de faim.

Quelques propositions de solutions

La véritable cause de l'insécurité alimentaire dans ces deux régions provient du conflit sociopolitique qui y persiste depuis pratiquement 6 ans déjà. L'état devrait à la vue de cette persistance mettre sur pieds des mesures pour palier à l'insécurité alimentaire. Contrairement à la région de l'extrême Nord dont l'insécurité alimentaire est liée non seulement au conflit de Boko Haram, mais aussi aux conditions climatiques extrêmes, les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest présentent une bonne situation agro climatique avec un climat très favorable à l'agriculture.

Le rapport publié par la FAO en 2017 qui fait le lien entre les conflits et l'insécurité alimentaire mondiale grandissant, montre que la gravité de l'insécurité alimentaire dans les zones conflictuelles d'un pays dépend fortement du fait que les moyens d'existence et l'économie soient fortement tributaires de l'agriculture, car les effets se font ressentir toute de suite le long de la chaîne de valeur alimentaire (production, récolte, transformation, transport, et commercialisation) (FAO/PAM/FIDA/OMS/UNICEF, 2017). L'agriculture étant à 70% familiale au Cameroun et encore plus dans les zones rurales, nous pouvons clairement dire que ces deux régions sont fortement impactées aujourd'hui parce que les moyens d'existence des populations étaient liés à l'agriculture. L'Etat devrait donc développer des solutions adaptées à la situation conflictuelle de ces régions. En occurrence,

- ✚ Penser à y développer d'autres moyens d'existence comme les aides alimentaires hebdomadaires qui peuvent améliorer l'insécurité alimentaire dans ces régions, ceci n'est possible qu'avec l'aide des forces de l'ordre camerounaises ;
- ✚ Instaurer la paix pour limiter la gravité de la situation ;
- ✚ Mettre sur pieds des centres d'accueil ou des organisations locales qui vont accueillir les déplacés internes dans les régions voisines et mettre sur pieds un dispositif d'aide alimentaire et financière ;
- ✚ Améliorer la gestion institutionnelle de la sécurité alimentaire, car selon la FAO en 2027, la gravité de la faim et de la malnutrition dans les zones conflictuelles sont dues au fait de la faible capacité institutionnelle et/ou des événements climatiques néfastes. Or les régions du Nord-ouest et Sud-ouest ne subissant pas d'évènements climatiques,

la cause principale de l'augmentation de la faim reste la défaillance institutionnelle qui devrait donc être améliorée par l'Etat.

II.2) Analyse Spatio-Temporelle du Suivi de La Sécurité alimentaire Au Cameroun

Un meilleur suivi de la sécurité alimentaire dans un pays impliquerait la prise en compte de plusieurs aspects (spatial, temporel, de coordination et des piliers de sécurité alimentaire). Tous ces aspects doivent être combinés dans le suivi national de la sécurité alimentaire dans un Etat.

a) Analyse spatiale

Après analyse des structures d'intervention dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun, on constate que le suivi de l'insécurité alimentaire au Cameroun est beaucoup plus accentué dans certaines régions que dans d'autres. Les régions de l'extrême Nord et de l'Est sont les régions prioritaires au suivi de la sécurité alimentaire alors que de nos jours, on observe une nette amélioration du niveau d'insécurité alimentaire dans ces régions (Fews Net, 2022). On observe aussi l'absence de suivi opérationnel dans les régions comme l'Adamaoua, le Sud qui représentent quand même des régions en phase de stress (phase 2) selon l'analyse de l'IPC. Dans les régions anglophones, on constate que le gouvernement et les ONG internationales ont quand même mené des actions opérationnelles comme l'aide alimentaire, l'aide financière, pour les populations en crise, mais ces actions s'avèrent insuffisantes, car d'après l'analyse de l'IPC du Fews-Net et du Hungermap, la sécurité alimentaire dans ces deux régions continue de se détériorer (Fews Net, 2022). Ceci pourrait peut-être s'expliquer par les problèmes sécuritaires dont sont victimes ces régions de la zone anglophone. On ne sait donc pas vraiment aider les populations rurales qui sont déjà en phase 3 correspondant à la phase de crise selon les analyses de l'IPC en mai 2022.

La figure 16 montrant le suivi spatial de la sécurité alimentaire permet de voir clairement que le suivi de l'insécurité alimentaire au Cameroun est totalement fonctionnel dans l'extrême Nord et dans l'Est du pays et beaucoup moins que dans les autres régions. La preuve c'est que d'après le Fews-Net en 2022, la situation d'insécurité alimentaire s'améliore dans ces régions et se détériore dans la zone anglophone.

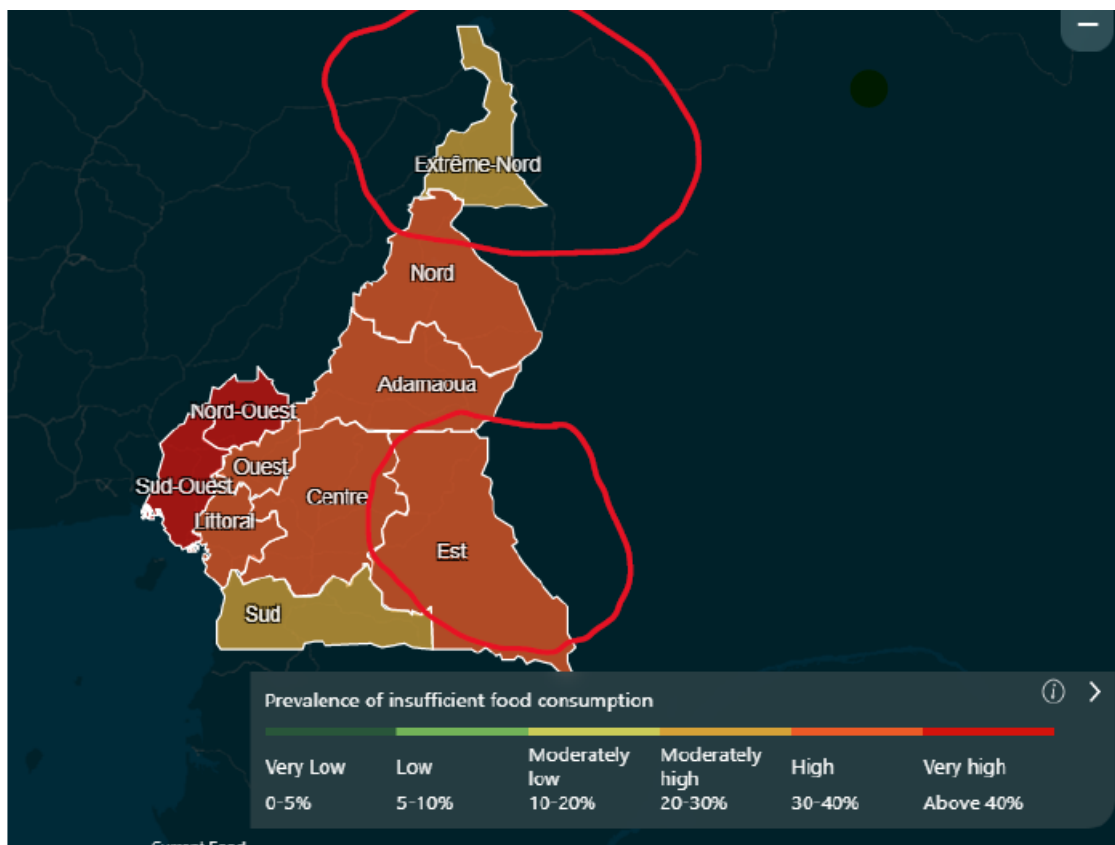


Figure 18 : suivi spatial de la sécurité alimentaire (source : Hungermap live du 06/08/2022)

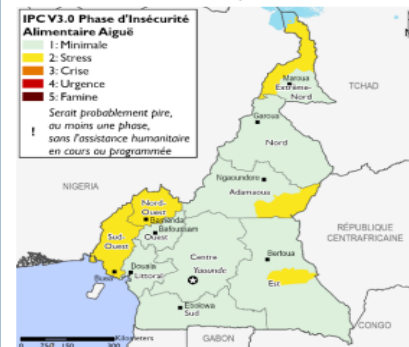


La sécurité alimentaire s'améliore dans la région de l'Extrême-Nord mais se détériore dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

MESSAGES CLÉ

- Les récoltes sèches en octobre dans la région de l'Extrême-Nord améliorent la sécurité alimentaire des ménages pauvres, notamment dans le Mayo Tsanaga, Mayo Sava et Logone-et-Chari, localités touchées par les insurgés. Les ménages pauvres ont accès au sorgho, le millet et le maïs, et les revenus provenant de la vente des récoltes améliorent leur accès à d'autres produits alimentaires achetés sur les marchés. Cependant, la production agricole a été inférieure à la moyenne, comme c'est le cas depuis plusieurs années, ce qui a entraîné une baisse des stocks et des revenus provenant de la vente des récoltes. En conséquence, ces ménages pauvres vont faire face à des situations de Stress (Phase 2 de l'IPC) Jusqu'en mai 2022. Des situations de Crise (phase 3 de l'IPC) pourraient émerger en Mars 2022 dans le Logone-et-Chari et le Mayo Sava, où la production a été nettement inférieure à la moyenne.
- La sécurité alimentaire se détériore pour la plupart des ménages pauvres du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, car ils ont épuisé plus tôt que d'habitude leurs stocks au départ inférieurs à la moyenne. L'aide humanitaire parvient à certains ménages, mais des quantités relativement faibles par rapport aux besoins. Il est probable que les ménages pauvres vont faire face à des situations de Crise (phase 3 de l'IPC) jusqu'en mai 2022 pour les départements de Momo, Lebalem, Meme et Menchum où la production a été relativement faible par rapport aux autres départements et l'assistance alimentaire limitée à cause de l'inaccessibilité. Cependant, en raison d'une légère amélioration localisée de la production par rapport à la saison dernière dans le reste des départements, les stocks des ménages devraient continuer à soutenir une consommation alimentaire adéquate et des revenus minimalement adéquats jusqu'en janvier 2022 ce qui les maintient en Stress (Phase 2 de l'IPC), après les ménages passeront en Crise (Phase 3 de l'IPC) jusqu'au pic de la période de soudure en mai 2022.

Sécurité alimentaire courante, octobre 2021



Source: FEWS NET

FEWS NET classification is IPC-compatible. IPC-compatible analysis follows key IPC protocols but does not necessarily reflect the consensus of national food security partners.

b) Analyse temporelle

Le tableau 3 présente la fréquence de publication des bulletins/rapports des structures et outils d'intervention sur le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun.

Le suivi temporel de la sécurité alimentaire permet d'avoir un aperçu de la situation de manière constante. Après analyse des publications sur le suivi de la sécurité alimentaire des structures d'intervention, on constate que la publication des articles ou des rapports d'activité des structures d'intervention n'est pas faite de façon coordonnée. C'est chaque organe qui définit sa fréquence de publication. La structure étatique en collaboration avec les organismes des Nations unies effectue les enquêtes deux fois par an, mais la publication est faite de façon annuelle. Par exemple, la publication d'avril 2021 correspond aux données de septembre 2020. Cette fréquence de publication faite par le PNVRSA correspond tout à fait à la fréquence de publication des organismes des Nations unies (FAO, PAM, UNICEF, OMS) qui publient de façon annuelle l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (FAO, 2020a).

Le Few's Net en revanche, d'après sa méthodologie, fait de l'analyse perspective pour les six prochains mois à venir (Février-Septembre et octobre à mai).

L'ONG internationale Action Contre La Faim quant à elle est très régulière dans ses publications qui sont faites de façon mensuelle même si elles ne concernent que la région de l'Extrême Nord, cela permet d'avoir un regard constant sur l'évolution de la situation. Si chaque organisme adoptait cette fréquence de publication, cela permettrait d'avoir un meilleur suivi de la situation nationale.

L'ONG nationale SAILD produit des rapports annuels sur l'avancée des activités du projet en cours même si ces rapports ne concernent que les régions de l'Extrême Nord et de l'Est pour ce qui est de la lutte contre la faim.

Le Cadre Harmonisé d'après sa méthodologie, publie des articles de façon semestrielle pour la situation courante et projetée.

Tableau 5 : Fréquence de publication des bulletins de suivi

Organes d'intervention	Fréquence de publication
PNVRS	Annuelle
Fews Net	Semestrielle
ONG internationale (ACF)	Mensuelle
ONG nationale (SAILD)	Annuelle
Cadre Harmonisé	Semestrielle

c) Coordination entre structures d'intervention

La sécurité alimentaire est un état d'équilibre plus ou moins stable qui exige la convergence de conditions relevant d'actions menées dans des domaines extrêmement divers. La recherche de cet équilibre au niveau global, et de la pérennité de ses bases, constitue le domaine de la politique alimentaire, dont le défi se trouve dans la coordination (ou au moins la cohérence) des politiques et stratégies sectorielles.

Au Cameroun, le constat est clair, aucun organisme ne coordonne le suivi ou les activités opérationnelles de la sécurité alimentaire. Les interventions sont faites de façon anarchique, car plusieurs structures présentent les mêmes domaines d'intervention et dans les mêmes régions. Ce constat peut s'expliquer par le fait que, le Cameroun a défini une politique de gestion de la sécurité alimentaire qui ne lui permet pas de coordonner les activités des structures d'intervention sur le terrain. D'après le plan stratégique du PAM, en collaboration avec le plan national de développement du Cameroun 2020-2030, les stratégies définies font référence aux aides alimentaires qui seront apportées aux populations touchées par la crise et aux petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire touchés par le changement climatique pour améliorer la résilience (PAM, 2022). Cependant une certaine collaboration existe quand même entre toutes ces structures d'intervention.

La figure 18 présente la collaboration entre les structures d'intervention du suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun. On constate que les structures étatiques et particulièrement le PNVRS travaillent en partenariat avec toutes les autres structures opérationnelles (FAO, PAM, ONG internationales et nationales, FewsNet et même les populations locales). À la fin des activités d'enquêtes effectuées par ces derniers, les données sont utilisées par le CILSS pour l'analyse à travers l'outil Cadre Harmonisé.

Les ONG internationales, en dehors d'être partenaire technique dans les activités de suivi, elles font aussi la promotion des actions décentralisées ainsi que le financement des activités des ONG nationales.

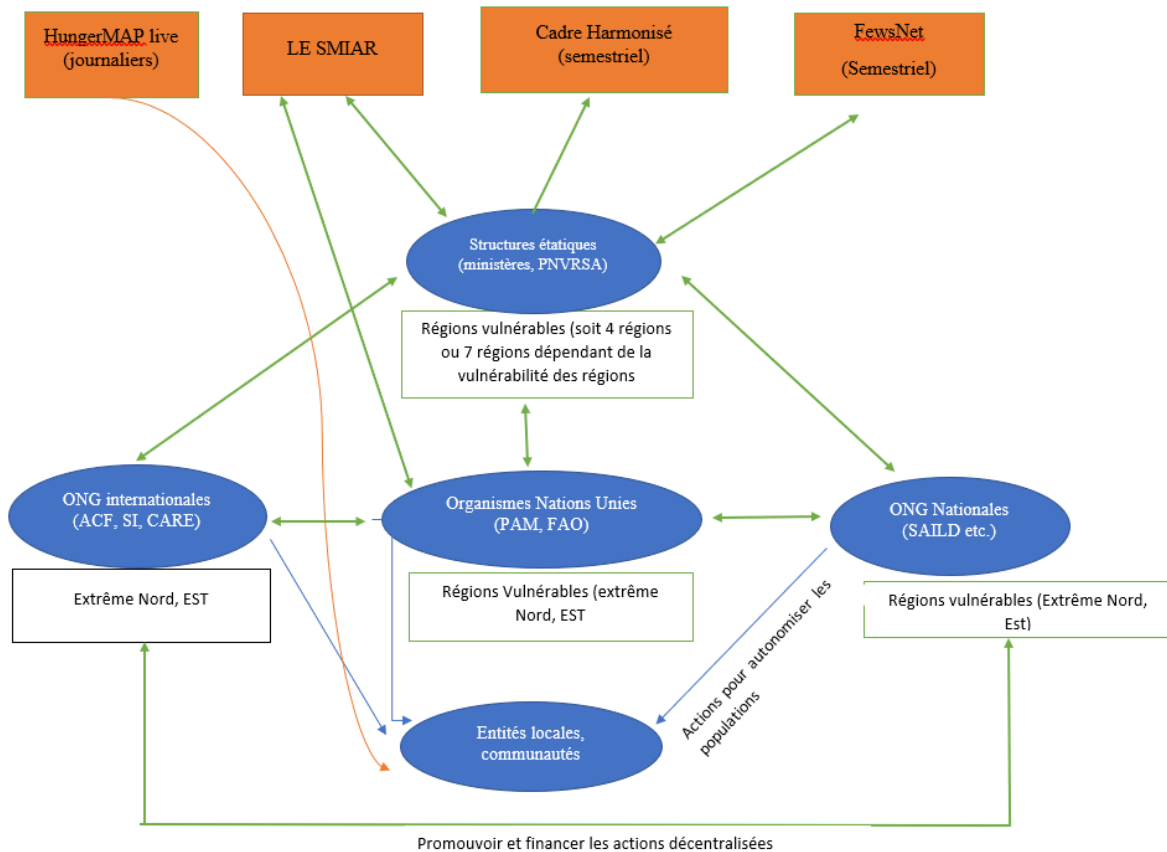


Figure 19 : collaboration entre les structures d'intervention

Sur cette figure, on remarque l'absence d'intervention des structures dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest malgré qu'elles aient un niveau d'insécurité alimentaire élevé, ceci à cause de la crise sécuritaire qui sévit dans cette partie du pays.

d) Composantes de la sécurité alimentaire prises en compte dans le suivi de la sécurité alimentaire

D'après l'USAID en 1992 et la FAO en 2009, tous les piliers sont importants pour atteindre la sécurité alimentaire et aucun n'a la priorité par rapport à l'autre. De ce fait, pour un meilleur suivi de la sécurité alimentaire, il serait judicieux de prendre en compte toutes ses composantes (disponibilité, accessibilité, utilisation, et stabilité) comme le suggèrent ces deux organismes.

La figure 19 montre les différentes composantes prises en compte dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun. On remarque que les piliers de la disponibilité, accessibilité, et

utilisation sont pris en compte dans le suivi opérationnel alors que seules la disponibilité et l'accessibilité sont prises en compte dans le suivi scientifique. Le pilier de la stabilité n'est pas pris en compte, ce qui constitue une énorme défaillance dans le suivi, car le pilier de la stabilité est tout aussi important que les autres.

La stabilité indique la capacité d'un pays à faire face aux chocs économiques, sociaux et sécuritaires au niveau national ainsi que sa capacité de résilience aux catastrophes naturelles. Ne pas considérer ce pilier dans le suivi constitue donc une énorme faille.

Le Cameroun actuellement fait face à un conflit sociopolitique dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, ce qui empêche les structures d'intervention de mener leurs actions dans lesdites régions. L'une des solutions, afin de prendre en compte le pilier de la stabilité, serait l'implication du ministère de la Défense dans la gestion de la sécurité alimentaire. En effet, ce ministère peut créer en son sein, un département qui va jouer le rôle de tampon en situation de crise sécuritaire comme c'est le cas dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest dans le but d'apporter les aides alimentaires aux populations impactées. La figure 19 fait le récapitulatif des composantes prises en compte dans le suivi de la SA au Cameroun.

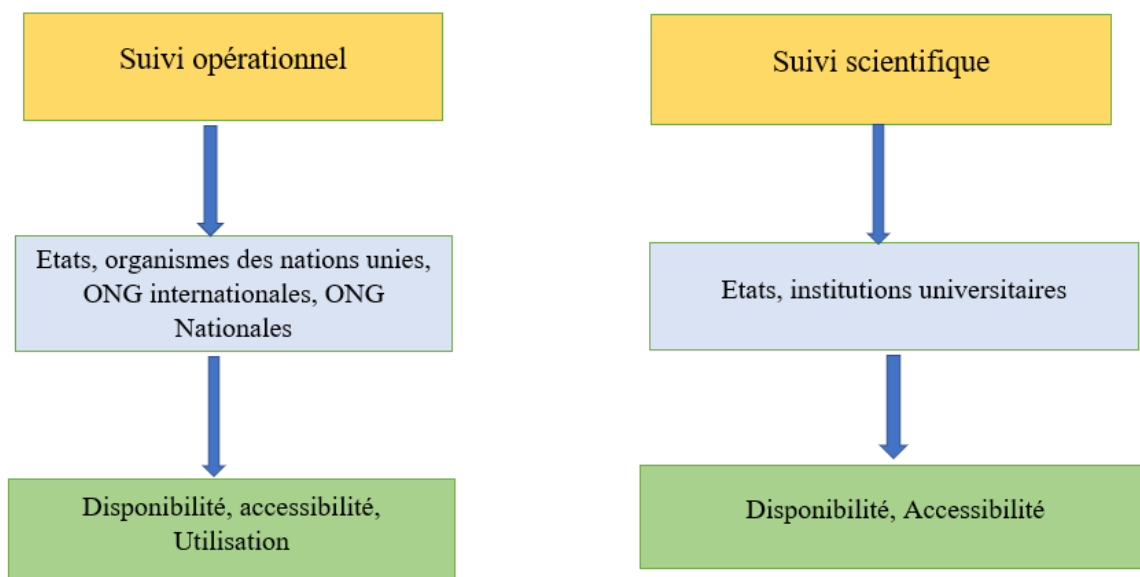


Figure 20 : composantes prises en compte dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun

e) **Système de suivi proposé pour un meilleur suivi de la sécurité alimentaire**

Au regard ce qui précède, nous pouvons dire qu'au Cameroun, il existe bien un système de suivi de la sécurité alimentaire qui est mis en place même s'il présente quelques défaillances. Ce système est établi en concordance avec les stratégies du PAM qui favorise l'intervention dans les zones de crises. Ce qui est plutôt appréciable comme stratégie. Cependant, vu que

l'insécurité alimentaire sévit aussi dans d'autres régions, nous proposons un système de suivi qui prend en compte les défaillances observées dans le but d'améliorer le système en place.

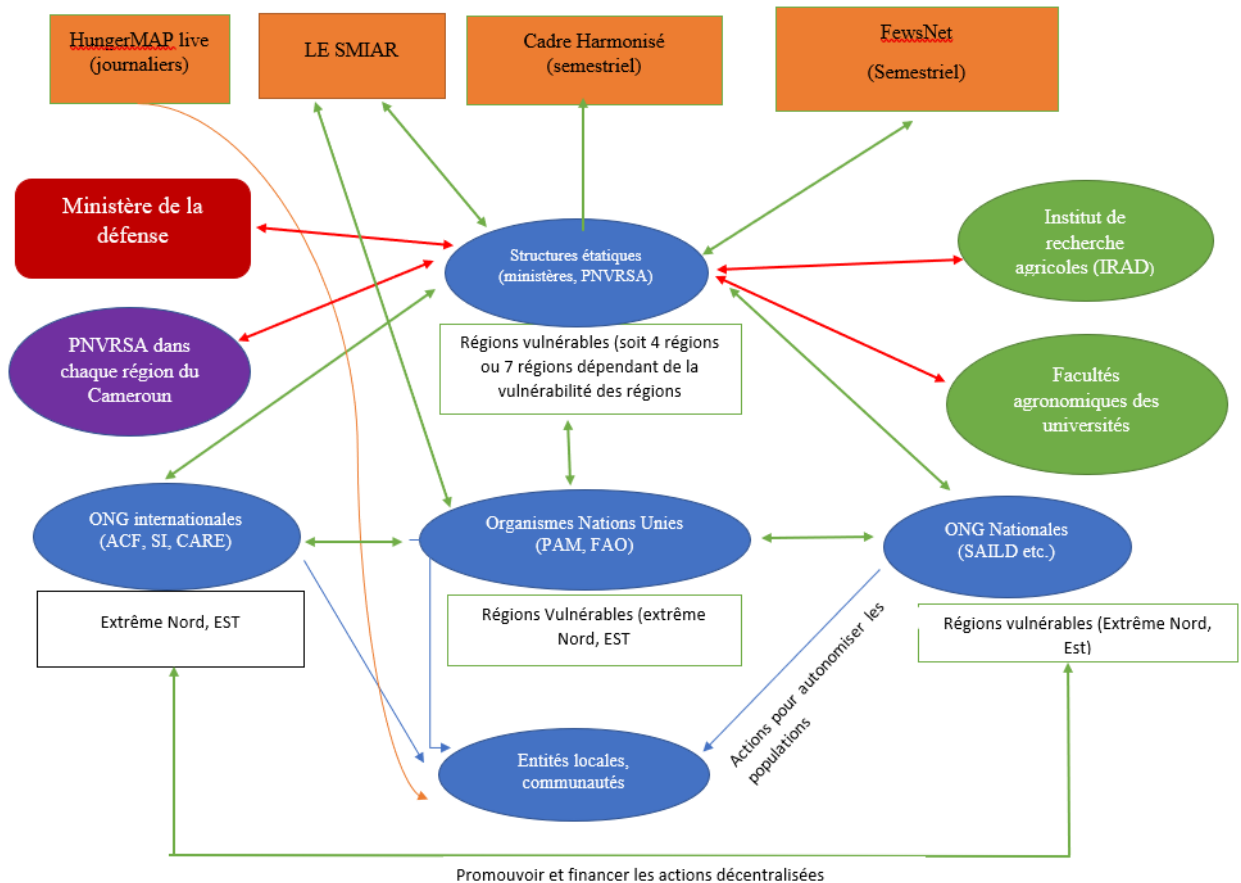


Figure 21 : Système de suivi proposé

Dans cette figure nous proposons l'amélioration du système en mettant sur pied

- ✓ Une structure de coordination nationale qui est le PNVRSA qui va coordonner toutes les activités des structures d'intervention en définissant les domaines d'intervention de chaque structure. Ce PNVRSA sera constitué de tous les représentants des autres ministères du Cameroun, car l'implication de tous les ministères est primordiale dans la gestion de la sécurité alimentaire. Il peut aussi jouer le rôle de cellule nationale d'analyse du CH comme le préconise le CILSS.
- ✓ Le PNVRSA régional qui va coordonner les activités régionales des ONG nationales, encourager et aider les ONG à s'installer et à mener des actions dans toutes les régions, définir les activités opérationnelles et collecter les données en fonction du contexte de la région concernée. Ces données collectées seront envoyées au niveau national et permettront d'avoir un regard constant sur l'évolution de la situation.

- ✓ Une collaboration forte entre les institutions de recherche et facultés universitaires agronomiques et les structures d'intervention opérationnelles et plus encore avec le PNVRSA.
- ✓ Un département au sein du ministère de la Défense qui va s'impliquer dans le suivi de la sécurité alimentaire en y mettant de la sécurité dans les régions de conflits et en trouvant des stratégies ou des moyens de dialogue dans ces régions, ceci dans le but de favoriser l'apport des aides alimentaires aux populations les plus défavorisées.

CONCLUSION

La sécurité alimentaire est un domaine complexe qui requiert un suivi multidimensionnel et fonctionnel. Son suivi a évolué depuis les années 1970 avec des analyses centrées sur les indicateurs de productions alimentaires et des marchés vers la prise en compte des indicateurs axés sur les différents piliers de la sécurité alimentaire.

Le Cameroun est un pays de l'Afrique Centrale dont la région de l'Extrême Nord est connue comme celle qui subit le plus les aléas du réchauffement climatique. Le reste des régions présente un climat favorable à l'agriculture. Cependant, malgré cette fertilité des terres, il présente des problèmes d'insécurité alimentaire allant jusqu'à la phase 3 correspondant à la phase de crise selon les analyses de l'IPC.

Pour pallier cette situation, plusieurs outils sont utilisés et plusieurs structures d'intervention mènent des actions dans les régions vulnérables afin de réduire le niveau de vulnérabilité des populations. Pour une meilleure efficacité, un système de suivi des activités devient donc important à mettre sur pieds. D'où l'importance de cette étude dont l'objectif consistait à analyser le système de suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun et proposer des améliorations. Il en ressort que :

- Plusieurs structures interviennent dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun. Il s'agit notamment des structures étatiques, des organisations des nations unies, des ONG internationales et nationales. Ces structures interviennent depuis plusieurs années majoritairement dans les régions de l'extrême Nord et de l'Est et collaborent quant à la mise en œuvre de certaines activités.
- Les outils utilisés dans le suivi sont le Cadre Harmonisé, le FewNet, le HungerMap et le SMIAR. Ces outils se réfèrent aux données fournies par l'organe étatique et respectent une certaine fréquence de publication des rapports/articles.
- Pour ce qui est de la recherche scientifique, un organisme d'état (IRAD) a la charge de l'amélioration des cultures, des semences et de la sélection variétale. Plusieurs universités sont aussi à pied d'œuvre dans l'amélioration des techniques agricoles et de la recherche pour l'amélioration de la productivité comme c'est le cas pour la FASA.

En somme, le suivi de la sécurité alimentaire tel qu'effectué actuellement au Cameroun est appréciable, mais présente quelques défaillances au niveau de l'aspect spatial, de coordination et de la prise en compte des composantes de la sécurité alimentaire.

Nous recommandons donc au Cameroun de mettre sur pied une structure qui va non seulement coordonner les activités opérationnelles et scientifiques de la sécurité alimentaire, mais aussi définir un plan d'activités qui va cadrer les domaines d'action et région d'intervention des différentes ONG nationales et internationales. Il doit aussi mener des actions de surveillance de la sécurité alimentaire dans toutes les régions et définir une fréquence de publication des rapports pour chaque structure d'intervention dans les régions.

PERSPECTIVES

Pour la suite du travail, connaissant déjà l'état des lieux du suivi de la sécurité alimentaire au Cameroun, nous proposons de :

- Mettre sur pied un outil d'analyse propre au Cameroun qui va tenir compte de son contexte conflictuel et agro climatique ;
- Mettre sur pied un outil de prévision de rendement des cultures en tenant compte des aspects sociaux et économiques qui va permettre de mieux faire face à l'insécurité alimentaire au Cameroun.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ACF&PAM. (2012). ACF-PAM Reflexion sur Les Methodes D'Analyse et de Ciblage en Securite Alimentaire en Afrique de L'Ouest| Sécurité alimentaire | Vulnérabilité (Informatique). Scribd. <https://fr.scribd.com/document/209326848/ACF-PAM-Reflexion-Sur-Les-Methodes-d-Analyse-Et-de-Ciblage-en-Securite-Alimentaire-en-Afrique-de-l-Ouest>

Banque Mondiale. (2020). Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)—Cameroon | Data. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=CM>

Caccavale, O. M., & Giuffrida, V. (2020). The Proteus composite index : Towards a better metric for global food security. *World Development*, 126, 104709. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104709>

Campos et al., D. (2014). 19—Emergent Risks and Key Vulnerabilities. 61.

Care International. (2018). RESILAC : Un projet régional pour le lac Tchad. CARE International. <https://www.care-international.org/news/resilac-un-projet-regional-pour-le-lac-tchad>

CILLS. (2022). Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe courante en mars-mai 2022 et projetée en juin-août 2022.

CILSS. (2014a). Identification et analyse des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest—Manuel d'utilisation-Mali. <https://reliefweb.int/report/mali/identification-et-analyse-des-zones-risque-et-des-populations-en-ins-curit-alimentaire>

CILSS. (2014b). Identification et analyse des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest—Manuel d'utilisation-Mali |. <https://reliefweb.int/report/mali/identification-et-analyse-des-zones-risque-et-des-populations-en-ins-curit-alimentaire>

CILSS. (2019). Cadre harmonisé – manuel version 2.0. <https://www.food-security.net/document/cadre-harmonise-manuel-version-2-0/>

CILSS/CEDEAO/UEMOA. (2019). Manuel du Cadre Harmonisé (CH)—Google Drive. <https://drive.google.com/drive/folders/1Wa-gvKXAkXSqdVZROXvWpAl2cFGD-xR5>

Climat Cameroun : Températures, précipitations, quand partir, que mettre dans la valise. (s. d.). Consulté 10 juillet 2022, à l'adresse <https://www.climatsetvoyages.com/climat/cameroun>

Dilley, M., & Boudreau, T. (2001). Coming to Terms with Vulnerability : A Critique of the Food Security Definition. *Food Policy*, 26, 229-247. [https://doi.org/10.1016/S0306-9192\(00\)00046-4](https://doi.org/10.1016/S0306-9192(00)00046-4)

Embassy of the Republic of Cameroon in Japan. (2018). Découvrir le Cameroun | Embassy of Cameroon. <http://cameroon-embassy-jp.org/fr/discover-cameroon/>

ENSPM. (s. d.). ENSPM - Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua. Consulté 19 août 2022, à l'adresse <http://www.enspm.univ-maroua.cm/departement/1/Agriculture,%20Elevage%20et%20Produits%20D%C3%A9riv%C3%A9s%20AGEPD%29>

ESSIMI BILOA, C. (2010). L'insécurité alimentaire dans la région du Nord au Cameroun : Représentations sociales, stratégies de lutte et enjeux—Alain Christian ESSIMI BILOA. *Memoire Online*. <https://www.memoireonline.com/06/12/5979/Linsecurite-alimentaire-dans-la-region-du-Nord-au-Cameroun-representations-sociales-strate.html>

Etudiants du Monde. (s. d.). Terres cultivées @ Pays du Monde. Consulté 10 juillet 2022, à l'adresse <https://studentsoftheworld.info/infopays/rankfr/cultures2.html>

FAO (Éd.). (2012). IPC cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire : Manuel technique version 2.0 preuves et normes pour de meilleures décisions en sécurité alimentaire.

FAO. (2018a). Le Cameroun et la FAO.

FAO. (2018b). Le Cameroun et la FAO Partenariat en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

FAO. (2020a). L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde—2021 | FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://doi.org/10.4060/CB4474FR>

FAO. (2020b). SMIAR - Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://www.fao.org/gIEWS/fr/>

FAO. (2022a). Alliance contre la faim et la malnutrition (ACFM) | Cohérence des réponses en matière de sécurité alimentaire : Intégration du droit à l'alimentation dans les initiatives internationales et régionales relatives à la sécurité alimentaire | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://www.fao.org/in-action/right-to-food-global/global-level/aahm/fr/>

FAO. (2022b). Informations générales | SMIAR - Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://www.fao.org/giews/background/fr/>

FAO. (2022c). Qu'est ce que l'IPC?

FAO. (2022d). Rapport mondial sur les crises alimentaires : L'insécurité alimentaire aigüe atteint de nouveaux sommets. Newsroom. <https://www.fao.org/newsroom/detail/global-report-on-food-crises-acute-food-insecurity-hits-new-highs/fr>

FAO/PAM/FIDA/OMS/UNICEF. (2017). L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire.

Fews Net. (2012). DÉVELOPPEMENT DE SCÉNARIOS L'augmentation de la fiabilité de l'analyse de la sécurité alimentaire.

Fews-Net. (2018). Scenario Development for Food Security Early Warning.

FICR. (2005). Comment évaluer la sécurité alimentaire ? Guide pratique pour les sociétés nationales africaines.

Gouvernement du Canada, S. C. (2021). 3.2.2 Échantillonnage probabiliste. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/edu/power-pouvoir/ch13/prob/5214899-fra.htm>

IRAD. (2021). IRAD - Institut de Recherche agricole pour le Développement. IRAD - Institut de Recherche agricole pour le Développement. <https://irad.cm/index.php/fr/>

Jacques Arnauld. (s. d.). Sécurité alimentaire des familles : Rôle des ONG en Amérique latine 1. Consulté 24 juillet 2022, à l'adresse <https://www.fao.org/3/u8050t/u8050t05.htm>

Kamerpower. (2016). MINEP : Cameroun ministère de l'Environnement Cameroun. KamerpowerTM. <https://kamerpower.com/fr/minep-minepedd-cameroun-ministere-de-lenvironnement-cameroun/>

Kinet, J. (2019). L’outil Cadre Harmonisé comme mesure de l’insécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin : Application, limites actuelles et apports potentiels de l’imagerie satellitaire dans l’identification des zones vulnérables. 195.

Maxwell, S. (1996). Food security : A post-modern perspective. *Food Policy*, 21(2), 155-170. [https://doi.org/10.1016/0306-9192\(95\)00074-7](https://doi.org/10.1016/0306-9192(95)00074-7)

MINADER. (2016, juin 20). MINADER - MISSIONS. <https://www.minader.cm/index.php/le-minader/>

MINCOMMERCE. (s. d.). Document ministère du Commerce. Consulté 23 juillet 2022, à l’adresse <https://www.mincommerce.cm/fr/documents/3328>

MINEPIA. (2022). NOUS Y SOMMES. Minepia. <https://www.minepia.cm/actualites/savi-2022-nous-y-sommes/>

Ministère français de l’Agriculture, de l’Agroalimentaire et de la forêt. (2015). Les politiques agricoles à travers le monde, quelques exemples.

Ngom, E., Ndjogui, E., Nkongho, R., Iyabano, A., Levang, P., III, L., & Feintrenie, L. (2014). Diagnostic du secteur éléicole au Cameroun. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.1163.6569>

Njiembokue, O. G. N. (2021). Insécurité alimentaire et stratégies d’adaptation dans les régions de l’Extrême-Nord et de l’Est du Cameroun.

ONU. (2018). Objectif 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l’agriculture durable. Développement durable. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/hunger/>

PAM, N. A. (2022). Plan stratégique pour le Cameroun (2022–2026). 43.

PAM/FAO/FIDA. (2022). La faim en Afrique de l’Ouest atteint un niveau record en dix ans alors que la région est confrontée à une crise sans précédent exacerbée par le conflit russo-ukrainien—World | ReliefWeb. <https://reliefweb.int/report/world/la-faim-en-afrique-de-louest-atteint-un-niveau-record-en-dix-ans-alors-que-la-r-gion>

PAM/PNVRSA/FAO. (2021). Enquête nationale sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle, République du Cameroun.

PAM/UNHCR. (2008). Directives pour mission d’évaluation conjointe HCR/PAM.

PNUD, R. P. C. G. (2021, juillet 29). Le Cameroun dans les classements mondiaux de développement humain.

<https://cameroun-muntunews.com/le-cameroun-dans-les-classements-mondiaux-de-developpement-humain/>

PNVRS/FAO/ACF/SI. (2021). Suivi de la sécurité alimentaire bulletin No 5, République du Cameroun (Juillet 2021, données de Février-Mars 2021)—Cameroon. <https://reliefweb.int/report/cameroon/suivi-de-la-s-curit-alimentaire-bulletin-no-5-r-publique-du-cameroun-juillet-2021>

SAILD. (2020). Rapport annuel.

Scaramozzino, P. (2006). Measuring Vulnerability to Food Insecurity.

SEYE, M. R., DIALLO, M., GUEYE, B., & CAMBIER, C. (2021). Communications Network Systems for White Spot Areas. <https://doi.org/10.18713/JIMIS-120221-8-3>

Subsol, S. (2019). Évolutions du suivi de la sécurité alimentaire depuis 2008 : Le cadre harmonisé - Inter-réseaux. <https://www.inter-reseaux.org/>. <https://www.inter-reseaux.org/publication/n76-dix-ans-apres-2008-lafrique-de-louest-est-elle-mieux-preparee-face-aux-crisis-alimentaires/evolutions-du-suivi-de-la-securite-alimentaire-depuis-2008-le-cadre-harmonise/>

Université Yaoundé I. (2017). Le Département de Biologie et Physiologie végétales – Faculté des Sciences. <https://facsciences.uy1.cm/le-departement-de-biologie-et-physiologie-vegetales/>

ANNEXES

Annexe 1 : Bulletin de suivi de la sécurité alimentaire de Fews Net



CAMEROON Perspectives sur la sécurité alimentaire

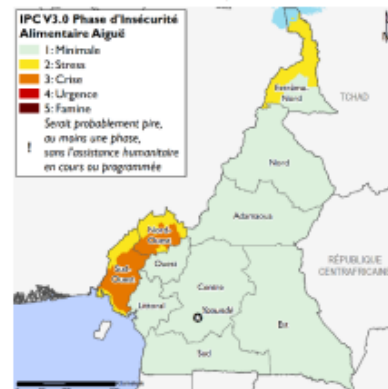
Février à Septembre 2020

En dépit d'une production moyenne, insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) dans les régions anglophones

MESSAGES CLÉS

- La majorité des ménages pauvres dans le pays sont en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC), disposant de stocks issus de leur propre production pour avoir une alimentation typique jusqu'en mars. Ils traverseront une période de soudure typique en attente des récoltes estimées moyenne en juillet.
- Néanmoins, dans les départements de forte présence de PDI ou de réfugiés (régions de l'Ouest et de Adamaoua) et les arrondissements de l'Extrême-Nord victimes des inondations et des pillages de Boko Haram, la dégradation de l'accès alimentaires et des revenus pousseront les ménages pauvres à adopter des stratégies de Stress (Phase 2 de l'IPC) entre février et mai. Entre juin et septembre, les premières récoltes contribueront à l'amélioration de la consommation dans les régions de l'Ouest et de l'Adamaoua, dans l'Extrême-Nord par contre, la situation de stress va persister durant toute la période.
- Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en conflits, l'épuisement précoce des stocks des ménages dès février, l'accès limité aux champs et la baisse du pouvoir d'achat face au niveau élevé des prix dans les centres urbains continueront d'exposer les ménages défavorisés à l'insécurité alimentaire aigue Crise (Phase 3 de l'IPC) entre février et septembre. La persistance du conflit entrainera pour la quatrième saison consécutive une baisse des productions des ménages et de leurs moyens d'existence.

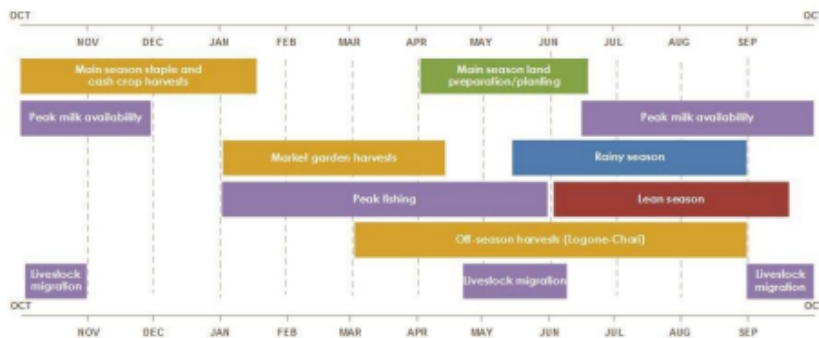
Sécurité alimentaire courante, février 2020



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE/EXTREME NORD



FEWS NET Mali
fewsinquiry.mali@fews.net
www.fews.net/fr/mali

L'activité du FEWS NET est financée par l'USAID. Les points de vue exprimés par les auteurs de la présente publication ne reflètent pas forcément le point de vue de l'Agence américaine pour le développement international ou du gouvernement des États-Unis d'Amérique.



Annexe 2 : Bulletins de suivi de la sécurité alimentaire du PNVRSA



SUIVI DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, Bulletin Nr. 4

République du Cameroun (Octobre 2020, Données de Février 2020)

PRINCIPAUX RESULTATS

- L'insécurité alimentaire est accentuée au Nord-Ouest (16%), Est (14%), Ouest (9%) et Sud-Ouest (8%).
- Respectivement 29% et 25% de ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Est.
- Dans les régions de la façade Ouest, 45% de ménages ont utilisé des stratégies basées sur les moyens d'existence pour répondre à un manque de nourriture, généralement la dépense de l'épargne.
- Dans les régions du Nord-Ouest et de l'Est, près de 15% de ménages sont vulnérables sur le plan économique, au moins 65% de leurs dépenses étant consacrées aux aliments.
- A l'Extrême-Nord et au Nord-Ouest, environ un cinquième des ménages dirigés par une femme sont en insécurité alimentaire, soit respectivement 22% et 20% des ménages, contre 9% et 14% de ceux dirigés par un homme.
- La crise socio-politique qui sévit sur la façade Ouest du pays continue en particulier de fragiliser les moyens d'existence des populations les rendant vulnérables à l'insécurité alimentaire.

CONTEXTE

Dans le cadre du système de surveillance de la sécurité alimentaire (FSMS) au Cameroun, une enquête a été réalisée du 14 et 23 février 2020 par le PNVRSA, en collaboration avec le PAM la FAO, ACF et SI. Cette enquête s'est déroulée dans un contexte post-récolte du second cycle dans la zone soudano-sahélienne et de préparation des sols dans les autres zones couvertes, ainsi que de début de pandémie de COVID-19 au niveau global. Ce bulletin se concentre sur l'évolution des principaux indicateurs de sécurité alimentaire utilisés lors de l'analyse Cadre Harmonisé de Mars 2020.

A la différence des FSMS de 2018 et 2019 qui ne couvraient que quatre régions (Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Nord), ce FSMS couvre sept régions et exploite aussi les données collectées dans le cadre du Projet de Renforcement du Système National de surveillance d'Alerte Précoce (PRESNAP) mis en place par ACF/SI/FAO dans la région de l'Extrême-Nord. Pour les quatre régions traditionnellement couvertes par le FSMS (façade Nord/Est), les résultats de février 2020 sont comparés avec ceux des années précédentes tandis que pour les trois nouvelles régions (façade Ouest), les résultats se focaliseront sur les données de février 2020. Au total, 6,464 ménages ont été enquêtés en 2020, contre environ 2,300 lors des deux FSMS précédents (Table 1) et des discussions de groupes ont également été conduites avec les populations de différentes communautés et marchés.

	Période de collecte des données		
	02.2018	02.2019	02.2020
Adamaoua	510	507	686
Est	492	448	585
Extrême-Nord	921	924	1,168
Nord	449	420	676
Façade Nord/Est	2,372	2,299	3,115
Nord-Ouest	0	0	1,050
Ouest	0	0	1,251
Sud-Ouest	0	0	1,048
Façade Ouest	0	0	3,349

Table 1 : Nombre de ménages couvert lors des FSMS (Cameroun, 2018-2020)

| Bulletin FSMS Cameroun, Nr. 4 (2020)



SUIVI DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, Bulletin Nr. 5

République du Cameroun (Juillet 2021, Données de Février-Mars 2021)

PRINCIPAUX RESULTATS

- L'insécurité alimentaire est accentuée dans les régions du Nord-Ouest (44%), du Sud-Ouest (41%), du Littoral (36%), de l'Est (32%) et de l'Ouest (32%).
- 42% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite, allant jusqu'à 55% au Nord-Ouest, 50% au Littoral, 49% au Sud-Ouest et 48% à l'Ouest.
- Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, environ un ménage sur deux a utilisé des stratégies basées sur les moyens d'existence pour répondre à un manque de nourriture, comme la dépense de l'épargne.
- Dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est, près de 40% de ménages sont vulnérables sur le plan économique et consacrant au moins 65% de leurs dépenses aux aliments.
- Dans les régions du Nord et au Sud-Ouest, respectivement 40% et 47% des ménages dirigés par une femme sont en insécurité alimentaire, contre respectivement 23% et 39% de ceux dirigés par un homme.
- 63% des ménages enquêtés affirment que la pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur leur revenu.
- La crise socio-politique qui sévit au Nord-Ouest et au Sud-Ouest du pays continue de fragiliser les moyens d'existence des populations de ces régions, les rendant plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Annexe 3: Rapports du SAILD

The cover features a collage of images: a woman feeding a child, people in a field, and a large field of green plants. The SAILD logo is in the top left, and the Brot für die Welt logo is in the bottom left.

SAILD
Service d'Appui aux
Initiatives Locales de
Développement

L'AGROÉCOLOGIE
AU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ALIMENTAIRE
Cas d'école en zones sahélienne et forestière du Cameroun

BROT
für die Welt
Pain pour le Monde-
Service protestant
de Développement

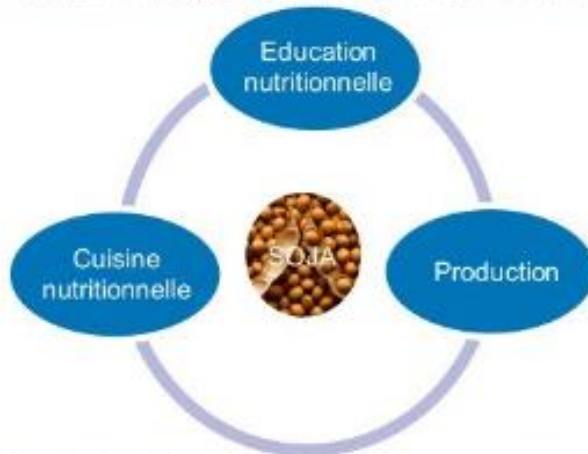
Capitalisation
du projet :

**"Renforcement de la
sécurité alimentaire et
amélioration de la diversité
alimentaire des familles des
petits agriculteurs dans les
régions de l'Extrême-Nord et de
l'Est du Cameroun."**

Mis en œuvre par SAILD/Cameroun sur financement
de Pain pour le monde/Allemagne.



Projet vulgarisation des aliments à haute valeur nutritive (soja) dans 10 villages de l'Extrême-Nord Cameroun



Ce projet dont la mise en œuvre débute en septembre 2015, vise globalement la réduction de l'incidence de la malnutrition à travers la vulgarisation des aliments à haute valeur nutritive dans dix(10) villages de l'Extrême Nord Cameroun.

Plus spécifiquement, le projet poursuit un double objectif. D'une part, les capacités des femmes à se nourrir elles-mêmes et leurs enfants sont renforcées à travers des formations et des suivis-conseils pour la production et la transformation des aliments à haute valeur nutritive (soja, moringa, les produits maraichers et le niébé). D'autre part il prévoit renforcer, à travers des analyses et dialogues entre les groupements d'agriculteurs et les responsables des Centres d'Innovations Vertes (CIV), le travail de veille des organisations de la société civile vis-à-vis de l'adaptation des mesures correspondant aux besoins nutritionnels de groupes vulnérables.

Ce projet qui s'inscrit dans la stratégie globale du SAILD, focalisée depuis 2014 sur de nouveaux enjeux thématiques parmi lesquels « sécurité alimentaire et nutrition », se déroule dans deux départements de la région de l'Extrême Nord Cameroun dont le Diamaré et le Mayo Kani, plus précisément dans les localités de Maroua rural et Mindif. Il concerne essentiellement les femmes et notamment les femmes enceintes, les mères d'enfants mal nourris en bas âge.

La mise en œuvre du projet est assurée par l'antenne de Maroua du SAILD dont l'équipe mène les différentes activités. Ces dernières incluent le recrutement et le renforcement des capacités des animatrices endogènes, l'éducation nutritionnelle, l'appui à la production du soja, la cuisine nutritionnelle au soja, l'accompagnement des groupes d'acteurs dans les filières appuyées par les CIV au Cameroun ainsi que la capitalisation et diffusion de l'expérience.

Après un an d'exécution, ce projet qui bénéficie de l'appui financier de Pain pour le Monde, a produit plusieurs résultats dont :

- 49 animatrices endogènes formées et équipées ;
- 500 femmes bénéficiaires ont mis en valeur 50 ha de soja en culture pure ou associée ;
- 4,5 tonnes de semences de soja variété TGX 849 29-4D distribuées aux bénéficiaires ;
- 10 champs de démonstration (1 ha) mis en place dans 10 villages avec la participation de 49 animatrices endogènes ;
- Superficies mises en valeur : 51 ha (y compris les animatrices endogènes) ;
- 50 tonnes de soja produit.

Les chiffres clés du projet

- 2500 femmes bénéficient du projet.
- 500 femmes bénéficiaires mettent en valeur 50 hectares de soja en culture pure ou associée.
- 49 animatrices endogènes ont déjà été formées et équipées.
- 50 hectares de soja ont été mis en valeur en culture pure ou associée par les bénéficiaires.
- 4,5 tonnes de soja variété TGX 849 29-4D ont déjà été distribuées aux bénéficiaires.
- 50 tonnes de soja sont déjà produits.
- 10 champs de démonstration (1 hectare) ont été mis en place dans 10 villages avec la participation de 49 animatrices endogènes.
- 51 hectares de superficie mise en valeur (y compris les animatrices endogènes).
- 10 villages de l'Extrême Nord Cameroun concernés par le projet.
- 6 spécialistes (agronomes, nutritionnistes, animatrices) constituent l'équipe de mise en œuvre du projet.
- 131 000 000 FCFA équivalent à la valeur des services dans le cadre du projet.

Annexe 4: Exemples de Projets menés l'IRAD

N°055 - Avril 2021 Please consider the environment before printing



LE MENSUEL ÉLECTRONIQUE D'INFORMATIONS BILINGUE DE L'INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT
Web site: www.irad.cm E-mail: irad@irad.cm Directeur de Publication : Dr Noé WOIN



LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
L'IRAD distribue plus de 10 tonnes de semences améliorées aux populations de Bibémi Pp. 2-3



Développement de filières agricoles
L'IRAD revisite ses 60 ans de recherche sur le sorgho Pp 2-5



Development of the traditional pharmacopoeia National Herbarium basking in the glow of Dr. Madeleine Tchuinté Doctoral College in IRAD P 6

Remise solennelle des dons L'IRAD aux côtés du CERAC à Touboro Pp 9-10





Rétro 2020

Le PCA de l'IRAD lance la campagne de distribution des plants d'anacardier dans la région de l'Est

Pp 4-14